100e ANNÉE
VOL. 100

N° 9
1391

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 2 mars 1968

Quebec, Saturday, March 2, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A. R. M. Import Agencies Inc.
Agences d'importation A. R. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « A. R. M. Import Agencies Inc.— Agences d'importation A. R. M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 367-68

Alpex Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Letters Patent

A. R. M. Import Agencies Inc.
Agences d'importation A. R. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "A. R. M. Import Agencies Inc.— Agences d'importation A. R. M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 367-68

Alpex Textiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Oscar Restitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce et la fabrication de toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de « Alpex Textiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 327-68

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Alpex Textiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 327-68

Aménagement planifié inc.
Planned Furnishings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Rodrigue Blouin, étudiant en droit, 35, chemin Ste-Foy, Huguette Ouellet, 1450, Vérendrye, tous deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir des organigrammes, planifier et établir des besoins physiques de compagnies, de commerces ou toutes autres institutions ou corporations publiques, sous le nom de « Aménagement planifié inc.— Planned Furnishings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 346-68

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodrigue Blouin, law student, 35 Ste-Foy Road, Huguette Ouellet, 1450 Vérendrye, both of Quebec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To draw up plans for the organization and management of companies and businesses or all other public institutions or corporations and establish their physical needs, under the name of "Aménagement planifié inc.— Planned Furnishings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 346-68

Arfel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude de Carufel, 5955, Gérin-Lajoie, André de Carufel, 6024, Turenne, et Gilles Archambault, rue Sherbrooke ouest, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de gestion et de placement, sous le nom de « Arfel Corporation », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 130-68

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude de Carufel, 5955 Gérin-Lajoie, André de Carufel, 6024 Turenne, and Gilles Archambault, Sherbrooke Street, West, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding, management and investment company, under the name of "Arfel Corporation", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value, 1,000 class "A" preferred shares of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 130-68

Association Canadienne de la Radio et de la Télévision de langue française

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul L'Anglais, directeur des ventes, 1460, McGregor, app. 303, Montréal, Marcel Provost, directeur des programmes, 1, 55e avenue, Bois-des-Filion, et Jacques Filteau, assistant-directeur de poste, 2204, Place McKay, app. 5, Québec, pour les objets suivants:

Association Canadienne de la Radio et de la Télévision de langue française

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul L'Anglais, sales director, 1460 McGregor, Apt. 303, Montreal, Marcel Provost, program director, 1, 55th Avenue, Bois-des-Filion, and Jacques Filteau, assistant station director, 2204 Place McKay, Apt. 5, Quebec, for the following purposes:

Favoriser, encourager et promouvoir le développement de l'art de la radio et de la télévision, sous le nom de « Association Canadienne de la Radio et de la Télévision de langue française ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1454, de la Montagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4926-67

L'Association des Jeunes Sportifs de Repentigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième parcie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Aimé Laliberté, commerçant, 35, Moncana, Marcel Charbonneau, représentant de ventes, 232, Lanoue, et Jacques Robillard, comptable agréé, 215, Notre-Dame, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

L'organisation de clubs de hockey, sous le nom de « L'Association des Jeunes Sportifs de Repentigny inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 189-68

L'Association des Propriétaires de Taxis de Ville d'Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Luc Parent, 560, avenue Carlyle, Claude Béland, 777, chemin Rockland, tous deux de Mont-Royal, et René-C. Alary, 12164, Jean-Bouillet, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires de taxis afin de promouvoir et d'assurer leurs intérêts économiques, sociaux et moraux, sous le nom de « L'Association des Propriétaires de Taxis de Ville d'Anjou inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 90-68

L'Association des Propriétaires Unis de Laval Centre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Langlois, statisticien, 2062, St-Gilles, Jean-Paul Lavoie, surintendant, 2360, Valiquette, Rodolphe Lelièvre, représentant, 2054, St-Gilles, Armand Michaud, dessinateur, 1750, Sun Valley,

To promote, encourage and favour the development of the art of radio and television, under the name of "Association Canadienne de la Radio et de la Télévision de langue française".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1454 de la Montagne, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4926-67

L'Association des Jeunes Sportifs de Repentigny inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles-Aimé Laliberté, trader, 35 Moncana, Marcel Charbonneau, sales representative, 232 Lanoue, and Jacques Robillard, chartered accountant, 215 Notre-Dame, all three of Repentigny, for the following purposes:

The organization of hockey clubs, under the name of "L'Association des Jeunes Sportifs de Repentigny inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 189-68

L'Association des Propriétaires de Taxis de Ville d'Anjou inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Luc Parent, 560 Carlyle Ave., Claude Béland, 777 Rockland Road, both of Mount-Royal, and René-C. Alary, 12164 Jean-Bouillet, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To group together taxi proprietors in order to promote and insure their economic, social and moral interests, under the name of "L'Association des Propriétaires de Taxis de Ville d'Anjou inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 90-68

L'Association des Propriétaires Unis de Laval Centre

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Langlois, statistician, 2062 St-Gilles, Jean-Paul Lavoie, superintendent, 2360 Valiquette, Rodolphe Lelièvre, representative, 2054 St-Gilles, Armand Michaud, draftsman, 1750 Sun

Sylvestre Verdoni, contremaître, 1977, St-Gilles, et Denis Lafrance, assistant-superviseur, 2252, St-Rémi, tous six de Laval, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts civiques, patriotiques, sportifs, intellectuels, sociaux et mondains des membres, sous le nom de « L'Association des Propriétaires Unis de Laval Centre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 2054, St-Gilles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 69-68

Valley, Sylvestre Verdoni, foreman 1977 St-Gilles, and Denis Lafrance, assistant-supervisor, 2252 St-Rémi, all six of Laval, for the following purposes:

To promote the civic, patriotic, sporting, intellectual, social and worldly interests of its members, under the name of "L'Association des Propriétaires Unis de Laval Centre".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 2054 St-Gilles, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 69-68

Atelier d'Usinage Remembrance ltée
Remembrance Machine Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Raymond Arthur Cartwright, 71, Devon, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, 16, Morrisson, Mont-Royal, et Ian G. W. Lundie, 45, Claude, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Opérer un ou plusieurs ateliers de machines et faire toutes les choses nécessaires s'y rapportant, sous le nom de « Atelier d'Usinage Remembrance ltée — Remembrance Machine Shop Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 148-68

Atelier d'Usinage Remembrance ltée
Remembrance Machine Shop Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Arthur Cartwright, 71 Devon, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, 16 Morrisson, Mount Royal, and Ian G. W. Lundie, 45 Claude, Beaconsfield, all three advocates, for the following purposes:

To operate one or several machine shops and do all necessary things related thereto, under the name of "Atelier d'Usinage Remembrance ltée — Remembrance Machine Shop Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 148-68

Audart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Fernand Audet, 2046, Parc Gomin, Jean-Marie Audet, 1216, Albert-Lozeau, tous deux hommes d'affaires, de Sillery, Henri Fortin, notaire, 5120, 3e avenue, Danielle Tanguay, secrétaire, fille majeure, 4660, 1re avenue, tous deux de Charlesbourg, et Charlotte Létourneau, comptable, fille majeure, 479, St-Vallier ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, graveurs, lithograveurs, relieurs, imprimeurs, libraires-éditeurs et agents de publicité, sous le nom de « Audart inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 191, rue St-Vallier est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 161-68

Audart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Audet, 2046 Gomin Park, Jean-Marie Audet, 1216 Albert-Lozeau, both businessmen of Sillery, Henri Fortin, notary, 5120, 3rd Avenue, Danielle Tanguay, secretary, spinster of the full age of majority, 4660, 1st Avenue, both of Charlesbourg, and Charlotte Létourneau, accountant, spinster of the full age of majority, 479 St-Vallier West, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as photographers, engravers, lithographers, bookbinders, printers, booksellers-editors and publicity agents, under the name of "Audart inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 191 St-Vallier Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 161-68

B. G. R. asphalte ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Bernard Beauche-

B. G. R. asphalte ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Beauchemin, contractor, 110

min, entrepreneur, 110, Rang des 24, Gaétan Beauchemin, journalier, 118, Ruisseau nord, et Régent Beauchemin, cultivateur, 116, Ruisseau nord, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « B. G. R. asphalte ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3096-67

Beaudin publicité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Joseph-Elzéar Beaudin, publicitaire, 1620, chemin Ste-Foy, Bruno Bernard, avocat, 142 des Chênes ouest, et Pierre Duguay, comptable, 2057, Sir Mathias-Tellier, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Beaudin publicité inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $1 chacune, 395 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1620, chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 288-68

Eugène Bégin automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Eugène Bégin, garagiste, route Trans-Canada, Ernest Bégin, restaurateur, 561, Commerciale, tous deux de Saint-David-de-l'Auberivière, et André Dumas, comptable, 340, Napoléon, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Eugène Bégin automobiles inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 369-68

Bérubé et Lachance ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Charles Lachance, cultivateur, Jean-Paul Bérubé, cultivateur, et Marie-Paule Hudon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Bérubé, tous trois de Rivière-Ouelle, pour les objets suivants:

Rang des 24, Gaétan Beauchemin, labourer, 118 Ruisseau North, and Régent Beauchemin, farmer, 116 Ruisseau North, all three of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "B. G. R. asphalte ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3096-67

Beaudin publicité inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Elzéar Beaudin, publicist, 1620 St. Foy Road, Bruno Bernard, advocate, 142 des Chênes west, and Pierre Duguay, accountant, 2057 Sir Mathias-Tellier, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and consultants, under the name of "Beaudin publicité inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $1 each, 395 preferred class "A" shares of $100 each and 300 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 1620 St. Foy Road, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 288-68

Eugène Bégin automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Bégin, garage keeper, route Trans-Canada, Ernest Bégin, restaurateur, 561 Commerciale, both of Saint-David-de-l'Auberivière, and André Dumas, accountant, 340 Napoléon, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Eugène Bégin automobiles inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 369-68

Bérubé et Lachance ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Lachance, farmer, Jean-Paul Bérubé, farmer, and Marie-Paule Hudon, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Paul Bérubé, all three of Rivière-Ouelle, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bérubé et Lachance ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-Ouelle, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 282-68

Bo - Lau ltée
Bo - Lau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: René Rheault, administrateur, Gilles Levert, gérant de crédit, tous deux de Montréal, et Michel Levert, gérant des ventes, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Bo-Lau ltée — Bo-Lau Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Carré, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4881-67

Boutique Lafrance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Jack Boidman, 5320, avenue MacDonald, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Charmian Silver, secrétaire, épouse séparée de biens de Don Silver, 40, place Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et des articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Lafrance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7122, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 358-68

Canadian Cabinets Co. Ltd.
Société Canadienne d'Armoires ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux avocats, de Mont Royal, et Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la fabrication et le commerce de meubles, travaux d'ébénisterie et toutes sortes d'articles de ménage ou de commerce et appareils entièrement ou partiellement fabriqués de bois, sous le nom de « Canadian Cabinets Co. Ltd.—

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Bérubé et Lachance ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rivière-Ouelle, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 282-68

Bo - Lau ltée
Bo - Lau Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Rheault, administrator, Gilles Levert, credit manager, both of Montreal, and Michel Levert, sales manager, Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made wholly or partially of metal or wood, under the name of "Bo-Lau ltée — Bo-Lau Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Lac Carré, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4881-67

Boutique Lafrance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Jack Boidman, 5320 MacDonald Avenue, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Charmian Silver, secretary, wife separate as to property of Don Silver, 40 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Boutique Lafrance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $00 each.

The head office of the company is at 7122 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE
Assistant Secretary of the Province.

2351-o 358-68

Canadian Cabinets Co. Ltd.
Société Canadienne d'Armoires ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both advocates, of Mount Royal, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork and all kinds of household or commercial articles, furnishings and equipment made in whole or in part of wood, under the name of "Canadian Cabinets Co. Ltd.— Société Cana-

Société Canadienne d'Armoires ltée », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4475, boulevard de Maisonneuve, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 106-68

Cartier & Cazelais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 5480, Lavoie, tous trois avocats, et Jacques Viger, commis, 4215, De la Roche, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers financiers, sous le nom de « Cartier & Cazelais inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 178-68

Centre d'Accueil de Labelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Alcide Boivin, bourgeois, Georges Godard, secrétaire-trésorier, Robert Labelle, marchand, Pierre L'Allier, médecin, Andréa Bergeron, marchande, épouse d'Alexandre Lyras, Nicole Silion, employée de bureau, épouse de Maurice McNabb, Oscar Saindon, menuisier, tous sept de Labelle, Héliodore Barbe, cultivateur, La Conception, Bruno Chabot, comptable, La Minerve, et Adolph Ozell, secrétaire-trésorier, La Macaza, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Centre d'Accueil de Labelle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5310-67

Chalet St-Hubert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Gingras, agent d'affaires, 7722, Châteaubriand, Montréal, Raoul Laforte, administrateur, et Rolande Guay, femme d'affaires, fille majeure, ces deux derniers de 418, Branly, Laval, pour les objets suivants:

dienne d'Armoires ltée", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4475 de Maisonneuve Boulevard, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 106-68

Cartier & Cazelais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 5480 Lavoie, all three advocates, and Jacques Viger, clerk, 4215 De la Roche, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as financial counsellors, under the name of "Cartier & Cazelais inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 178-68

Centre d'Accueil de Labelle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alcide Boivin, gentleman, Georges Godard, secretary-treasurer, Robert Labelle, merchant, Pierre L'Allier, physician, Andréa Bergeron, merchant, wife of Alexandre Lyras, Nicole Silion, office employee, wife of Maurice McNabb, Oscar Saindon, joiner, all seven of Labelle, Héliodore Barbe, farmer, La Conception, Bruno Chabot, accountant, La Minerve, and Adolph Ozell, secretary-treasurer, La Macaza, for the following purposes:

To give aged couples and aged persons of both sexes a home which would permit them to live in safety and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Centre d'Accueil de Labelle inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Labelle, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5310-67

Chalet St-Hubert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Gingras, business agent, 7722 Châteaubriand, Montreal, Raoul Laforte, administrator, and Rolande Guay, businesswoman, spinster of the full age of majority, the latter two of 418 Branly, Laval, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels, restaurants et salles à manger, sous le nom de « Chalet St-Hubert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 141-68

Charcuterie Picory ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Maurice Picory, charcutier, Denise Picory, caissière, épouse dudit Maurice Picory, tous deux de 2690, Coderre, Saint-Hubert, et Bertrand Rioux, estimateur, 335, Béique, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme charcutiers, sous le nom de « Charcuterie Picory ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3115, boulevard Losch, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3940-67

Charette excavation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Rosaire Charette, industriel, Jocelyne Charette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles Charette, et Jean-Pierre Robidoux, chauffeur, tous trois de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Charette excavation inc. », avec un capital total de $103,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 262-68

Club de ski Eskimo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Michaud, étudiant, 10574, Pelletier, Montréal-Nord, Michel Charbonneau, étudiant, 616, St-Germain, Jean-L. Sansoucy, 1485, Bernard, Jacques Dagenais, 625, Outremont, tous trois d'Outremont, et Jean-S. Prieur, 1166, Laird, Mont-Royal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

To operate hotels, taverns, inns, motels, restaurants and dining rooms, under the name of "Chalet St-Hubert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 141-68

Charcuterie Picory ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Picory, pork-butcher, Denise Picory, cashier, wife of the said Maurice Picory, both of 2690 Coderre, Saint-Hubert, and Bertrand Rioux, appraiser, 335 Béique, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as pork-butchers, under the name of "Charcuterie Picory ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3115 Losch Blvd., Saint Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3940-67

Charette excavation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Charette, industrialist, Jocelyne Charette, housewife, wife contractually separate as to property of Gilles Charette, and Jean-Pierre Robidoux, chauffeur, all three of Annonciation, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Charette excavation inc.", with a total capital stock of $103,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each, 3,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 800 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is Annonciation, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 262-68

Club de ski Eskimo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Serge Michaud, student, 10574 Pelletier, Montreal North, Michel Charbonneau, student, 616 St-Germain, Jean-L. Sansoucy, 1485 Bernard, Jacques Dagenais, 625 Outremont, all three of Outremont, and Jean-S. Prieur, 1166 Laird, Mount Royal, the latter three advocates, for the following purposes:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « Club de ski Eskimo inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 60-68

Club Hélios inc.
Hélios Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Frank Benoit, dessinateur, 6545, rue Hochelaga, app. 3, Roger Lalonde, contremaître, 3229, Mont Sabré, Claude Rufiange, représentant, 6401, Bordeau, François Lalancette, contrôleur, 2133, Galt Crescent, app. 9, tous quatre de Montréal, Armand Lamy, vendeur, 7620, 14e avenue, app. 1, Saint-Michel, et Ivan Saindon, technicien, 611, 3e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts intellectuels, civiques et mondains des membres, sous le nom de « Club Hélios inc.— Hélios Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1200, rue Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5204-67

Club Isidore LeChasseur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Isidore LeChasseur, père, industriel, Maurice LeChasseur, tous deux de 12, rue Lepage, et Conzague LeChasseur, 26, avenue Rioux, ces deux derniers contremaîtres, tous trois de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs de chasse et pêche, sous le nom de « Club Isidore LeChasseur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 328-68

Comel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Rhéal Allard, entrepreneur, 24, rue Maisonneuve, Hector Robert, comptable, 60, boulevard du Progrès, et Fernand Larose, notaire, 26, boulevard du Progrès, tous trois de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits et des matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Comel ltée », avec un capital total de $100,000, divisé

To operate a sports club and to promote skiing in particular, under the name of "Club de ski Eskimo inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal-North, judicial district of Montreal

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 60-68

Club Hélios inc.
Hélios Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Frank Benoit, draughtsman, 6545 Hochelaga St., Apt. 3, Roger Lalonde, foreman, 3229 Mont Sabré, Claude Rufiange, representative, 6401 Bordeau, François Lalancette, comptroller, 2133 Galt Crescent, Apt. 9, all four of Montreal, Armand Lamy, salesman, 7620, 14th Ave., Apt. 1, Saint-Michel, and Ivan Saindon, technician, 611, 3rd Ave., Lachine, for the following purposes:

To promote the intellectual, civic and social interests of its members, under the name of "Club Hélios inc.— Hélios Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1200 Maisonneuve St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5204-67

Club Isidore LeChasseur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore LeChasseur Sr., industrialist, Maurice LeChasseur, both of 12 Lepage St., and Gonzague LeChasseur 26 Rioux Ave., the two latter foreman, all three of Mont-Joli, for the following purposes:

To operate fish and game clubs, under the name of "Club Isidore LeChasseur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 328-68

Comel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rhéal Allard, contractor, 24 Maisonneuve Street, Hector Robert, accountant, 60 du Progrès Boulevard, and Fernand Larose, notary, 26 du Progrès Boulevard, all three of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and its by-products and in construction material of all kinds, under the name of "Comel ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into

en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5047-67

Crédit Budgétaire (Joliette) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Nick Tabah, commis de magasin, Maurice Tabah, homme d'affaires, tous deux de 380, rue Notre-Dame, et Claude Lévesque, commis de magasin, 543, rue Papineau, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Crédit Budgétaire (Joliette) inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 356-68

Daramont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Eugène Benoit, cultivateur, Jeannine Brodeur, ménagère, épouse commune en biens dudit Eugène Benoit, tous deux de 96, Bord de l'Eau nord, Saint-Jean-Baptiste, et François Viens, cultivateur, 64, Rang Nord-Ouest, Sainte-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, céréales et autres produits alimentaires de toutes sortes, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Daramont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 96, Bord de l'Eau nord, Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 285-68

Dominion Securities (Quebec) Limited
Dominion Securities (Quebec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Neil F. Phillips, 634, avenue Clarke, Melvin L. Rothman, 637, avenue Roslyn, tous deux avocats, de Westmount, Jean L'Anglais, avocat et conseil en Loi de la reine, 771, avenue de l'Église, Verdun, Eleanor Johnson, 5327A, Prince de Galles, et Lucie Trudeau, 7175, Chrltophe-Colomb, ces deux derniers secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

250 common shares of nominal value of $100 each and into 750 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5047-67

Crédit Budgétaire (Joliette) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nick Tabah, store clerk, Maurice Tabah, businessman, both of 380 Notre-Dame St., and Claude Lévesque, store clerk, 543 Papineau St., all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on the general business of money lenders in each and all of its specialties, under the name of "Crédit Budgétaire (Joliette) inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 356-68

Daramont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Benoit, farmer, Jeannine Brodeur, housewife, wife common as to property of the said Eugène Benoit, both of 96 Bord de l'Eau north, Saint-Jean-Baptiste, and François Viens, farmer, 64 North-West Range, Sainte-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruit, vegetables, cereals and other food products of all kinds, and in all products from the land, the vineyard and trees, under the name of "Daramont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each and 3,950 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 96 Bord de l'Eau north, Saint-Jean-Baptiste, judicial district of Saint Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 285-68

Dominion Securities (Quebec) Limited
Dominion Securities (Quebec) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Neil F. Phillips, 634 Clarke Avenue, Melvin L. Rothman, 637 Roslyn Avenue, both advocates, of Westmount, Jean L'Anglais, advocate and Queen's Counsel, 771 Church Avenue, Verdun, Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

Faire les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Dominion Securities (Quebec) Limited — Dominion Securities (Quebec) limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 294-68

Paul Durivage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: C. Stephen Cheasley, 3440, Peel, app. 44, Montréal, Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, et J.-Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits et légumes de toutes sortes, de produits comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits qu'ils soient de la terre ou de la mer, sous le nom de « Paul Durivage inc. », avec un capital total de $130,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 12,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 163-68

Les Entreprises Éthier et frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Tancrède Éthier, 60, rue Forget, Sainte-Thérèse, Lionel Éthier, 291, rue Charles ouest, Saint-Janvier, et Roger Éthier, Sainte-Monique, comté de Deux-Montagnes, tous trois menuisiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Éthier et frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 291-68

Entreprises Gauvin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, Michel Pinard et Gilles Fontaine, tous trois avocats, de 165, Wellington nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Entreprises Gauvin inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 4 actions ordinaires de $100 chacune et en 746 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 77-68

To carry on the business of a holding company, under the name of "Dominion Securities (Quebec) Limited — Dominion Securities (Quebec) limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 294-68

Paul Durivage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. Stephen Cheasley, 3440 Peel, Apt. 44, Montreal, Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, and J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in fruits and vegetables of all kinds, manufactured food products, as well as all products coming from the earth or the sea, under the name of "Paul Durivage inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 12,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 163-68

Les Entreprises Éthier et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tancrède Éthier, 60 Forget Street, Sainte-Thérèse, Lionel Éthier, 291 Charles Street West, Saint-Janvier, and Roger Éthier, Sainte-Monique, county of Two-Mountains, all three joiners, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Éthier & frères inc.", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 291-68

Entreprises Gauvin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-C. Fournier, Michel Pinard et Gilles Fontaine, all three advocates, of 165 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Entreprises Gauvin inc.", with a total capital of $75,000, divided into 4 common shares of $100 each and 746 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 77-68

Les Entreprises Guy Massicotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Guy Massicotte, entrepreneur en construction, Jeannine Bordeleau, ménagère, épouse dudit Guy Massicotte, tous deux de 100, 9e rue, Grand'Mère, et Paul Massicotte, menuisier, 1986, boulevard Royal, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Guy Massicotte inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 99-68

Les Entreprises Guy Massicotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Massicotte, building contractor, Jeannine Bordeleau, housewife, wife of said Guy Massicotte, both of 100, 9th St., Grand'-Mère, and Paul Massicotte, joiner, 1986 Royal Blvd., Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Guy Massicotte inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'-Mère, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 99-68

Fair Lady Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, 5184, Westbury, Montréal, Frederick L. Solomon, 4685, Westmount, Westmount, tous deux avocats, Emma Giagnacovo, secrétaire, célibataire, 4676, Alexander, Pierrefonds, et Marcel-G. Charbonneau, comptable, 6140, Monk, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et la confection de manteaux de fourrure, tissus d'icelle, garniture et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Fair Lady Fur Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 253-68

Fair Lady Fur Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lewis D. Batshaw, 5184 Westbury, Montreal, Frederick L. Solomon, 4685 Westmount, Westmount, both advocates, Emma Giagnacovo, secretary, spinster, 4676 Alexander, Pierrefonds, and Marcel-G. Charbonneau, accountant, 6140 Monk, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fur coats, fur fabrics, garments and wearing apparel of all kinds, under the name of "Fair Lady Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common hsares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 253-68

V. Filiatrault & associés inc.
V. Filiatrault & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1968, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, Thornhill, Westmount, Denise-Marie Landry, 5000, Clanranald, et Marie Nassa, 6653, Louis-Hémon, ces deux derrières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration, sous le nom de « V. Filiatrault & associés inc.— V. Filiatrault & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 249, rue Victoria, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 396-68

V. Filiatrault & associés inc.
V. Filiatrault & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill, Westmount, Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald, and Marie Nassa, 6653 Louis-Hémon, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To act as management consultants, under the name of "V. Filiatrault & associés inc.— V. Filiatrault & Associates Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 249 Victoria Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 396-68

Finco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Richard Newberry, comptable agréé, 178, Kensington, Beaconsfield, Roger Binet, contrôleur, 5715, Fadette, Saint-Léonard, et Claude Grignon, avocat, 285, Marcotte, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Finco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 182-68

Foyer d'accueil Ernest Léonard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Bourdon, maire, Fernand Giroux, secrétaire-trésorier, et Raymond Hamel, notaire, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Établir, organiser, opérer ou administrer un centre d'accueil pour personnes âgées, sous le de « Foyer d'accueil Ernest Léonard inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4430-67

Le Foyer de Fortierville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Habel, commerçant, Adrien-E. Germain, Julien Habel, Réal Jacques, Lionel Martel, tous quatre cultivateurs, Jean-Baptiste Demers, journalier, et Alphonse Pérusse, directeur de funérailles, tous sept de Fortierville, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Le Foyer de Fortierville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et poszéder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corportion est à Fortierville, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 244-68

Le Foyer de Lotbinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions:

Finco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Newberry, chartered accountant 178, Kensington, Beaconsfield, Roger Binet, comptroller, 5715 Fadette, Saint-Léonard, et Claude Grignon, advocate, 285, Marcotte, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment, management and holding company, under the name of "Finco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 182-68

Foyer d'accueil Ernest Léonard inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Gaston Bourdon, mayor, Fernand Giroux, secretary-treasurer, and Raymond Hamel, notary, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To establish, organize, operate or manage a home for the aged, under the name of "Foyer d'accueil Ernest Léonard inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4430-67

Le Foyer de Fortierville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Laurent Habel, trader, Adrien-A. Germain, Julien Habel, Réal Jacques, Lionel Martel, all four farmers, Jean-Baptiste Demers, labourer, and Alphonse Pérusse, funeral director, all seven of Fortierville, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged persons of both sexes with a home allowing them to live within the security and atmosphere of a true family spirit, under the name of "Le Foyer de Fortierville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Fortierville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 244-68

Le Foyer de Lotbinière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Germain-Marie Lemay, camionneur, Joseph-Aimé Roy, Henri Blanchet, Clément Boucher, tous trois cultivateurs, et Georges Hébert, prêtre, curé, tous cinq de Lotbinière, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Le Foyer de Lotbinière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5335-67

France beauté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Louise Gagnon, secrétaire, Jacqueline Gagnon, téléphoniste, toutes deux filles majeures, de 1161, St-Olivier, et Louis-Philippe Hamel, secrétaire, 183, Bonaventure, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de perruques, de produits de beauté et de cosmétiques, sous le nom de « France beauté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1871, boulevard Père Lelièvre, Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 136-68

G & N School Bus Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: George Anastasopoulos, conducteur d'autobus, 877, Stuart, Outremont, Nikolaos Alevros, conducteur d'autobus, 835, Liège, et Frances Callahan, secrétaire, célibataire, 159, ouest, rue Craig, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Transporter les enfants à, et de l'école, et exploiter des garages, sous le nom de « G & N School Bus Service Inc. », avec un capial total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 229-68

Gagnier, Fleury & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Gagnier, dessinateur, 10070, Bsaile-Routhier, Lucille Bourgault, secrétaire, fille majeure, 8813, St-Urbain, tous deux de Montréal, et Pierre Fleury, dessinateur, 345, Graham, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Germain-Marie Lemay, truck driver, Joseph-Aimé Roy, Henri Blanchet, Clément Boucher, all three farmers, and Georges Hébert, priest, rector, all five of Lotbinière, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged persons of both sexes with a home allowing them to live within the security and atmosphere of a true family spirit, under the name of "Le Foyer de Lotbinière inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $300,000.

The head office of the corporation is at Lotbinière, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5335-67

France beauté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louise Gagnon, secretary, Jacqueline Gagnon, telephonist, both spinsters of the full age of majority of 1161 St-Olivier, and Louis-Philippe Hamel, secretary, 183 Bonaventure, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate stores dealing in wigs, beauty products and cosmetics, under the name of "France beauté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1871 Père Lelièvre Boulevard, Duberger, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 136-68

G & N School Bus Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Anastasopoulos, bus operator, 877 Stuart, Outremont, Nikolaos Alevros, bus operator, 835 Liège, and Frances Callahan, secretary, spinster, 159 Craig Street West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To transport children to and from school and to operate garages, under the name of "G & N School Bus Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 229-68

Gagnier, Fleury & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gagnier, draughtsman, 10070 Basile-Routhier, Lucille Bourgault, secretary, spinster of the full sage of majority, 8813 St-Urbain, both of Montreal, and Pierre Fleury, draughtsman, 345 Graham, Mount-Royal, for the following purposes:

Agir comme graphistes et conseillers en art graphique, sous le nom de « Gagnier, Fleury & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 302-68

General Artists Consultants Ltd.
Consultants généraux des Artistes ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Steve Takacs, vendeur, Lauretta Takacs, ménagère, épouse séparée de biens dudit Steve Takacs, et dûment autorisée par lui, aux fins des présentes, tous deux de 122, Marois, Laval, et Siegfreid Wizemann, consultant, 65, Brittany, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de gestion personnelle auprès des artistes et acteurs dans toutes leurs activités sous le nom de « General Artists Consultants Ltd. — Consultants généraux des Artistes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 122, rue Marois, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 340-68

Grégoire, Alarie, Paré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Philippe Alarie, 305, boulevard Mercier, Jean-Guy Paré, 7e rue ouest, tous deux industriels, d'Amos, et Armand Grégoire, chauffeur, La Ferme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Grégoire, Alarie, Paré inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 212, 1re avenue est, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4802-67

René Hêtu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: René Hêtu, entrepreneur, 124, boulevard Central nord, Duberger, Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, et Huguette Ouellet, 1450, Vérendrye, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom

To act as graphic artists and graphic arts consultants, under the name of "Gagnier, Fleury & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 600 preferred shares of a nominal value of $50 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 302-68

General Artists Consultants Ltd.
Consultants généraux des Artistes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Steve Takacs, salesman, Lauretta Takacs, housewife, wife separate as to property of the said Steve Takacs, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 122 Marois, Laval, and Siegfreid Wizemann, consultant, 65 Brittany, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of personal management of artists and entertainers in all their endeavours, under the name of "General Artists Consultants Ltd. — Consultants généraux des Artistes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 122 Marois Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 340-68

Grégoire, Alarie, Paré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Alarie, 305 Mercier Blvd., Jean-Guy Paré, 7th St. west, both industrialists, of Amos, and Armand Grégoire, chauffeur, La Ferme, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Grégoire, Alarie, Paré inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 212, 1st Ave. East, Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4802-67

René Hêtu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Hêtu, contractor, 124 Central Blvd. North, Duberger, Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, and Huguette Ouellet, 1450 Vérendrye, Quebec, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of

de « René Hêtu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 268-68

Hôtel Cha-To-Gai Motel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: René Leroux, 5466, avenue Duquette, Hubert Leroux, 5491, avenue Trans-Island, tous deux notaires, de Montréal, et Laval Bouchard, restaurateur, 282, rue Morin, Sainte-Adèle, pour les objets suivants:

Exploiter des auberges, restaurants, cafés, hôtels, motels, clubs, tavernes et salles de rafraîchissements, sous le nom de « Hôtel Cha-To-Gai Motel inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 283-68

Hudson Greenhouses Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, avocat, 1448, Beverley Crescent, Laval, Francine Végiard, 3465, Hutchison, et Aline Beaulieu, 3801, Cavendish, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des serres et des boutiques de fleuristes, sous le nom de « Hudson Greenhouses Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Lazare, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 271-68

Les Immeubles L. G. L. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Léonce Gagnon, commerçant, Julienne Mérette, ménagère, épouse dudit Léonce Gagnon, tous deux de 204, Picardie, Laurent Gagnon, commerçant, et Gisèle Girard, ménagère, épouse dudit Laurent Gagnon, ces deux derniers de 87, Monseigneur Bégin, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles L. G. L. limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5157-67

"René Hêtu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 268-68

Hôtel Cha-To-Gai Motel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Leroux, 5466 Duquette Ave., Hubert Leroux, 5491 Trans-Island Ave., both notaries, of Montreal, and Laval Bouchard, restaurateur, 282 Morin St., Sainte-Adèle, for the following purposes:

To operate inns, restaurants, cafés, hotels, motels, clubs, taverns and refreshment halls, under the name of "Hôtel Cha-To-Gai Motel inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $50 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $50 each.

The head office of the company is at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 283-68

Hudson Greenhouses Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Cooperstone, advocate, 1448 Beverley Crescent, Laval, Francine Végiard, 3465 Hutchison, and Aline Beaulieu, 3801 Cavendish, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate greenhouses as well as florist shops, under the name of "Hudson Greenhouses Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Lazare, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 271-68

Les Immeubles L. G. L. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce Gagnon, trader, Julienne Mérette, housewife, wife of said Léonce Gagnon, both of 204 Picardie, Laurent Gagnon, trader, and Gisèle Girard, housewife, wife of said Laurent Gagnon, the latter two of 87 Monseigneur Bégin, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles L. G. L. limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5157-67

Joannette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marcel Joannette, épicier, Nicole Fleurant, ménagère, épouse dudit Marcel Joannette, tous deux de 8449, Centrale, LaSalle, Lucien Joannette, épicier, et Reine Renaud, ménagère, épouse dudit Lucien Joannette, ces deux derniers de 1213, Stephens, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Joannette inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 349, avenue de l'Église, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5098-67

Joannette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Joannette, grocer, Nicole Fleurant, housewife, wife of the said Marcel Joannette, both of 8449 Centrale, LaSalle, Lucien Joannette, grocer, and Reine Renaud, housewife, wife of the said Lucien Joannette, the two latter of 1213 Stephens, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Joannette inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 2,400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 349 Church Ave., Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5098-67

Jolies Juniors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Saul Clairman, manufacturier, Freda Yellen, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Saul Claiman, tous deux de 665, rue Brunet, et Sharon Claiman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du Norman Burrows, 405, rue Deguire, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Jolies Juniors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 237-68

Jolies Juniors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Claiman, manufacturer, Freda Yellen, housewife, wife contractually separate as to property of the said Saul Claiman, both of 665 Brunet Street, and Sharon Claiman, housewife, wife contractually separate as to property of Norman Burrows, 405 Deguire Street, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Jolies Juniors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 237-68

Joliette démolition inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Denis Houle, homme d'affaires, 1014, Notre-Dame, Repentigny, Jean-Marc Richer, comptable, 2645, Flaubert, Laval, et Roger Levesque, entrepreneur, Saint-Esprit, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la démolition de tous genres de constructions publiques ou privées, sous le nom de « Joliette démolition inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 295-68

Joliette démolition inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Houle, businessman, 1014 Notre-Dame, Repentigny, Jean-Marc Richer, accountant, 2645 Flaubert, Laval, and Roger Levesque, contractor, Saint-Esprit, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in the demolition of all kinds of public or private buildings, under the name of "Joliette démolition inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 295-68

Lafleur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 29 décembre 1967, autorisant la fusion de « Lafleur ltée » constituée par lettres patentes en date du 25 août 1948, et « Les Placements Montcalm limitée — Montcalm Investments Limited », constituée par lettres patentes en date du 20 juin 1949, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des Compagnies, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Lafleur inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 30,000 actions privilégiées de $10 chacune et 200,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au numéro 3600, rue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 5423-67 — 1404/81

Lafleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Lafleur ltée", incorporated by letters patent bearing date the 25th day of August, 1948, and "Les Placements Montcalm limitée — Montcalm Investments Limited", incorporated by letters patent bearing date the 20th day of June, 1949, all the aforementioned letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Lafleur inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 30,000 preferred shares of $10 each and 200,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at number 3600 Barclay St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5423-67 — 1404/81

Lanar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Camille Langlois, homme d'affaires, 200, Notre-Dame est, Victoriaville, Raymond Arsenault, médecin, 214, Campagna, et Gaston Tardif, comptable, 2, Belleau, ces deux derniers d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lanar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 388-68

Lanar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Langlois, businessman, 200 Notre-Dame East, Victoriaville, Raymond Arsenault, doctor, 214 Campagna, and Gaston Tardif, accountant, 2 Belleau, the latter two of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction, company, under the name of "Lanar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 388-68

Leblanc & Tremblay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul Leblanc, vendeur, 66, boulevard Taschereau, Kénogami, Florent Tremblay, tailleur, et Noëlla Déry, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens dudit Florent Tremblay, ces deux derniers de 419, rue Notre-Dame, Jonquière, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Leblanc & Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 316-68

Leblanc & Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Leblanc, salesman, 66 Taschereau Boulevard, Kenogami, Florent Tremblay, tailor, and Noëlla Déry, trader, wife contractually separate as to property of said Florent Tremblay, the latter two of 419 Notre-Dame Street, Jonquière, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothes, under the name of "Leblanc & Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 316-68

Maurice LeBlanc Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Maurice LeBlanc Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued

patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Maurice LeBlanc, agent d'assurances, Dame Jean-Maurice LeBlanc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Maurice LeBlanc, tous deux de 7945, Jean-Nicolet, Saint-Léonard, et André Lagerge, électricien, 229, Vanier, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Maurice LeBlanc Petroleum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiés de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 176, Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 375-68

Isidore LeChasseur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Isidore LeChasseur père, industriel, Maurice LeChasseur, tous deux de 12, rue Lepage, Isidore LeChasseur fils, 159, rue Lindsay, Henri LeChasseur, 155, rue Lindsay, et Gonzague LeChasseur, 26, avenue Rioux, ces quatre derniers contremaîtres, tous cinq de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme et faire le commerce de produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Isidore LeChasseur ltée », avec un capital total de $175,000, divisé en 1,450 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 304-68

Jean Bernard Lévesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Bernard Lévesque, Louis-Philippe Lévesque, tous deux marchands, de Grand-Remous, et Malcolm Millar, avocat, Maniwaki, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons en général, sous le nom de « Jean Bernard Lévesque inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sicotte, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5097-67

Ligue Midget-Nico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions:

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Maurice LeBlanc, insurance agent, Dame Jean-Maurice LeBlanc, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Maurice LeBlanc, both of 7945 Jean-Nicolet, Saint-Léonard, and André Laberge, electrician, 229 Vanier, Saint-Johns, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Maurice LeBlanc Petroleum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 176 Jacques-Cartier, Saint Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 375-68

Isidore LeChasseur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore LeChasseur, senior, industrialist, Maurice LeChasseur, both of 12 Lepage Street, Isidore LeChasseur, junior, 159 Lindsay Street Henri LeChasseur, 155 Lindsay Street, and Gonzague LeChasseur, 26 Rioux Avenue, the latter four foremen, all five of Mont-Joli, for the following purposes:

To operate a farm and to deal in farm products of all kinds, under the name of "Isidore LeChasseur ltée", with a total capital stock of $175,000, divided into 1,450 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 304-68

Jean Bernard Lévesque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Bernard Lévesque, Louis-Philippe Lévesque, both traders of Grand-Remous, and Malcolm Millar, advocate, Maniwaki, for the following purposes:

To operate department stores in general, under the name of "Jean Bernard Lévesque inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sicotte, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5097-67

Ligue Midget-Nico inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capi-

Gilles Provencher, imprimeur, 389, Notre-Dame, Nicolet, Jacques Blanchette, constructeur, Jean-Guy Farr, vendeur, tous deux de Bécancour, Florian Turcotte, gérant, Saint-Sylvère, Martin Lambert, avocat, Saint-Léonard, Jacques Lacharité, journalier, Gilles Cloutier, Guy Cloutier, tous deux épiciers, et Jean-Denis Camirand, assureur-vie, ces quatre derniers de Sainte-Eulalie, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif, sous le nom de « Ligue Midget-Nico inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Eulalie, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 243-68

M & R Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1212, ouest, des Pins, Julius Schachter, 4933, Van Horne, Philip Weber, 4455, Carlton, tous deux restaurateurs, tous trois de Montréal, et Abel Selick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire commerce de restaurateurs, sous le nom de « M & R Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 342-68

La Maison funéraire Harvey ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Ghislain Harvey, comptable, 939, rue Paradis, Faida Fortin, commis, 991, rue Paradis, et Lorraine Maillard, institutrice, fille majeure, 1088, rue Rachel, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « La Maison funéraire Harvey ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5324-67

Marcel Music Store Inc.
Magasin de musique Marcel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marcel Fréchette, homme d'affaires, Claudette Fréchette, dactylo,

tal: Gilles Provencher, printer, 389 Notre-Dame, Nicolet, Jacques Blanchette, constructor, Jean-Guy Parr, salesman, both of Bécancour, Florian Turcotte, manager, Saint-Sylvère, Martin Lambert, advocate, Saint-Léonard, Jacques Lacharité, labourer, Gilles Cloutier, Guy Cloutier, both grocers, and Jean-Denis Camirand, life-insurer, the latter four of Saint-Eulalie, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Ligue Midget-Nico inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Eulalie, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 243-68

M & R Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1212 Pine West, Julius Schachter, 4933 Van Horne, Philip Weber, 4455 Carlton, both restaurateurs, all three of Montreal, and Abel Selick, advocate, 1605 Norway Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "M & R Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 342-68

La Maison funéraire Harvey ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Harvey, accountant, 939 Paradis Street, Faida Fortin, clerk, 991 Paradis Street, and Lorraine Maillard, teacher, spinster of the full age of majority, 1088 Rachel Street, all three of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "La Maison funéraire Harvey ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5324-67

Marcel Music Store Inc.
Magasin de musique Marcel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Fréchette, businessman, Claudette Fréchette, typist, wife contractually sepa-

épouse contractuellement séparée en biens dudit Marcel Fréchette, tous deux de 284, Hickson, et Germaine Émond, rentière, veuve d'Émile Fréchette, 3991, Gertrude, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Faire la réparation et le commerce de toutes sortes d'instruments de musique, leurs accessoires et autres articles connexes, sous le nom de « Marcel Music Store Inc.— Magasin de musique Marcel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 925, avenue de l'Église, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5268-67

Mécanique R. H. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Émilien Rioux, technicien en réfrigération, Christiane Rioux, ménagère, épouse dudit Émilien Rioux, tous deux de 1489, boulevard des Laurentides, Laval, et Normand Houle, ingénieur, 9275, Bastogne, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Mécanique R. H. ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 650 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1489, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5214-67

Les Mines Madeleine ltée
Madeleine Mines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1968, constituant en corporation: John McGlinchey Home, 29, chemin Barat, Robert S. O'Brien, 343, Roslyn, Ernest E. Saunders, 605, Côte St-Antoine, tous trois de Westmount, Colin K. Irving, 19, sud, avenue Wolseley, George W. Hall, 130, avenue Ballantyne, tous deux de Montréal-ouest, Douglas S. Pryde, 4569, Hingston, Pierre Boudreault, 5598, Woodbury, tous deux de Montréal, tous les sept avocats, John D. Geddes, gérant de bureau, 310, 3e rue, Saint-Lambert, et Léonard Dobbin, comptable, 4870, avenue Maplewood, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Les Mines Madeleine ltée — Madeleine Mines Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 462-68

rate as to property of the said Marcel Fréchette' both of 284 Hickson, and Germaine Émond' annuitant, widow of Émile Fréchette, 3991 Gertrude, all three of Verdun, for the following purposes:

To carry on business repairing and dealing in all kinds of musical instruments, their accessories and related articles, under the name of "Marcel Music Store Inc.— Magasin de musique Marcel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 925 Church Ave., Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5268-67

Mécanique R. H. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Rioux, refrigeration technician, Christiane Rioux, housewife, wife of the said Émilien Rioux, both of 1489 Laurentian Blvd., Laval, and Normand Houle, engineer, 9275 Bastogne, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Mécanique R. H. ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 650 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1489 Laurentian Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5214-67

Les Mines Madeleine ltée
Madeleine Mines Ltd.

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John McGlinchey Home, 29 Barat Road, Robert S. O'Brien, 343 Roslyn, Ernest E. Saunders, 605 Côte St. Antoine, all three of Westmount, Colin K. Irving, 19 Wolseley Avenue South, George W. Hall, 130 Ballantyne Avenue, both of Montreal West, Douglas S. Pryde, 4569 Hingston, Pierre Boudreault, 5598 Woodbury, both of Montreal, all seven advocates, John D. Geddes, office manager, 310, 3rd Street, Saint-Lambert, and Leonard Dobbin, accountant, 4870 Maplewood Avenue, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Les Mines Madeleine ltée — Madeleine Mines Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 462-68

Mirandus Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gerald Gordon Freed, 1225, Sussex, app. 606, Lionel Margolick, 4745, Lacombe, tous deux avocats, de Montréal, et Patricia Alwyn Borlace, secrétaire, célibataire, 1812, Lake Breeze, Deux-Montagnes, pour les objects suivants:

Fabriquer et faire le commerce des cosmétiques de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « Mirandus Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, ouest, rue Ste-Catherine, suite 326, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 5435-67

Mont Colonial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Maurice Comtois, représentant de ventes, Jacqueline Comtois, secrétaire médicale, épouse dudit Jean-Maurice Comtois, tous deux de 47, rue Aubin, Repentigny, et Rosa Saint-Georges, ménagère, veuve de Joseph-Trefflé Comtois, 740, rue Rockland, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de ski, sous le nom de « Mont Colonial inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-de-Matha, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 30-68

Morin fourrures inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1968, constituant en corporation: Louis-Gonzague Morin, commerçant, Thérèse Gaumond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Gonzague Morin, tous deux de 242, Chaussé, et Lucien Roy, avocat, 112, St-Jacques, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrure, peaux, cuir et matériaux s'y rapportant, sous le nom de « Morin fourrures inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 112, rue St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5450-67

Mirandus Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald Gordon Freed, 1225 Sussex, Apt. 606, Lionel Margolick, 4745 Lacombe, both advocates, of Montreal, and Patricia Alwyn Borlace, secretary, spinster, 1812, Lake Breeze, Deux-Montagnes, for the following purposes:

To manufacture and deal in cosmetics of every nature and description, under the name of "Mirandus Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 326, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 5435-67

Mont Colonial inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Maurice Comtois, sales representative, Jacqueline Comtois, medical secretary, wife of said Jean-Maurice Comtois, both of 47 Aubin Street, Repentigny, and Rosa Saint-Georges, housewife, widow of Joseph-Trefflé Comtois, 740 Rockland Street, Montreal, for the following purposes:

To operate a ski centre, under the name of "Mont Colonial inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 900 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean-de-Matha, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 30-68

Morin fourrures inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Gonzague Morin, trader, Thérèse Gaumond, housewife, wife separate as to property of the said Louis-Gonzague Morin, both of 242 Chaussé, and Lucien Roy, advocate, 112 St-Jacques, all three of Saint Johns, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of fur, pelts, leather and related materials, under the name of "Morin fourrures inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 112 St-Jacques St., Saint Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5450-67

New Lychee Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lien Kuan Chiu, marchand, Yon Min Chin, restaurateur, tous deux de 1099, Jeanne-Mance, et Fun Lun Lee, cuisinier, 4072, rue Clark, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de restaurateurs, sous le nom de « New Lychee Garden Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 335-68

L'Oeuvre Saint-Édouard

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 24 janvier 1968, constituant en corporation « L'Oeuvre Saint-Édouard ».

Le siège social de la corporation est situé en la paroisse de Saint-Georges-Est.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23551-o 1-68 — 1406/79

Paris Style Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Harold Boeck, importateur, Suzanne Pillot, esthéticienne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Harold Boeck, et Katharina Boeck, ménagère, veuve non remariée de Max Boeck, tous trois de 12232, Lamoureux, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importation en gros et détail et de représentation pour sous-vêtements, vêtements, chaussures, accessoires féminins, bijoux, parfums, produits de beauté et bibelots, sous le nom de « Paris Style Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, Athlone, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 315-68

Les Placements GLN inc.
GLN Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Françoise Goyer, secrétaire, fille majeure, 306, rue de la Rabastalière est, Jean-Marie Derome, courtier d'assurances, 155, rue de Normandie, et Michel Le-

New Lychee Garden Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lien Kuan Chiu, merchant, Yon Min Chin, restaurateur, both of 1099 Jeanne-Mance, and Fun Lun Lee, cook, 4072 Clark Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "New Lychee Garden Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 335-68

L'Oeuvre Saint-Édouard

Notice is given that under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating "L'Oeuvre Saint-Édouard".

The head office of the company is situated in the parish of Saint-Georges-Est.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23551 1-68 — 1406/79

Paris Style Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Boeck, importer, Suzanne Pillot, esthetician, wife contractually separate as to property of the said Harold Boeck, and Katharina Boeck, housewife, unremarried widow of Max Boeck, all three of 12232 Lamoureux, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail importers and as representatives for under-garments, clothing, footwear, feminine accessories, jewellery, perfume, beauty products and curios, under the name of "Paris Style Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 52 Athlone, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 315-68

Les Placements GLN inc.
GLN Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Goyer, secretary, spinster of the full age of majority, 306 de la Rabastalière Street East, Jean-Marie Derome, insurance broker, 155 de Normandie Street, and Michel

febvre, gérant, 185, rue Townshend, tous trois de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements GLN inc.— GLN Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 57-68

Les Placements Mc Carthy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: François Chapados, avocat, 4390, Marcil, Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve, 6469, 23e avenue, tous deux de Montréal, et Émilien Vallée, avocat, 545, Townshend, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les Placements Mc Carthy inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 14,450 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 227, rue Bélanger, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4919-67

Pro Arte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constisant en corporation: Jean Vack, joaillier, Solange Barthelémy, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Vack, tous deux de 3448, Harvard, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, Fleury est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous articles de bijouterie et d'horlogerie, sous le nom de « Pro Arte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 322-68

Les Productions JB inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Lci des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jcur de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Claude Gagnon, 12e rue, Martin-Claude Lepage, 175, Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Lefebvre, manager, 185 Townshend, all three of Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements GLN inc.— GLN Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 57-68

Les Placements Mc Carthy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Chapados, advocate, 4390 Marcil, Adrienne St-Hilaire, secretary, widow, 6469, 23rd Avenue, both of Montreal, and Émilien Vallée, advocate, 545 Townshend, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Les Placements Mc Carthy inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 50 common shares of $10 each, 500 preferred class "A" shares of $10 each and into 14,450 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 227 Bélanger Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4919-67

Pro Arte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporation: Jean Vack, jeweller, Solange Barthelémy, housewife, wife common as to property of said Jean Vack, both of 3448 Harvard, and Rita Dufresne, secretary, spinster of the full age of majority, 166 Fleury East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of jewellery and clock articles, under the name of "Pro Arte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 322-68

Les Productions JB inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Gagnon, 12th St., Martin-Claude Lapage, 175 Belzile, both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full of majority, 314 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

Exploiter toutes sortes de salles de spectacle pour fins éducatives ou de divertissement, sous le nom de « Les Productions JB inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 250-68

To operate all kinds of theaters for educational or entertainment purposes, under the name of "Les Productions JB inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 250-68

Provost automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Ruben St-André, 7513, Bordeaux, Gilles Cournoyer, 4041, Jean-Talon est, tous deux plombiers, et Claude Provost, garagiste, 5499, rue Bélanger est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Provost automobiles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 238-68

Provost automobiles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ruben St-André, 7513 Bordeaux, Gilles Cournoyer, 4041 Jean-Talon East, both plumbers, and Claude Provost, garage keeper, 5499 Bélanger Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Provost automobiles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 238-68

Quebec Federation of Sports Associations Inc.
Fédération des Associations sportives du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Colin Richard Chisholm, 736, 41e avenue, La-Salle, Theodore William Martinson, 4217, boulevard Maisonneuve, Montréal, Wentworth Stanislaus Lee, 1475, boulevard Dorchester, Montréal, John Harold Stafford, 242, boulevard Laurier, Beloeil, tous quatre commis, Donald Harry Bunker, gérant de perception, 728, rue Boissy, Saint-Lambert, Guy Ambrose Miller, teneur de livres, 1300, De Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, Farid A. Cheftechi, commis en Loi, 6950, avenue Fielding, Clifford George Meek, comptable, 3101, Maplewood, tous deux de Montréal, et David Gavsie, avocat, 4400, ouest, rue Ste-Catherine, Westmount, pour les objets suivants:

Encourager, organiser supporter et favoriser tous genres de sport amateur à travers la province de Québec, sous le nom de « Quebec Federation of Sports Associations Inc.— Fédération des Associations sportives du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 310-68

Quebec Federation of Sports Associations Inc.
Fédération des Associations sportives du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Colin Richard Chisholm, 736, 41st Avenue, La-Salle, Théodore William Martinson, 4217 Maisonneuve Boulevard, Montreal, Wentworth Stanislaus Lee, 1475 Dorchester Boulevard, Montreal, John Harold Stafford, 242 Laurier Boulevard, Beloeil, all four clerks, Donald Harry Bunker, collection manager, 728 Boissy Street, Saint-Lambert, Guy Ambrose Miller, bookkeeper, 1300 De Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, Farid A. Cheftechi, law clerk, 6950 Fielding Avenue, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood, both of Montreal, and David Gavsie, lawyer, 4400 St. Catherine Street West, Westmount, for the following purposes:

To foster, organize, support and promote all types of amateur sport throughout the Province of Quebec, under the name of "Quebec Federation of Sports Associations Inc.— Fédération des Associations sportives du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $250,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 310-68

Rivard associés ltée
Rivard Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1967, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Huguette Ouellet, 1450, Vérendrye, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1405, Charles, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers techniques, surveillants et experts en toitures, sous le nom de « Rivard associés ltée — Rivard Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2514-67

Rivard associés ltée
Rivard Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th St., Huguette Ouellet, 1450 Vérendrye, both of Quebec, and Louise Bouchard, 1405 Charles, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To act as technical consultants, supervisors and experts in roofing, under the name of "Rivard associés ltée — Rivard Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2514-67

Rolic Cie ltée
Rolic Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gilbert Labrosse, représentant, 9903, rue Merrit, Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, tous deux de Montréal, et Léo Leclaire, représentant spécialisé, 82, rue François-Gauthier, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de distribution pour le commerce, l'achat, la vente et la mise en marché de toutes sortes de produits, sous le nom de « Rolic Cie ltée — Rolic Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 274-68

Rolic Cie ltée
Rolic Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Labrosse, representative, 9903 Merrit St., Jacqueline Laliberté, secretary, spinster of the full age of majority, 5609 Viau St., both of Montreal, and Léo Leclaire, specialized representative, 82 François-Gauthier St., Boucherville, for the following purposes:

To operate a distributing agency for the trade, purchase, sale and marketing of all kinds of products, under the name of "Rolic Cie ltée — Rolic Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 274-68

Jos St-Laurent (1967) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Nazzareno Carlini, 2082, Beaconsfield, Giovanni Ciavaglia, 4866, Gazelais, tous deux plombiers, de Montréal, et Mme Jos St-Laurent, ménagère, veuve, 91, 90e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, ferblantiers et entrepreneurs, sous le nom de « Jos St-Laurent (1967) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 953, rue Richard, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4130-67

Jos St-Laurent (1967) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nazzareno Carlini, 2082 Beaconsfield, Giovanni Ciavaglia, 4866 Gazelais, both plumbers of Montreal, and Mrs. Jos St-Laurent, housewife, widow, 91, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, tinsmiths and contractors, under the name of "Jos St-Laurent (1967) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a nominal value of $100 each and into 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 953 Richard Street, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4130-67

Les Saguenéens Senior (1968) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Les Saguenéens Senior (1968) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by

patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Germain Munger, professeur, 1295, Bégin, Alcide Munger, concierge, 615, Dablon, tous deux de Chicoutimi, et Omer Fourcaudot, commerçant gérant, 163, St-Nicolas, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter et posséder des entreprises sportives de tous genres, sous le nom de « Les Saguenéens Senior (1968) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 88-68

Salaison du Boulevard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Paul Gélinas, avocat, 37, rue Albert, Monique Beauséjour, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Laferrière, 22, rue St-Henri ouest, tous deux de Sainte-Agathe-des-Monts, et Jacqueline Taillefer, commerçante, veuve, 414, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de salaison, de boucherie, d'épicerie et de magasin général, sous le nom de « Salaison du Boulevard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 414, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5465-67

Salon Maguire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Marie Guay, commerçant, Rita Labonté, coiffeuse, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Guay, tous deux de 1323, avenue Maguire, Sillery, et Paul-E. d'Auteuil, comptable, 1077, route de l'Église, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de coiffure et de beauté, sous le nom de « Salon Maguire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1321, avenue Maguire, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14-68

La Sécurité Nord-Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marie-Jeanne Leblanc, institutrice, fille majeure usant de ses droits, 111, 3e rue est, app. 11, Roger Thibault, lieutenant-détective, 86, 3e rue ouest, tous deux

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Munger, professor, 1295 Bégin, Alcide Munger, janitor, 615 Dablon, both of Chicoutimi, and Omer Fourcaudot, managing trader, 163 St-Nicolas, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To operate and own sports enterprises of all kinds, under the name of "Les Saguenéens Senior (1968) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 88-68

Salaison du Boulevard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Gélinas, advocate, 37 Albert St., Monique Beauséjour, secretary, wife separate as to property of Réal Laferrière, 22 St-Henri St. West, both of Sainte-Agathe-des-Monts, and Jacqueline Taillefer, trader, widow, 414 Labelle Blvd., Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To operate a packing, butchery and grocery business and a general store, under the name of "Salaison du Boulevard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 414 Labelle Blvd., Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5465-67

Salon Maguire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Guay, trader, Rita Labonté, hairdresser, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Guay, both of 1323 Maguire Ave., Sillery, and Paul-E. d'Auteuil, accountant, 1077 Church Road, St. Foy, for the following purposes:

To operate hairdressing and beauty salons, under the name of "Salon Maguire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1321 Maguire Ave., Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14-68

La Sécurité Nord-Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marie-Jeanne Leblanc, teacher, spinster of the full age of majority in use of her rights, 111, 3rd St. East, Apt. 11, Roger Thibault, detective lieutenant, 86, 3rd St. West, both of Rimouski,

de Rimouski, et Micheline Thibault, surveillante, fille majeure usant de ses droits, Sainte-Luce, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'investigation ou de sécurité, sous le nom de « La Sécurité Nord-Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4079-67

Service de location Thémis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Perrault Casgrain, 91, Évêché, Marcel Crevier, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 26-A, St-Laurent, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Service de location Thémis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 97-68

Société de placements Novitas inc.
Novitas Investment Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Carmen G. Paquin, ménagère, épouse commune en biens de Bernard Paquin, Danielle Paquin, toutes deux de 5140, rue Des Érables, et Nicole Fontaine, 5789, rue Mignault, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Société de placements Novitas inc.— Novitas Investment Society Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 166-68

La Société Savaria automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gaston Garon, gérant, 442, Bellevue, Jacques Bourgoing, comptable, 697, rue Bran, Roland Portelance, vendeur, 289, rue Ste-Lucie, tous trois de Saint-Jérôme, et Maurice Savaria, homme d'affaires, Saint-Hippolyte, pour les objets suivants:

and Micheline Thibault, supervisor, spinster of the full age of majority in use of her rights, Sainte-Luce, for the following purposes:

To operate an investigation or security agency, under the name of "La Sécurité Nord-Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4079-67

Service de location Thémis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Perrault Casgrain, 91 Évêché, Marcel Crevier, 211 St-Jean-Baptiste, both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 26-A St-Laurent, all three of Rimouski, for the following purposes:

To deal in and rent furniture and novelties of all kinds, under the name of "Service de location Thémis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 97-68

Société de placements Novitas inc.
Novitas Investment Society Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carmen G. Paquin, housewife, wife common as to property of Bernard Paquin, Danielle Paquin, both of 5140 Des Érables St., and Nicole Fontaine, 5789 Mignault St., the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, and to operate a general money lending business in each and all of its specialties, under the name of "Société de placements Novitas inc.— Novitas Investment Society Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 166-68

La Société Savaria automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Garon, manager, 442 Bellevue, Jacques Bourgoing, accountant, 697 Bran Street, Roland Portelance, salesman, 289 Ste-Lucie Street, all three of St-Jérôme, and Maurice Savaria, businessman, Saint-Hippolyte, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et marchands de camions et automobiles, sous le nom de « La Société Savaria automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 245, rue Scott, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5466-67

To carry on business as garage keepers and truck and automobile dealers, under the name of "La Société Savaria automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 245 Scott Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5466-67

Studio capillaire Louis Marie Ross inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Louis-Marie Ross, barbier, Lorraine Mountain, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Marie Ross, tous deux de 330, boulevard Monaco, Québec, et Séverin Lachapelle, avocat, 1320, Leblanc, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de beauté et faire le commerce de perruques, de produits capillaires, de cosmétiques, lotion et autres produits semblables, sous le nom de « Studio capillaire Louis Marie Ross inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 231-68

Studio capillaire Louis Marie Ross inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Marie Ross, barber, Lorraine Mountain, housewife, wife separate as to property of said Louis-Marie Ross, both of 330 Monaco Boulevard, Quebec, and Séverin Lachapelle, advocate, 1320 Leblanc, Sillery, for the following purposes:

To operate beauty parlors and to deal in wigs, capillary products, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Studio capillaire Louis Marie Ross inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 231-68

Tapis Central inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, 355, Goineau, Suzanne Martineau, secrétaire, épouse de André Martineau, et Alfred Dépatie, comptable, ces deux derniers de 15, Lévesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis de tous genres, de « Tapis Central inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301 A, Adolphe-Chapleau, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 4523-67

Tapis Central inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, advocate, 355 Goineau, Suzanne Martineau, secretary, wife of André Martineau, and Alfred Dépatie, accountant, the two latter of 15 Lévesque, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of carpets, under the name of "Tapis Central inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 A Adolphe-Chapleau, Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 4523-67

Trisud Corporation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, 634, Clarke, Westmount, Ivan Edward Phillips, 1545, McGregor, app. 801, tous deux avocats, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Eleanor Johnson, 5327A Prince de Galles, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe Colomb, ces trois dernières secrétaires, célibataires, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Trisud Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Neil Franklin Phillips, 634 Clarke, Westmount, Ivan Edward Phillips, 1545 McGregor, Apt. 801, both advocates, Nessie Borland, 1850 Lincoln, Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, the latter three secretaries, spinsters, the latter four of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Trisud Corporation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 362-68

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trisud Corporation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 362-68

Twelve Fifty Fort Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Ab Gazel, 3130, avenue Van Horne, app. 7, Jacob Sofer, 6246A, Avenue Westbury, et David Sofer, 4647, avenue MacKenzie, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de portefeuille et de construction, sous le nom de « Twelve Fifty Fort Holding Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 230-68

Twelve Fifty Fort Holding Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ab Gazel, 3130 Van Horne Avenue, Apt. 7, Jacob Sofer, 6246A Westbury Avenue, and David Sofer, 4647 Mackenzie Avenue, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, holding and construction company, under the name of "Twelve Fifty Fort Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 230-68

Lettres patentes supplémentaires

Les Agendas Champlain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de janvier 1968, à la corporation « Les Agendas Patriotiques inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 30e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Les Agendas Champlain inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 1380-65 — 1404/113

L'Association des Arts Graphiques du Québec, inc.
The Quebec Graphic Arts Association, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de décembre 1967, à « L'Association Provinciale des Maîtres-Imprimeurs de Québec, incorporée — (The Quebec Provincial Association of Employing Printers, Incorporated) », constituée en corporation par lettres patentes du 22e jour de décembre 1939, changeant son nom en celui de « L'Association des Arts Graphiques du Québec, inc.— The Quebec Graphic Arts Association, Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 6344-39 — 1404/114

La Boulangerie Racine (limitée)
Racine Bakery (Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Supplementary Letters Patent

Les Agendas Champlain inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Agendas Patriotiques inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1965, changing its name to that of "Les Agendas Champlain inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 1380-65 — 1404/113

L'Association des Arts Graphiques du Québec, inc.
The Quebec Graphic Arts Association, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Association Provinciale des Maîtres-Imprimeurs de Québec, incorporée — (The Quebec Provincial Association of Employing Printers, Incorporated)", incorporated by letters patent dated the 22nd day of December, 1939, changing its name to that of "L'Association des Arts Graphiques du Québec, inc.— The Quebec Graphic Arts Association, Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 6344-39 — 1404/114

La Boulangerie Racine (limitée)
Racine Bakery (Limited)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967,

patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la compagnie « La Boulangerie Racine (limitée) — Racine Bakery (Limited) », augmentant son capital de $150,000 à $325,000, par la création de 1,750 actions privilégiées classe « D » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5146-39 — 1404/115

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Boulangerie Racine (limitée) — Racine Bakery (Limited)", increasing its capital stock from $150,000 to $325,000 by the creation of 1,750 preferred class "D" shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5146-39 — 1404/115

La Boutique Paquette limitée
Paquette Boutique Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Tailleurs Paquette inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « La Boutique Paquette limitée — Paquette Boutique Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2704-63 — 1404/117

La Boutique Paquette limitée
Paquette Boutique Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tailleurs Paquette inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1963, changing its name to that of "La Boutique Paquette limitée — Paquette Boutique Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2704-63 — 1404/117

C. G. Métal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de janvier 1968, à la compagnie « C. G. Métal et Mosaïque ltée — C. G. Metal and Mosaic Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « C. G. Métal ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3857-65 — 1403/114

C. G. Métal ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. G. Métal et Mosaïque ltée — C. G. Metal and Mosaic Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of August, 1965, changing its name to that of "C. G. Métal ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3857-65 — 1403/114

Canadian Lady-Canadelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de janvier 1968, à la compagnie « Canadian Lady Corset Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de mars 1930, changeant son nom en celui de « Canadian Lady-Canadelle Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 435-30 — 1405/64

Canadian Lady-Canadelle Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canadian Lady Corset Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of March, 1930, changing its name to that of "Canadian Lady-Canadelle Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 435-30 — 1405/64

La Cie Univex (Qué.) ltée
Univex Co. (Que.) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de janvier 1968, à la compagnie « La Cie Univex (Qué.) ltée », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de décembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « La Cie Univex (Qué.) ltée — Univex Co. (Que.) Ltd. », 2° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées; 3° étendant ses pouvoirs; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 14768-60 — 1404/118

La Cie Univex (Qué.) ltée
Univex Co. (Que.) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Cie Univex (Qué.) ltée", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1960, 1. changing its name to that of "La Cie Univex (Qué.) ltée — Univex Co. (Que.) Ltd."; 2. modifying the privileges and restrictions attaching to its preferred shares; 3. extending its powers; 4. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 14768-60 — 1404/118

Club de Golf Lévis inc.
Levis Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de janvier 1968, à la Compagnie « Club de Golf Lévis Golf Club », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mars 1955, 1° changeant son nom en celui de « Club de Golf Lévis inc.— Levis Golf Club Inc. »; 2° subdivisant ses 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,970 actions ordinaires d'une valeur au pair de $33.1/3 chacune; 3° changeant ses 2,970 actions ordinaires d'une valeur au pair de $33.1/3 chacune en 2,970 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 3030 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10627-55 — 1404/119

Club de Golf Lévis inc.
Levis Golf Club Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Club de Golf Lévis Golf Club", incorporated by letters patent dated the 10th day of March, 1955, 1. changing its name to that of "Club de Golf Lévis inc.— Levis Golf Club Inc."; 2. subdividding its 990 common shares of a par value of $100 each into 2,970 common shares of a par value of $33.1/3 each; 3. changing its 2,970 common shares of a par value of $33.1/3 each into 2,970 common shares of no par value; 4. increasing its capital stock by the creation of 3030 common shares of no par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10627-55 — 1404/119

Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de janvier 1968, à la corporation « Conférence des Recteurs et des Principaux d'Universités du Québec », constituée en corporation par lettres patentes du 9e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2077-67 — 1404/100

Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 17th day of January, 1968, to "Conférence des Recteurs et des Principaux d'Universités du Québec", incorporated by letters patent dated the 9th day of May, 1967, changing its name into that of "Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2077-67 — 1404/100

Le Déménageurs Québécois ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de janvier 1968, à la compagnie « Le Déménageur R. H. inc.— R. H. The Mover Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de janvier 1965, changeant son nom en celui de « Le Déménageur Québécois ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 86-65 — 1403/105

Le Déménageurs Québécois ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Déménageur R. H. inc.— R. H. The Mover Inc.", incorpoated by letters patent dated the 7th day of January, 1965, changing its name to that of "Le Déménageur Québécois ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 86-65 — 1403/105

Entreprises Guy Perrault ltée
Guy Perrault Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de janvier 1968, à la compagnie « Les Entreprises Guy Perrault ltée — Guy Perrault Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Entreprises Guy Perrault ltée — Guy Perrault Enterprises Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5053-67 — 1403/109

Entreprises Guy Perrault ltée
Guy Perrault Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Guy Perrault ltée — Guy Perreault Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of December, 1967, changing its name to that of "Entreprises Guy Perrault ltée — Guy Perrault Enterprises Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5053-67 — 1403/109

Fairmount Pants Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Fairmount Pants Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968,

patentes supplémentaires en date du 12e jour de janvier 1968, à la compagnie « Fairmount Pants Co. Ltd. », 1° diminuant son capital de $40,000 à $30,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $30,000 à $90,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 11006-56 — 1406/2

Fastener Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1967, à la compagnie « Consolidated Radio Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de février 1955, 1° changeant son nom en celui de « Fastener Sales Ltd. », 2° diminuant son capital de $40,000 à $15,000, le capital-actions annulé étant divisé en 250 actions privilégiées de $100 chacune; 3° convertissant ses 10 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune; 4° étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 10518-55 — 1404/66

Gagnon Spring inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de novembre 1967, à la compagnie« J. M. Gagnon inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de février 1957, changeant son nom en celui de « Gagnon Spring inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10273-57 — 1395/110

Garde Paroissiale de Grand'Mère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de janvier 1968, à la corporation « Garde Paroissiale St-Jean Baptiste de Grand'Mère inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 4e jour d'octobre 1962, changeant son nom en celui de « Garde Paroissiale de Grand'Mère inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14000-62 — 1405/51

Gaz du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1967, à « St. Lawrence Valley Gas Company Limited — La Société Gazière de la Vallée du Saint-Laurent limitée », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de juin 1967, changeant son nom en celui de « Gaz du Québec, inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2632-67 — 1403/111

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fairmount Pants Co. Ltd.", 1. reducing its capital from $40,000 to $30,000, the capital stock annulled being divided into 1,000 preferred shares of the par value of $10 each; 2. increasing its capital from $30,000 to $90,000, the additionnal capital stock being divided into 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 11006-56 — 1406/2

Fastener Sales Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Consolidated Radio Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of February, 1955, 1. changing its name to that of "Fastener Sales Ltd."; 2. reducing its capital from $40,000, to $15,000 the capital stock annulled being divided into 250 preferred shares of $100 each; 3. converting its 10 common shares of $100 each into 1,000 preferred shares of $1 each; 4. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 10518-55 — 1404/66

Gagnon Spring inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. M. Gagnon inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of February, 1957, changing its name to that of "Gagnon Spring inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10273-57 — 1395/110

Garde Paroissiale de Grand'Mère inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 19th day of January, 1968, to "Garde Paroissiale St-Jean Baptiste de Grand'Mère inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of October, 1962, changing its name into that of "Garde Paroissiale de Grand'Mère inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14000-62 — 1405/51

Gaz du Québec, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "St. Lawrence Valley Gas Company Limited — La Société Gazière de la Vallée du Saint-Laurent limitée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of 1967, changing its name to that of "Gaz du Québec, inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2632-67 — 1403/111

Godbout et associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1967, à la compagnie « Gilbert Godbout et associés ltée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1966, 1° changeant son nom en celui de « Godbout et associés inc."; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° changeant son siège social du numéro 7394, 19ème avenue, St-Michel, au numéro 4920, rue Burel, St-Léonard.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 1250-66 — 1404/67

François Gravel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de janvier 1968, à la compagnie « François Gravel « Jonquière » ltée », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de janvier 1965, changeant son nom en celui de « François Gravel ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 317-65 — 1404/124

Harley Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de janvier 1968, à la compagnie « Harley Manufacturing Company Limited », 1° subdivisant et convertissant ses 10 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses 740 actions privilégiées en 740 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 2113-46 — 1404/125

Nouveau Décor Meubles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1967, à la compagnie « Les Nécessités Domestiques ltée », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1956, changeant son nom en celui de « Nouveau Décor Meubles inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23158-o 13828-56 — 1404/129

Les Placements Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de janvier 1968, à la compagnie « Immeubles Jacques ltée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1966, changeant son nom en celui de « Les Placements Jacques inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5432-66 — 1405/56

Godbout et associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gilbert Godbout et associés ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1966, 1. changing its name to that of "Godbout et associés inc."; 2. amending its powers; 3. changing its head office from 7394, 19th Avenue, St-Michel, to 4920 Burel Street, St-Leonard.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 1250-66 — 1404/67

François Gravel ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "François Gravel "Jonquière" ltée", incorporated by letters patent dated the 25th day of January, 1965, changing its name to that of "François Gravel ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 317-65 — 1404/124

Harley Manufacturing Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Harley Manufacturing Company Limited", subdividing and converting its 10 preferred shares of the par value of $100 each into 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its 740 preferred shares into 740 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 2113-46 — 1404/125

Nouveau Décor Meubles inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Nécessités Domestiques ltée", incorporated by letters patent dated the 6th day of December, 1956, changing its name to that of "Nouveau Décor Meubles inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13828-56 — 1404/129

Les Placements Jacques inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Immeubles Jacques ltée", incorporated by letters patent dated the 30th day of December, 1966, changing its name to that of "Les Placements Jacques inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5432-66 — 1405/56

Red Comet Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de janvier 1968, à la compagnie « Red Comet Associates Ltd. », 1° convertissant ses 15 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $10 chacune et 135 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 150 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° convertissant ses 135 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,215 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 1,350 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 15130-60 — 1405/31

Red Comet Associates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Red Comet Associates Ltd.", 1. converting its 15 issued common shares of the par value of $10 each and 135 unissued common shares of the par value of $10 each into 150 class "B" shares of the par value of $10 each; 2. converting its 135 issued common shares of the par value of $10 each and 1,215 unissued common shares of the par value of $10 each into 1,350 class "A" shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 15130-60 — 1405/31

Service Social de l'Outaouais

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de janvier 1968, à la corporation « Service Social de Hull », constituée en corporation par lettres patentes du 10e jour d'octobre 1942, 1° changeant son nom en celui de « Service Social de l'Outaouais »; 2° augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $20,000 à $1,000,000.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 6833-42 — 1404/84

Service Social de l'Outaouais

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service Social de Hull", incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1942, 1. changing its name to that of "Service Social de l'Outaouais"; 2. increasing the amount to which the value of the immovable property which the said corporation may hold is to be limited from $20,000 to $1,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 6833-42 — 1404/84

Shawbridge Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à la corporation « Shawbridge Golf and Country Club Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2177-27 — 1405/38

Shawbridge Golf and Country Club Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 4th day of December, 1967, to "Shawbridge Golf and Country Club Inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2177-27 — 1405/38

W. Simard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la compagnie « Willie Simard ltée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « W. Simard ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 1431-65 — 1404/130

W. Simard ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Willie Simard ltée", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1965, changing its name to that of "W. Simard ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 1431-65 — 1404/130

Sunbro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de janvier 1968, à la compagnie « Westpark Country Club Inc.", constituée par lettres patentes en

Sunbro Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Westpark Country Club Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th

date du 4e jour de mai 1962, 1° changeant son nom en celui de « Sunbro Inc.; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 11874-62 — 1405/57

Triton Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de février 1968, à la compagnie « Triton Industries Inc. », 1° convertissant ses 30,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $140,000 à $250,000, par la création de 110,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 5109-65 — 1405/59

Twycon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de janvier 1968, à la compagnie « Twycon Inc. », 1° diminuant son capital de $750,000 à $100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° changeant ses actions catégorie « A » sans droit de vote en actions catégorie « A » avec droit de vote et ses actions catégorie « B » avec droit de vote en actions catégorie « B » sans droit de vote; 3° modifiant les privilèges attachés à ses actions privilégiées; 4° augmentant son capital de $100,000 à $750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 16013-59 — 1405/61

Vanasse Tire Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de janvier 1968, à la compagnie « Vanasse Tire Limited", augmentant son capital de $40,000 à $280,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12368-54 — 1405/63

Wonder Chemicals & Waxes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de janvier 1968, à la compagnie « Iber-Tone Paint Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour d'août 1962, 1° changeant son nom en celui de « Wonder Chemicals & Waxes Inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 13573-62 — 1404/92

day of May, 1962, 1. changing its name to that of "Sunbro Inc."; 2. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 11874-62 — 1405/57

Triton Industries Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Triton Industries Inc.", 1. converting its 30,000 class "B" shares of the par value of $1 each into 30,000 preferred shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $140,000 to $250,000, by the creation of 110,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 5109-65 — 1405/59

Twycon Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Twycon Inc.", 1. reducing its capital from $750,000 to $100,000, the capital stock annulled being divided into 6,500 preferred shares of the par value of $100 each; 2. changing its non-voting class "A" shares into voting class "A" shares and its voting class "B" shares into non-voting class "B" shares; 3. modifying the privileges attaching to its preferred shares; 4. increasing its capital from $100,000 to $750,000, the additional capital stock being divided into 6,500 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 16013-59 — 1405/61

Vanasse Tire Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementgry letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vanasse Tire Limited", increasing its capital from $40,000 to $280,000, the additional capital-stock being divided into 2,400 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12368-54 — 1405/63

Wonder Chemicals & Waxes Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Iber-Tone Paint Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1962, 1. changing its name to that of "Wonder Chemicals & Waxes Inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o 13573-62 — 1404/92

Compagnies dissoutes

Atlas Asphalt Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Atlas Asphalt Co. Limited », constituée en corporation le 30 décembre 1954, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13243-54

B. & Y. Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « B. & Y. Realties Ltd. », constituée en corporation le 20 mai 1944, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3001-44

Barmo Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Barmo Investment Corporation », constituée en corporation le 22 août 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14244-61

Belka Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Belka Construction Ltd. », constituée en corporation le 19 mai 1965, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2679-65

Berger Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Berger Products Ltd. », constituée en corporation le 6 octobre 1958, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12906-58

Bonaventure Tobacco Shops Inc. Débits de Tabac Bonaventure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bonaventure Tobacco Shops Inc.— Débits de Tabac Bonaventure inc. », constituée en corporation le 20 décembre 1965, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5573-65

J. Broderick Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « J. Broderick Service Inc. », constituée en corporation le 25 mai 1954, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 11013-54

Companies Dissolved

Atlas Asphalt Co. Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Atlas Asphalt Co. Limited", incorporated on December 30, 1954, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13243-54

B. & Y. Realties Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "B. & Y. Realties Ltd.", incorporated on May 20, 1944, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3001-44

Barmo Investment Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Barmo Investment Corporation", incorporated on August 22, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14244-61

Belka Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Belka Construction Ltd.", incorporated on May 19, 1965, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2679-65

Berger Products Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Berger Products Ltd.", incorporated on October 6, 1958, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12906-58

Bonaventure Tobacco Shops Inc. Débits de Tabac Bonaventure inc.

Norice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bonaventure Tobacco Shops Inc.— Débits de Tabac Bonaventure inc.", incorporated on December 20, 1965, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5573-65

J. Broderick Service Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. Broderick Service Inc.", incorporated on May 25, 1954, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 11013-54

Capitol (Beauharnois) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Capitol (Beauharnois) Ltd. », constituée en corporation le 22 juin 1953, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14099-53

O. Carbonneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « O. Carbonneau inc. », constituée en corporation le 21 janvier 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14458-58

Chez Jasmin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Chez Jasmin inc. », constituée en corporation le 10 juillet 1963, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 2645-63

Cie de Carrelages de Québec ltée
Quebec Flooring Tile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cie de Carrelages de Québec ltée — Quebec Flooring Tile Co. Ltd. », constituée en corporation le 29 juillet 1947, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5054-47

Compagnie de Navigation Nord-Sud ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Compagnie de Navigation Nord-Sud ltée », constituée en corporation le 6 juin 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12799-61

Dalli-Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dalli-Wear Inc. », constituée en corporation le 7 décembre 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 15912-61

Des Rosiers, Zalloni & Compagnie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Des Rosiers, Zalloni & Compagnie ltée », constituée en corporation le 10 juin 1960, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12319-60

Capitol (Beauharnois) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Capitol (Beauharnois) Ltd.", incorporated on June 22, 1953, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14099-53

O. Carbonneau inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "O. Carbonneau inc.", incorporated on January 21, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14458-58

Chez Jasmin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Chez Jasmin inc.", incorporated on July 10, 1963, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 2645-53

Cie de Carrelages de Québec ltée
Quebec Flooring Tile Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cie de Carrelages de Québec ltée — Quebec Flooring Tile Co. Ltd.", incorporated on July 29, 1947, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5054-47

Compagnie de Navigation Nord-Sud ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Compagnie de Navigation Nord-Sud ltée", incorporated on June 6, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12799-61

Dalli-Wear Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dalli-Wear Inc.", incorporated on December 7, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 15912-61

Des Rosiers, Zalloni & Compagnie ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Des Rosiers, Zalloni & Compagnie ltée", incorporated on June 10, 1960, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12319-60

Dramis Transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dramis Transport inc. », constituée en corporation le 5 avril 1962, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 11515-62

Dunbar Realties Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dunbar Realties Corp. », constituée en corporation le 31 mars 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 11878-59

Les Entreprises Brossard et Brosseau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Entreprises Brossard et Brosseau limitée », constituée en corporation le 4 mai 1962, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 11507-62

La Fleur de Lis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Fleur de Lis inc. », constituée en corporation le 24 novembre 1954, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12796-54

Fraserford Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Fraserford Limited », constituée en corporation le 23 fuillet 1962, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13007-62

Garage Picard ltée
Picard Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Garage Picard ltée — Picard Garage Ltd. », constituée en corporation le 24 mai 1952, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 7810-52

Gas Propane Sept-Isles inc.
Sept-Isles Propane Gas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gas Propane Sept-Isles inc.— Sept-Isles Propane Gas Inc. », constituée en corporation le 10 décembre 1958, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13310-58

Dramis Transport inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dramis Transport inc.", incorporated on April 5, 1962, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 11515-62

Dunbar Realties Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dunbar Realties Corp.", incorporated on March 31, 1959, on and from Narch 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 11878-59

Les Entreprises Brossard et Brosseau limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Brossard et Brosseau limitée", incorporated on May 4, 1962, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 11507-62

La Fleur de Lis inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Fleur de Lis inc.", incorporated on November 24, 1954, on and from March 1st, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12796-54

Fraserford Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Fraserford Limited", incorporated on July 23, 1962, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13007-62

Garage Picard ltée
Picard Garage Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garage Picard ltée — Picard Garage Ltd.", incorporated on May 24, 1952, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 7810-52

Gas Propane Sept-Isles inc.
Sept-Iles Propane Gas Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gas Propane Sept-Isles inc.— Sept-Isles Propane Gas Inc.", incorporated on December 10, 1958, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13310-58

Le Jardin du Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Le Jardin du Sud inc. », constituée en corporation le 18 février 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10881-59

Le Jardin du Sud inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Jardin du Sud inc.", incorporated on February 18, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10881-59

Lenor limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lenor limitée », constituée en corporation le 22 décembre 1956, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14152-56

Lenor limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lenor limitée", incorporated on December 22, 1956, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14152-56

Lévesque Furniture limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lévesque Furniture limitée », constituée en corporation le 3 juin 1939, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3002-39

Lévesque Furniture limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lévesque Furniture limitée", incorporated on June 3, 1939, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3002-39

Marine Maisonneuve ltée
Maisonneuve Marine Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marine Maisonneuve ltée — Maisonneuve Marine Ltd. », constituée en corporation le 24 septembre 1962, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13882-62

Marine Maisonneuve ltée
Maisonneuve Marine Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marine Maisonneuve ltée — Maisonneuve Marine Ltd.", incorporated on September 24, 1962, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13882-62

Market Parking Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Market Parking Ltd. », constituée en corporation le 5 octobre 1954, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12493-54

Market Parking Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Market Parking Ltd.", incorporated on October 5, 1954, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12493-54

Martin & Frères limitée, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Martin & Frères limitée, Limited », constituée en corporation le 16 mars 1951, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3608-51

Martin & Frères limitée, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Martin & Frères limitée, Limited", incorporated on March 16, 1951, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3606-51

J. L. Monfette et Fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « J. L. Monfette et Fils limitée », constituée en corporation le 25 mars 1953, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 6288-53

J. L. Monfette et Fils limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. L. Monfette et Fils limitée", incorporated on March 25, 1953, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 6288-53

Muffler Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Muffler Centre Inc. », constituée en corporation le 12 août 1960, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13463-60

Oriental & Broadloom Carpets Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Oriental & Broadloom Carpets Ltd. », constituée en corporation le 26 septembre 1951, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12386-51

Padua Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Padua Investment Inc. », constituée en corporation le 20 janvier 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10284-59

Palermo Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Palermo Investment Inc. », constituée en corporation le 20 janvier 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10282-59

Les Quotidiens de la Langue Française inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Quotidiens de la Langue Française inc. », constituée en corporation le 26 novembre 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 16422-59

R. C. Magnan Sales Ltd.
Les Ventes R. C. Magnan ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « R. C. Magnan Sales Ltd.— Les Ventes R. C. Magnan ltée », constituée en corporation le 20 novembre 1951, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 13950-51

Ray Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ray Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 31 octobre 1952, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 15083-52

Muffler Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Muffler Centre Inc.", incorporated on August 12, 1960, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13463-60

Oriental & Broadloom Carpets Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Oriental & Broadloom Carpets Ltd.", incorporated on September 26, 1951, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12386-51

Padua Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Padua Investment Inc.", incorporated on January 20, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10284-59

Palermo Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Palermo Investment Inc.", incorporated on January 20, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10282-59

Les Quotidiens de la Langue Française inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Quotidiens de la Langue Française inc.", incorporated on November 26, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 16422-59

R. C. Magnan Sales Ltd.
Les Ventes R. C. Magnan ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "R. C. Magnan Sales Ltd.— Les Ventes R. C. Magnan ltée", incorporated on November 20, 1951, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 13950-51

Ray Construction Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ray Construction Co. Ltd.", incorporated on October 31, 1952, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 15083-52

Richmar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Richmar Corp. », constituée en corporation le 17 février 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518 10271-61

Richmar Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Richmar Corp.", incorporated on February 17, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10271-61

River Drive Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « River Drive Centre Inc. », constituée en corporation le 26 septembre 1956, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12994-56

River Drive Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "River Drive Centre Inc.", incorporated on September 26, 1956, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12994-56

River Drive Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « River Drive Development Inc. », constituée en corporation le 26 septembre 1956, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12993-56

River Drive Development Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "River Drive Development Inc.", incorporated on September 26, 1956, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12993-56

River Drive Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « River Drive Realty Inc. », constituée en corporation le 28 juin 1956, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12059-56

River Drive Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "River Drive Realty Inc.", incorporated on June 28, 1956, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12059-56

Self-Serv Pak Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Self-Serv Pak Ltd. », constituée en corporation le 5 juin 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 12877-61

Self-Serv Pak Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Self-Serv Pak Ltd.", incorporated on June 5, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 12877-61

Service Electric Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Service Electric Sherbrooke inc. », constituée en corporation le 20 septembre 1960, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14068-60

Service Electric Sherbrooke inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Service Electric Sherbrooke inc.", incorporated on September 20, 1960, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14068-60

Surgical Associates Facilities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Surgical Associates Facilities Corp. », constituée en corporation le 29 novembre 1963, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5149-63

Surgical Associates Facilities Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Surgical Associates Facilities Corp.", incorporated on November 29, 1963, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5149-63

Taormina Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Taormina Investment Inc. », constituée en corporation le 20 janvier 1959, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10283-59

Tasse Gardens Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tasse Gardens Construction Inc. », constituée en corporation le 23 mai 1958, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 11849-58

Télé-Câble de Montréal Nord ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Télé-Câble de Montréal Nord ltée », constituée en corporation le 2 décembre 1964, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 5381-64

Tip Top Cable T.V. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tip Top Cable T.V. Ltd. », constituée en corporation le 19 octobre 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14518-61

Tire Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tire Mart Inc. », constituée en corporation le 19 octobre 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 15331-61

Trans-World Leaseholds Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Trans-World Leaseholds Limited », constituée en corporation le 4 mars 1952, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 3956-52

Yorkdale-Triton Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Yorkdale-Triton Ltd. », constituée en corporation le 25 août 1961, à compter du 1er mars 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 14321-61

Taormina Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Taormina Investment Inc.", incorporated on January 20, 1959, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10283-59

Tasse Gardens Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tasse Gardens Construction Inc.", incorporated on May 23, 1958, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 11849-58

Télé-Câble de Montréal Nord ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Télé-Câble de Montréal Nord ltée", incorporated on December 2, 1964, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 5381-64

Tip Top Cable T.V. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tip Top Cable T.V. Ltd.", incorporated on October 19, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14518-61

Tire Mart Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tire Mart Inc.", incorporated on October 19, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 15331-61

Trans-World Leaseholds Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trans-World Leaseholds Limited", incorporated on March 4, 1952, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 3956-52

Yorklale-Triton Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Yorkdale-Triton Ltd.", incorporated on August 25, 1961, on and from March 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 14321-61

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 272

Québec, le 2 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les octrois consentis à des pêcheurs pour promouvoir le développement des pêcheries.

ATTENDU QUE la pêche commerciale est une industrie importante de l'Est du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'en favoriser le développement pour contribuer au bien-être de la population des districts maritimes;

ATTENDU QUE les pêcheurs et les producteurs peuvent difficilement acquitter en totalité le coût d'achat de bateau de pêche, d'agrès et d'équipement de pêche, des assurances maritimes et, dans certains cas, du transport du carburant;

ATTENDU QU'au cours des dernières années, les conditions et opérations de pêche ont considérablement changé et qu'il y a lieu, pour le Gouvernement, d'adapter son aide à ces conditions;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'Honorable ministre de l'Industrie et du Commerce:

SECTION I

Dispositions générales

1. Dans les présents règlements, les expressions suivantes signifient:

a) « approuvé, autorisé ou désigné », approuvé, autorisé ou désigné par le ministre;

b) « bateau de pêche à fins multiples », un bateau qui se prête à plusieurs modes de pêche avec des agrès divers;

c) « équipement », tout outillage, dispositif et appareil demeurant habituellement à bord du bateau de pêche et servant à la pêche commerciale, à la navigation, à l'entretien ou à la réparation de ce bateau;

d) « inspecteur », tout fonctionnaire, technicien spécialisé ou autre personne mandatée par le ministre pour surveiller l'exécution des présents règlements;

e) « longueur », la distance horizontale mesurée entre les perpendiculaires élevées aux deux extrémités de l'extérieur de la coque;

f) « ministère » et « ministre », le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministre qui en a la direction;

g) « pêcheur », une personne majeure dont l'occupation principale était la pêche commerciale au cours des deux années précédant sa demande d'octroi;

h) « poisson », tout poisson ou autre produit de la mer qui fait l'objet d'un commerce mais exclut tout poisson utilisé pour boëtter les agrès de pêche, fertiliser le sol, alimenter la famille du pêcheur ou toute autre fin semblable;

i) « producteur », toute entreprise de préparation ou de transformation du poisson qui opère dans la province de Québec et qui a son siège social au Canada;

j) « tonne », le tonnage brut déclaré conformément aux règlements en vigueur pour le jaugeage des navires.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 272

Quebec, February 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING grants to fishermen with a view to promote the development of fisheries.

WHEREAS commercial fishing is an important industry in eastern Quebec;

WHEREAS it is deemed advisable to favour the development of this industry in order to promote the welfare of the population of the maritime districts;

WHEREAS fishermen and fish producers cannot easily bear the entire cost of the purchase of a fishing boat, of fishing gears and equipment, marine insurance and, in certain cases, transportation cost of fuel;

WHEREAS, in recent years, fishing conditions and operations have changed considerably and that it is advisable that the Government adapt its help to these conditions;

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Honourable Minister of Industry and Commerce:

SECTION I

General dispositions

1. In the present regulations, the following terms mean:

(*a*) "approved, authorized or designated", approved, authorized or designated by the Minister;

(*b*) "multi-purpose fishing boat", a boat suitable to several kinds of fishing with different types of gear;

(*c*) "equipment", any fixture, device and apparatus which usually remains on board a fishing boat and is used for commercial fishing, navigation, upkeep or repair of the boat;

(*d*) "inspector", any civil servant, specialized technician or other person commissioned by the Minister to supervise the application of the present regulations;

(*e*) "length", the horizontal distance measured between perpendiculars erected at the extreme ends of the outside of the hull;

(*f*) "Department" and "Minister", the Department of Industry and Commerce and the Minister thereof;

(*g*) "fisherman", a person of age whose principal occupation has been fishing for the last two years preceding his application for a grant;

(*h*) "fish", any fish or other marine product which can be traded, but excludes any fish used as bait, land fertilizer and food for the fisherman's family or for any other similar purposes;

(*i*) "producer", any fish-producing or fish-processing firm operating in the Province of Quebec and having its head office in Canada;

(*j*) "ton", the gross tonnage declared in accordance with regulations in force concerning the measurement of ships tonnage.

2. Conformément aux normes et conditions ci-après édictées et suivant les procédures qu'il pourra adopter, le ministre est autorisé à accorder des octrois à des pêcheurs et à des producteurs pour les fins suivantes:

a) construction ou achat de bateaux de pêche;
b) achat d'agrès de pêche côtière;
c) achat de filets maillants à morue;
d) achat de moteurs;
e) paiement de primes d'assurance maritimes;
f) transport du carburant;
g) augmentation de la productivité.

3. Sauf lorsque le contraire est expressément prévu, ces octrois ne sont payables que sur demande adressée au Ministère, dans la forme prescrite par ce dernier, qui peut également établir les mesures de contrôle qu'il juge appropriées.

SECTION II

Conditions des octrois

CHAPITRE I

Construction ou achat de bateaux neufs

1. *Objet de l'octroi.*

Pour tout pêcheur qui se qualifie, un bateau de pêche de 18 à 34.9 pieds ou un bateau de pêche de 45 à 57.9 pieds à fins multiples et d'un type approuvé, construit dans la province de Québec.

A. *Bateaux d'une longueur de 18 à 34.9 pieds.*

1. *Montant de l'octroi.*

a) bateau d'une longueur de 18 à 24.9 pieds; $8 (huit) dollars du pied de longueur;
b) bateau d'une longueur de 25 à 34.9 pieds: $12 (douze) dollars du pied de longueur.

2. *Bénéficiaire.*

Le pêcheur qui démontre:

a) qu'au cours des deux années de pêche précédant sa demande, il a capturé annuellement un minimum de 12,000 livres de poisson ou réalisé à la pêche un revenu brut annuel d'au moins $1,500.00, ou pêché avec un pêcheur, propriétaire d'un bateau, qui a rempli ces conditions;

b) qu'il est en mesure d'acquitter le solde du coût d'achat ou de construction du bateau.

3. *Conditions.*

Le requérant doit s'engager à:

1) n'effectuer ses débarquements de poisson que dans les ports de pêche du Québec pendant au moins deux ans;
2) poursuivre des opérations de pêche commerciale durant au moins les deux premières saisons complètes de pêche commerciale;
3) ne pas vendre ni utiliser ce bateau à d'autres fins que la pêche commerciale, sans y être autorisé, pendant au moins deux ans.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au pêcheur.

B. *Bateaux de 45 à 57.9 pieds à fins multiples.*

1. *Montant de l'octroi.*

Un montant égal à 25 pour cent du coût total de la construction, y compris celui de l'équipement mais ne dépassant pas $6,250.

2. *Bénéficiaire.*

Le pêcheur qui se qualifie pour un prêt à la construction d'un bateau en vertu des règlements du Crédit Maritime (S.Q. 1960/61, 9-10 Elizabeth

2. In accordance with the standards and conditions hereinafter promulgated, and according to the proceedings that he might adopt, the Minister is authorized to grant subsidies to fishermen and producers for the following purposes:

(*a*) construction or purchase of fishing boats;
(*b*) purchase of inshore fishing gear;
(*c*) purchase of cod gill-nets;
(*d*) purchase of engines;
(*e*) payment of marine insurance premiums;
(*f*) fuel transportation costs;
(*g*) incentive to productivity.

3. Except when provision is expressly made for, these grants are payable only when application is made to the Department, as prescribed by the latter, who may also lay down the control measures he may deem appropriate.

SECTION II

Conditions of grants

CHAPTER I

Building or purchase of new boats

1. *Subject of grant.*

To any fisherman qualifying, a fishing boat 18 to 34.9 feet in length or a multi-purpose fishing boat 45 to 57.9 feet in length, of approved type, built in the Province of Quebec.

A. *Boats 18 to 34.9 feet in length.*

1. *Amount of grant.*

(*a*) Boats 18 to 24.9 feet in length: $8 (eight dollars) per foot ;
(*b*) boats 25 to 34.9 feet in length: $12 (twelve dollars) per foot ;

2. *Beneficiary.*

A fisherman who can prove:

(*a*) that in the two years immediately preceding his application, he has caught annually a minimum of 12,000 pounds of fish or that he has earned from fishing an annual minimum gross income of $1,500, or that he has fished with a fisherman, owner of a boat, who fulfills the conditions outlined herein;
(*b*) that he can pay the balance due on the purchase or on the building of the boat.

3. *Conditions.*

The applicant must bind himself:

(1) to unload fish only in the fishing ports of the Province of Quebec for a period of at least two years;
(2) to keep up commercial fishing operations for at least the next two full commercial fishing seasons;
(3) not to sell or use this boat for purposes other than commercial fishing, for a two-year period, without having been authorized therefor.

4. *Payment of grant.*

This grant is payable to the fisherman.

B. *Multi-purpose boats 45 to 57.9 feet in length.*

1. *Amount of grant.*

An amount equal to 25 per cent of the total cost of the construction, equipment included, but not to exceed $6,250.

2. *Beneficiary.*

A fisherman who qualifies for a loan for the construction of a boat, under the regulations of the Maritime Credit (Q.S. 1960/61, 9-10 Elizabeth

II, Ch. 81) sous réserve que ce bénéficiaire ait rempli tout engagement antérieur envers le Crédit Maritime et/ou le Ministère.

3. *Conditions.*

Le requérant doit:

a) se qualifier pour un subside du gouvernement canadien aux mêmes fins;

b) faire approuver au préalable par le Ministère les plans et devis du bateau ainsi que son équipement;

c) accorder à tout inspecteur un droit de regard durant la construction du bateau et son opération;

d) démontrer qu'il peut payer au moins 5 pour cent du coût de construction sans recourir au Crédit Maritime;

e) s'engager:

1) à poursuivre activement des opérations de pêche commerciale avec le bateau ainsi subventionné durant au moins les deux premières saisons complètes de pêche;

2) au cours de la même période, à ne pas vendre, prêter ou louer son bateau ni l'utiliser à d'autres fins que la pêche commerciale, sans y être autorisé;

3) à suivre pendant la même période tout cours de perfectionnement exigé par le Ministère;

4) à rembourser l'octroi reçu d'une partie proportionnelle au temps non écoulé d'une période de cinq ans depuis l'acquisition de son bateau, s'il fait défaut de remplir les conditions et engagements ci-devant mentionnés;

5) au cas de perte totale du bateau au cours des cinq ans qui suivent le paiement de l'octroi, rembourser à même l'indemnité payée par les assureurs ou par le Plan fédéral d'Indemnité aux Pêcheurs, si le ministre contribue au paiement de la prime d'assurance, une partie de l'octroi proportionnelle au temps non écoulé de cette période de cinq ans.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au constructeur du bateau par chèque à l'ordre conjoint du constructeur et du pêcheur ou à ce dernier seulement, s'il fournit la preuve qu'il en a acquitté le prix.

Le pêcheur qui a bénéficié d'un octroi prévu au présent chapitre ou d'un prêt aux mêmes fins en vertu du Crédit Maritime ne peut en obtenir un nouveau avant l'expiration de cinq ans.

Toutefois, le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, réduire ce délai au cas de perte totale du bateau, si ce dernier n'était pas assuré ou si le bénéficiaire désire obtenir un bateau d'une classe supérieure.

CHAPITRE II

Agrès de pêche côtière

1. *Genre d'agrès.*

Chalut à plie, chalut à pétoncle, petit chalut à morue, petites seines coulissantes, seine à éperlan, seine à lançon, filet dérivant et tout autre d'un genre approuvé.

2. *Montant de l'octroi.*

25 pour cent du prix de liste des manufacturiers, approuvé.

3. *Bénéficiaire.*

Le pêcheur qui possède un bateau de pêche:

a) de 45 à 57.9 pieds de longueur à fins multiples; ou

II, chapter 81), on the condition that the beneficiary has fulfilled all previous engagements towards the Maritime Credit and/or the Department.

3. *Conditions.*

The applicant must:

(*a*) qualify for a Canadian Government subsidy, for the same purposes;

(*b*) get from the Minister prior approval of the plans and specifications of the boat and its equipment;

(*c*) give any inspector a right of supervision during the construction of the boat and its operation;

(*d*) prove that he can pay at least 5 per cent of the cost of the construction without having recourse to the Maritime Credit;

(*e*) bind himself:

(1) to keep up active commercial fishing operations with the thus subsidized boat for at least the first two full fishing seasons;

(2) for the same period, not to sell, loan or rent his boat nor to use it for purposes other than commercial fishing, without having been authorized therefor;

(3) to take, during that same period of time, any professional upgrading course required by the Department;

(4) to reimburse the grant received in a proportion equal to the period of time that has not elapsed out of a period of five years since the purchase of the boat, if the aforesaid conditions and engagements have not been fulfilled;

(5) in the event of a total loss of the boat during the five years following the payment of the grant, to reimburse, out of the indemnity paid by the insurers or by the Federal Fishermen's Indemnity Plan, if the Minister contributes to the payment of the premium, a part of the grant in a proportion equal to the period of the time that has not elapsed out of the five-year period.

4. *Payment of grant.*

This grant is payable to the boat builder by cheque made to the joint order of the builder and of the fisherman, or to the latter only if he can prove that he has paid for the boat.

The fisherman in receipt of a grant as provided in the present chapter or of a loan for the same purposes under the provisions of the Maritime Credit, cannot obtain a new grant before the five-year period has elapsed.

However, the Minister may, on his own conditions, shorten this time-limit in the case of the total loss of the boat if this boat was not insured or if the beneficiary wishes to purchase a boat of a more advanced type.

CHAPTER II

Inshore fishing gear

1. *Types of gear.*

Flounder drag, scallop drag, small cod trawl, small purse seine, launce seine drift nets and any other approved nets.

2. *Amount of grant.*

Twenty-five per cent of the manufacturers' approved list price.

3. *Beneficiary.*

A fisherman who owns:

(*a*) a multi-purpose fishing boat 45 to 57.9 feet in length; or

b) d'un genre approuvé, s'il réside dans le district de pêche de la Basse Côte-Nord et y effectue ses débarquements,
et qui a bénéficié ou aurait pu bénéficier de l'octroi à la construction ou l'achat de ce bateau prévu au présent règlement, ou le pêcheur acquéreur subséquent de ce bateau.

4. *Conditions.*

1°) Le requérant doit:

a) avant de procéder à l'achat des agrès, faire une demande au garde-pêche de sa localité, compléter les formulaires appropriés et fournir à ce dernier tous les renseignements qu'il exige; et

b) démontrer qu'il a acheté et reçu les agrès pour lesquels il demande un octroi;

c) s'engager à:

i) poursuivre activement au moins une année des opérations de pêche avec ses agrès;

ii) suivre durant la même période tout cours de perfectionnement ou de formation professionnelle requis par le Ministère;

iii) pendant la même période, ne pas vendre, céder ou louer ses agrès de pêche ni les utiliser à d'autres fins que la pêche prévue, sans y être autorisé.

2°) Cet octroi n'est versé que si:

a) les agrès sont conformes aux normes approuvées relatives aux matériaux, dimensions, montage et accessoires divers; et

b) le pêcheur a respecté les engagements qu'il a contractés lors d'un cotroi antérieur.

3°) Il ne peut être accordé à la même personne, pour le même bateau, qu'un seul octroi pour chaque genre d'agrès approuvé et cet octroi n'est versé que pour un seul des bateaux que peut posséder cette personne.

5. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au pêcheur ou au vendeur par chèque à l'ordre conjoint du vendeur et du pêcheur.

Chapitre III

Filets maillants à morue

1. *Montant de l'octroi.*

A. *Filets maillants montés.*

Un montant équivalent à 30 pour cent du prix de liste des manufacturiers, approuvé pendant la période allant jusqu'au 31 mars 1969; ce pourcentage diminuera de 6 pour cent par année fiscale subséquente jusqu'à extinction complète de cet octroi le 31 mars 1973.

B. *Filets maillants non montés.*

Un montant équivalent à 40 pour cent du prix de liste des manufacturiers, approuvé pendant la période allant jusqu'au 31 mars 1969; ce pourcentage diminuera de 8 pour cent par année fiscale subséquente jusqu'à extinction complète de cet octroi le 31 mars 1973.

2. *Bénéficiaire.*

Le pêcheur qui:

a) possède un bateau de pêche d'un genre approprié pour l'exploitation d'au moins 250 brasses de filets maillants à morue à la fois; et

b) détient un permis de pêche pour au moins cinq filets maillants à morue d'une longueur totale d'au moins 250 brasses.

(*b*) a fishing boat of approved type, if he resides in the fishing district of the lower North Shore and unloads his fish in its ports,
and who has received or could have received a grant for the construction or the purchase of a boat as stated in the present regulations, or the fisherman who is the subsequent purchaser of the said boat.

4. *Conditions.*

(1) The applicant must:

(*a*) before buying his fishing gear, make an application to the fishery officer of his locality, complete the appropriate forms and give the officer all the required information; and

(*b*) give a proof that he has purchased and received the fishing gear for which he wants the grant;

(*c*) bind himself:

(i) to keep up actively for at least a year his fishing operations with his fishing gear;

(ii) to take up, during that same period of time, any professional upgrading course requested by the Department;

(iii) not to sell, loan nor rent his fishing gears nor to use them for purposes other than the fishing provided for, for at least one year, unless authorized to do so.

(2) The grant will be paid:

(*a*) if the gear is in conformity with the approved standards relative to materials, sizes, hanging methods and various accessories; and

(*b*) if the fisherman has met with the obligations he has contracted at the time of a previous grant.

(3) There cannot be more than one grant awarded, for the same kind of gear and for the same boat, to the same person, and this grant will be paid for one boat only, belonging to the same person.

5. *Payment of grant.*

This grant shall be paid to the fisherman or to the merchant by cheque made to the joint order of the merchant and the fisherman.

Chapter III

Cod gill-nets

1. *Amount of grant.*

A. *Gill nets hung.*

An amount equal to 30 per cent of the manufacturers' list price, as approved up to March 31, 1969; this percentage will decrease by 6 per cent for each subsequent fiscal year until March 31, 1973 after which date the grant shall no longer be paid.

B. *Gill-net not hung.* (webs)

An amount equal to 40 per cent of the manufacturers' list price, as approved up to March 31, 1969; this percentage will decrease by 8 per cent for each subsequent fiscal year until March 31, 1973 after which date the grant shall no longer be paid.

2. *Beneficiary.*

The fisherman who:

(*a*) owns a fishing boat of a type adapted to operate with at least 250 fathoms of cod gill-nets at one time; and

(*b*) owns a fishing permit for at least five cod gill nets, of a total length of at least 250 fathoms.

3. *Conditions.*

1°) Le requérant doit:

a) avant de procéder à l'achat de ses filets, faire une demande au garde-pêche de sa localité, compléter les formulaires appropriés et fournir à ce dernier tous les renseignements qu'il exige; et

b) démontrer qu'il a acheté et reçu les filets pour lesquels il demande un octroi;

c) ne pas les vendre, céder, ou louer, ni les utiliser à d'autres fins que celles prévues, sans autorisation préalable.

2°) Cet octroi n'est payable que si:

a) les filets sont conformes aux normes approuvées relatives aux matériaux, montages et accessoires; et

b) un octroi n'a pas déjà été versé au manufacturier pour ces filets.

3°) Le Ministre se réserve le droit de limiter le nombre de filets par classe de bateaux ou par Pêcheur.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au pêcheur ou au vendeur par chèque, à l'ordre conjoint du vendeur et du pêcheur.

Chapitre IV

Achat de moteurs

1. *Montant de l'octroi.*

Un octroi équivalent à 50 pour cent du coût d'achat d'un moteur neuf actionné par essence ou gasoil, autre qu'un moteur hors-bord, d'une puissance approuvée. Cet octroi ne peut pas excéder $300.

2. *Bénéficiaire.*

Le pêcheur qui s'est adonné régulièrement à la pêche au cours des deux années qui précèdent sa demande et qui n'a pas au cours des quatre années qui la précèdent, bénéficié d'un octroi aux mêmes fins.

3. *Conditions.*

Le requérant doit démontrer:

a) qu'il est propriétaire d'une coque de 18 à 34.9 pieds dont l'état et la condition justifient, de l'avis du Ministère, l'installation d'un moteur neuf; et

b) que le moteur est installé sur cette coque ou lui est destiné; et

c) que le moteur a été acheté après le 1er avril 1967.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au vendeur par chèque à l'ordre conjoint du vendeur et du bénéficiaire, ou à ce dernier seulement s'il fournit la preuve qu'il en a acquitté le prix en entier.

Chapitre V

Primes d'assurances

1. *Genres d'assurances.*

a) pour les pêcheurs: la coque, la machinerie et, sauf pour les bateaux assurés suivant les termes du Plan d'Indemnité aux pêcheurs, la responsabilité publique;

b) pour les producteurs: la coque et la machinerie.

2. *Montant de l'octroi.*

A. *Bateaux d'une longueur de 18 à 57.9 pieds.*

Le coût total de la prime annuelle exigible suivant les termes du Plan fédéral d'Indemnité

3. *Conditions.*

(1) The applicant must:

(*a*) before proceeding to the purchase of his nets, make an application to the fishery officer of his locality, complete the appropriate forms and give the officer all the required information; and

(*b*) prove that he has purchased and received the nets for which he wants a grant;

(*c*) bind himself not to sell, give or rent his nets nor to use them for purposes other than provided for, without a previous authorization.

(2) The grant is to be paid only:

(*a*) if the nets are in conformity with the approved standards relating to materials, sizes, hanging methods and various accessories;

(*b*) if a grant has not already been paid to the manufacturer for the same nets.

(3) The Minister shall have the right to limit the number of nets for each kind of boat or for each fisherman.

4. *Payment of grant.*

This grant is payable to the fisherman or to the merchant by cheque made to the joint order of the merchant and the fisherman.

Chapter IV

Purchase of Engines

1. *Amount of grant.*

A grant equal to fifty per cent of the purchasing cost of a new gasoline or diesel engine, other than an outboard engine, of approved power. This grant shall not exceed $300.

2. *Beneficiary.*

A fisherman who has been fishing regularly during the two years preceding his application and who has not received a grant for the same purpose during the last four years.

3. *Conditions.*

The applicant must prove:

(*a*) that he is the owner of a hull 18 to 34.9 feet in length, which, in the Department's opinion, is in a condition which justifies the installation of a new engine; and

(*b*) that the engine is installed or is intended to be installed in the hull; and

(*c*) that the engine has been bought after April 1st, 1967.

4. *Payment of grant.*

This grant is payable to the dealer by cheque payable to the joint order of the dealer and the beneficiary, or to the latter only if he can prove that he has paid in full for the engine.

Chapter V

Insurance Premiums

1. *Types of insurance.*

(*a*) For fishermen: hull, machinery and, except for boats insured under the Federal Fishermen's Indemnity Plan, public liability;

(*b*) For producers: hull and machinery.

2. *Amount of grant.*

A. *Boats 18 to 57.9 feet in length.*

The total annual premium cost payable under the terms of the Federal Fishermen's Indemnity

aux Pêcheurs, ou, dans les autres cas, suivant les conditions de l'assurance groupe de la flotte moderne de pêche du Québec.

B. *Bateaux d'une longueur de 58 pieds et plus.*

a) Lorsque le bateau:

i) effectue ses débarquements dans la province; et

ii) est la propriété d'un pêcheur ou a moins de 100 tonnes et est propriété d'un producteur;

La totalité de la prime annuelle.

b) dans tous les autres cas, une partie de la prime que détermine le ministre.

3. *Conditions.*

a) Cet octroi n'est payé que si le navire et ses opérations sont conformes aux exigences des assureurs ou aux normes du Plan fédéral d'Indemnité aux Pêcheurs;

b) le ministre détermine dans chaque cas la valeur déclarée du bateau, le montant, les taux, les franchises et autres conditions de l'assurance;

c) le paiement de l'octroi n'infirme en rien l'obligation contractée par un bénéficiaire de maintenir assuré tout bateau dans lequel le ministère a un intérêt de créancier;

d) l'octroi est versé sous la condition expresse qu'advenant perte totale du navire, l'indemnité servira d'abord au remboursement de tout prêt qui serait dû par le bénéficiaire au ministère et l'acceptation de cet octroi, nonobstant toute clause incompatible dans tout document contractuel constitue une acceptation des présentes conditions;

e) le paiement de l'octroi, en tout ou en partie, est sujet à cancellation par le ministre, sur avis écrit de trente (30) jours.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est versé directement aux assureurs pour le paiement partiel ou total, selon le cas, de la prime exigible.

Chapitre VI

Transport du carburant

1. *Montant de l'octroi.*

Dix cents du gallon d'essence ou d'huile à diesel, acheté par le requérant.

2. *Bénéficiaire.*

Un pêcheur qui réside ou un producteur qui opère une usine dans la région qui s'étend d'Aguanish à Blanc Sablon, comté de Duplessis.

3. *Conditions.*

Le requérant doit démontrer:

a) que le carburant a été utilisé pour des fins de pêche, de collecte, de transport ou de transformation du poisson dans la région mentionnée à l'article 2;

b) que le carburant a été acheté d'un marchand ou distributeur faisant affaires dans la région mentionnée dans l'article 2 et a été livré dans cette région;

c) que le poisson capturé, collecté ou transporté a été débarqué dans la Province ou dans un endroit autorisé.

4. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est payable au bénéficiaire.

Plan, or, in other cases, under the conditions of the group insurance of the Quebec modern fishing fleet.

B. *Boats 58 feet in length and over.*

(*a*) When the boat:

(i) unloads its fish in the Province of Quebec; and

(ii) belongs to a fisherman or, in the case of a boat less than 100 tons, is the property of a producer;

The entire annual premium cost.

(*b*) In any other case, the part of the premium determined by the Minister.

3. *Conditions.*

(*a*) This grant is paid if the boat and its operations are in agreement with the requirements of the insurers or with the standards of the Federal Fishermen's Indemnity Plan;

(*b*) The Minister decides in each case what is the declared value of the vessel, coverage rates, deductibles and other conditions of the insurance;

(*c*) The payment of the grant invalidates in no way the obligation contracted by a grantee to keep insured any boat for which the Department holds a credit;

(*d*) The grant is paid under the express condition that, in the event of a total loss of the ship, the indemnity will serve firstly as a reimbursement for any loan due the Department by the grantee, and the acceptance of the grant, notwithstanding any inappropriate clause in any contract document, constitutes an acceptance of the present conditions;

(*e*) the payment of the grant, in whole or in part, is subject to cancellation by the Minister, upon a thirty-day written notice.

4. *Payment conditions.*

This grant is paid directly to the insurers as part or total payment as the case may be, of the premium due.

Chapter VI

Transportation cost of fuel

1. *Amount of grant.*

Ten cents ($0.10) per gallon of gasoline or diesel oil purchased by the applicant.

2. *Beneficiary.*

A fisherman who resides or a producer who operates a plant in the region which from Aguanish to Blanc Sablon, in the county of Duplessis.

3. *Conditions.*

The applicant must prove:

(*a*) that the fuel has been used for catching, collecting, transporting and processing fish in the region mentioned at section 2;

(*b*) that the fuel has been bought from a merchant or distributor carrying on business in the region mentioned at section 2 and delivered in the same region;

(*c*) that fish caught, collected or transported has been unloaded in the Province or in an authorized port.

4. *Payment of grant.*

This grant is payable to the beneficiary.

CHAPITRE VII

Augmentation de la productivité

1. *Montant de l'octroi.*

Pour chaque dollar que le propriétaire d'un bateau rembourse au Gouvernement, au cours d'une année à partir du 1er janvier 1968, sur tout prêt que ce dernier a consenti pour ce bateau, un octroi de cinquante cents, jusqu'à concurrence d'un remboursement égal à un quinzième du prêt à la construction de ce bateau, et de deux dollars pour l'excédent.

S'il s'agit d'un bateau pour lequel le Ministre a rayé en partie ou réduit sa créance, l'octroi sera, dans les proportions établies au paragraphe précédent, de cinquante cents et de un dollar.

2. *Bénéficiaire.*

Le propriétaire d'une Gaspésienne, d'un Cordier ou d'un Chalutier de moins de soixante pieds de longueur.

3. *Modalité de paiement.*

Cet octroi est appliqué en acompte sur les prêts dus au Ministère par le bénéficiaire, sans demande de sa part.

4. *Condition de remboursement minimum annual.*

Le Ministre détermine le montant minimum annuel de remboursement exigible pour chacune de ces catégories de bateaux de moins de soixante (60') pieds de longueur.

Si un bateau ne rembourse pas ledit montant annuel pour une année de pêche, le Ministre donne un pré-avis de douze (12) mois au propriétaire de ce bateau de son intention de reprendre ledit bateau. Ce droit de reprise du bateau devient exécutoire à la fin de la période prévue par ledit pré-avis, sauf si le Ministre juge que le propriétaire a pu justifier son défaut durant ladite période de douze (12) mois.

QUE le présent arrêté en Conseil remplace les arrêtés en Conseil numéro 1995, du 21 octobre 1964, numéro 655, du 30 mars 1965, numéro 1716, du 1er septembre 1965 et numéro 476 du 22 mars 1966.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
23559-o JACQUES PRÉMONT.

CHAPTER VII

Increase on production

1. *Amount of grant.*

For every dollar that the owner of a boat reimburses the Government in the course of one year, from January 1, 1968, on any loan granted by the Government for this boat, a grant of fifty cents, up to a reimbursement equal to one fifteenth of the construction loan, and of two dollars for the surplus.

If the boat is one for which the Minister has partly cancelled or reduced his claim, the grant shall be, in the proportions established in the above paragraph, of fifty cents and one dollar.

2. *Beneficiary.*

The owner of a "gaspésienne", longliner and dragger, not exceeding sixty feet in length.

3. *Payment of grant.*

This grant is applied against loans due the Department by the beneficiary, without request on his part.

4. *Minimum annual reimbursement conditions.*

The Minister shall determine the minimum annual amount of reimbursement for each type of boats less than sixty feet in length.

If a boat owner does not reimburse the said minimum amount for a year of fishing, the Minister will give the said boat owner a twelve-month notice of his intention of repossessing the boat. This right becomes enforceable at the end of the period provided in the notice, except when the Minister believes that the owner has given sufficient reason for his failure to pay during the said twelve-month period.

THAT the present Order in Council rescind orders in council number 1995, dated October 21, 1964, number 655, dated March 30, 1965, number 1716, dated September 1, 1965, and number 476, dated March 22, 1966.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
23559-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 273

Québec, le 2 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.
CONCERNANT les prêts pour l'achat, la construction ou la réparation de bateaux et d'équipements de pêche.

ATTENDU QUE le ministre de l'Industrie et du Commerce est autorisé, en vertu de la Loi du crédit aux pêcheries maritimes, (ch. 210, S.R.Q. 1964), à faire des avances ou des prêts à des pêcheurs ou à des sociétés qui exploitent un commerce de poisson pour, entre autres fins, l'achat, la construction ou la réparation de bateaux et d'équipements de pêche;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions de ces avances ou de ces prêts, ainsi que les conditions auxquelles ces pêcheurs ou producteurs doivent se conformer pour en bénéficier;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 273

Quebec, February 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.
CONCERNING loans for the purchase, construction or repair of fishing-boats and fishing equipment.

WHEREAS the Minister of Industry and Commerce is authorized, pursuant to the Maritime Fisheries Credit Act, (chapter 210, R.S.Q. 1964), to make advances or loans to fishermen or societies trading in fish for, among other reasons, the purchase, construction or repair of fishing boat and equipment.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council determines the conditions of such advances or loans, and also the conditions to which such fishermen or producers shall comply to benefit therefrom.

ATTENDU QUE, en raison de l'évolution des pêches, il y a lieu de modifier, de temps à autre, ces conditions;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce que les prêts pour l'achat, la construction ou la réparation de bateaux et d'équipements de pêche soient consentis aux conditions suivantes:

Définitions:

Dans le présent arrêté-en-conseil, les expressions suivantes signifient:

a) « approuvé, autorisé ou désigné », approuvé, autorisé ou désigné par le ministre;

b) « bateau de pêche à fins multiples », un bateau qui se prête à plusieurs modes de pêche avec des agrès divers;

c) « équipement », tout outillage, dispositif et appareil demeurant habituellement à bord du bateau de pêche et servant à la pêche commerciale, à la navigation, à l'entretien ou à la réparation de ce bateau;

d) « longueur », la distance horizontale mesurée entre les perpendiculaires élevées au deux extrémités de l'extérieur de la coque;

e) « ministère » et « ministre », le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministre qui en a la direction;

f) « pêcheur », une personne dont l'occupation principale était la pêche au cours des deux années précédant sa demande de prêt;

g) « poisson », tout poisson ou autre produit de la mer qui fait l'objet d'un commerce, mais exclut tout poisson utilisé pour boëtter les agrès de pêche, fertiliser le sol, alimenter la famille du pêcheur ou toute autre fin semblable;

h) « producteur », toute entreprise de capture et de préparation ou de transformation du poisson qui opère dans la province de Québec et qui a son siège social au Canada.

Bénéficiaires:

Les prêts ne sont consentis qu'à des pêcheurs qui sont aptes à continuer leurs opérations de pêche commerciale et à des producteurs qui ont besoin de bateaux pour approvisionner leurs usines.

Section I: Achat et construction de bateaux et d'équipements de pêche.

A — *Objet des prêts*

Les prêts sont consentis pour des bateaux de pêche à fins multiples de 45 à 57.9 pieds de longueur et pour des bateaux de pêche de 58 pieds de longueur et plus; d'un type ou genre approuvés et construits:

a) dans la province de Québec;

b) suivant des plans approuvés;

c) conformément aux lois et règlements du Canada, de la Province et de toute autre autorité légalement constituée, relatifs à la construction ou à l'opération de bateaux de pêche.

Peuvent également faire l'objet d'un prêt, les équipements approuvés, acquis lors de l'achat ou de la construction d'un bateau et destinés à ce bateau.

B — *Montant des prêts*

Le ministre peut prêter jusqu'à concurrence de 90 pour cent du coût du bateau et de son équipement après déduction de tout subside fédéral versé aux mêmes fins.

Quiconque a bénéficié d'un subside provincial pour l'achat ou la construction d'un bateau ou pour l'achat d'équipements ne peut bénéficier d'un prêt aux mêmes fins.

WHEREAS, on account of the development of Fisheries, it is necessary to amend these conditions from time to time;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Industry and Commerce that the loans for the purchase, construction or repair of fishing boats and equipment be granted on the following conditions:

Definitions:

In the present Order in Council, the following expressions signify:

(*a*) "approved, authorized or designated", approved, authorized or designated by the Minister;

(*b*) "multi-purpose fishing boat", a boat used for several types of fishing with various fishing gear;

(*c*) "equipment", any fishing gear and apparatus which is normally part of or attached to the fishing boat and used for commercial fishing, navigation, upkeep or repair of this boat;

(*d*) "length", the horizontal distance measured between perpendiculars erected at the extreme ends of the outside of the hull;

(*e*) "department" and "minister", the Department of Industry and Commerce and the Minister in charge;

(*f*) "fisherman" a person whose principal occupation was fishing in the last two years preceding his application for a loan;

(*g*) "fish" any fish or other marine product which is the object of a trade, but excludes any fish used as bait, land fertilizer, and food for the fisherman's family or any other similar purpose;

(*h*) "producer" any fish-catching, fish-preparing or fish-processing enterprise operating in the Province of Quebec and having its head office in Canada.

Beneficiaries:

Loans are only granted to fishermen apt to carry out their commercial fishing operations and producers who need fishing boats to supply their fish plants.

Section I: Purchase and construction fishing boats and equipment.

A — *Object of loans*

Loans are granted for multi-purpose fishing boat from 45 to 57.9 feet in length and for fishing boats of 58 feet in length and more: of an approved type and constructed:

(*a*) in the Province of Quebec;

(*b*) according to approved plans.

(*c*) in conformity with Canadian and Provincial laws and regulations and any other legally incorporated authority relative to the construction or operation of fishing boats.

Approved equipment, acquired at the time of purchase or construction of a boat and intended for this boat, may also be the object of a loan.

B — *Amount of loans*

The minister may lend up to 90 percent of the cost of the boat and its equipment after deduction of any Federal subsidy granted for the same purposes.

Whosoever has been granted a Provincial subsidy for the purchase or the construction of a boat or for the purchase of equipment may not receive a loan for the same purposes.

C — *Conditions*

Le bénéficiaire doit:

1° avoir respecté les engagements qu'il a contractés lors d'un prêt ou d'un octroi antérieur pour des fins de pêche commerciale ou justifier son défaut;

2° démontrer:

a) que lui-même ou le constructeur du bateau bénéficie d'un subside du gouvernement fédéral à l'achat ou à la construction de ce bateau;

b) qu'il peut acquitter la différence entre le coût d'achat ou de construction et le montant total du subside fédéral et du prêt qu'il demande, sans contracter des obligations autres, comme emprunt à cette fin, que celles déterminées par la règlementation du Crédit Maritime (S.Q. 1960/61, 9-10 Elizabeth II, ch. 81).

c) qu'il peut opérer et administrer efficacement le bateau pour lequel il demande un prêt.

3° s'engager pour une période d'au moins cinq ans et jusqu'au remboursement du prêt à:

a) poursuivre avec ce bateau des opérations de pêche commerciale;

b) maintenir le bateau en bon état d'entretien, de réparation et navigabilité;

c) ne pas débarquer ailleurs que dans des ports du Québec le poisson capturé avec ce bateau, à moins de conditions préalables approuvées;

d) maintenir sur le bateau des assurances pour la coque et la machinerie pour un montant non inférieur au solde non remboursé du prêt et une assurance pour responsabilité publique d'un montant approuvé, ou le maintenir assuré par le le Plan fédéral d'Indemnité aux Pêcheurs;

e) suivre des cours de perfectionnement, si le ministre l'exige;

f) fournir au Ministère dans la forme et avec la fréquence désignée des rapports sur ses opérations de pêche.

4° De plus, s'il s'agit d'un pêcheur, propriétaire d'un bateau de plus de 58 pieds de longueur, s'engager à constituer et maintenir, après les deux premières saisons de pêche qui suivent l'acquisition du bateau, à même les revenus bruts réalisés par ou avec le bateau et à raison de 6 pour cent de ces revenus, une caisse de réserve pour la réparation de son bateau.

Cette caisse est constituée et administrée de la manière déterminée par le ministre et, jusqu'au remboursement du prêt, il ne peut y être fait, sans son autorisation, des prélèvements autres que ceux nécessaires au paiements des dépenses approuvées.

Cependant, le pêcheur n'est pas tenu de contribuer à cette caisse, s'il bénéficie d'un prêt par le ministère pour la réparation de son bateau, jusqu'à ce qu'il ait remboursé ce prêt.

D — *Remboursement*

Ces prêts sont remboursés à raison de 14 pour cent de tous les revenus bruts réalisés par ou avec le bateau.

Lorsque le prêt est consenti à un pêcheur, ce pourcentage de 14 pour cent est retenu par le producteur, le consignataire ou l'acheteur du poisson, et de façon plus générale, par toute personne qui devient débiteur du pêcheur par suite de quelque opération ou utilisation du bateau.

Sans limiter la portée de ce qui précède, le ministre peut prescrire des remboursements minima annuels.

Les remises ou retenues sont payées par chèque à l'ordre du ministre des Finances aux intervalles et de la manière déterminée par le ministre.

C — *Conditions*

The beneficiary must:

(1) have fulfilled the terms of a prior loan or grant for commercial fishing purposes or justify his default.

(2) show:

(*a*) that he or the builder of the boat has been granted a subsidy by the Federal Government for the purchase or construction of this boat;

(*b*) that he can pay the difference between the cost of purchase or construction and the total amount of the Federal subsidy and the loan he requests, without contracting other obligations, for this purpose than those determined by the regulations of the Maritime Credit (S.Q. 1960/61, 9-10 Elizabeth II, chapter 81).

(*c*) that he can efficiently operate and administer the boat for which a loan is requested.

(3) bind himself, for a period of at least five years and up to the reimbursement of the loan, to:

(*a*) carry out commercial fishing operations with this boat;

(*b*) keep the boat seaworthy;

(*c*) not to unload the fish caught with this boat in ports other than those of the Province of Quebec, unless previously authorized;

(*d*) carry insurance for the hull and machinery for an amount not less than the balance due on the loan and public liability insurance for an approved amount, or to have it insured by the Federal Fishermen's Indemnity Plan;

(*e*) follow refresher courses, if the Minister demands it;

(*f*) file in with the Department, reports on its fishing operations in the form and at the indicated frequencies.

(4) Moreover, in the case of a fisherman owning a boat 58 feet or more in length, bind himself to constitute and maintain, after the first two fishing seasons following the purchase of the boat, a reserve fund for repairs to his boat. This fund will be established at the rate of 6% of the gross income of the boat.

This fund is established and administered in the way prescribed by the Minister and, until such time as the loan has been reimbursed in full, cannot be drawn upon for the payment of expenses other than those approved by him.

However, if a fisherman has been granted an additional loan for repairs to his boat, he is not bound to contribute to this fund until such time as this additional loan has been fully reimbursed.

D — *Reimbursement*

These loans are reimbursed at the rate of 14 percent of all gross income realized by or with the boat.

When the loan is granted to a fisherman, the percentage of 14 percent is withheld by the producer, consignee or fish purchaser, and more generally, by any person who becomes the fisherman's debtor following any operation or use of the boat.

Without limiting the bearing of that which precedes, the Minister may prescribe annual minimum reimbursements.

The remittances or deductions are paid by cheque to the order of the Minister of Finance at the intervals and in the ways determined by the Minister.

Section II: Réparations

A — *Objet*

Le ministre peut consentir des prêts pour la réparation ou le réaménagement de bateaux de pêche construits dans la province de Québec et de leur équipement ou pour l'achat d'équipements subséquent à l'achat ou à la construction de ces bateaux, aux conditions suivantes:

1° l'achat, la réparation ou le réaménagement doivent être approuvés au préalable;

2° si l'achat, la réparation ou le réaménagement est devenu nécessaire à la suite d'une perte couverte, en tout ou en partie, par l'assurance maritime ou le Plan fédéral d'indemnité aux Pêcheurs, le produit des assurances doit d'abord être appliqué au coût de l'achat, de la réparation ou du réaménagement.

B — *Montant des prêts*

Le ministre peut prêter jusqu'à concurrence de 90 pour cent du coût, après déduction de toute indemnité reçue des assureurs, s'il y a lieu, et des sommes accumulées dans une caisse de réserve pour la réparation de ce bateau.

C — *Conditions*

l'emprunteur doit:

1° avoir respecté les engagements qu'il a contractés lors d'un prêt ou d'un octroi antérieur pour des fins de pêche commerciale ou justifier son défaut;

2° démontrer qu'il est en mesure d'acquitter la différence entre le montant du prêt et le coût des réparations;

3° s'engager, jusqu'au remboursement du prêt, à respecter chacune des obligations contenues aux alinéas *a*) *b*) *c*) *d*) *e*) *f*) du paragraphe 3° de l'article « C » (Conditions) de la section I;

4° s'il s'agit d'un pêcheur déjà tenu au remboursement d'un prêt à l'achat ou à la construction de son bateau, s'engager à créer et maintenir une caisse de réserve pour la réparation de ce bateau constituée et administrée de la manière prévue à la section I, sauf s'il a déjà pris cet engagement.

Le pêcheur devra contribuer à cette caisse dès qu'il ne sera plus tenu au remboursement de quelque prêt à la réparation consenti en vertu du présent arrêté en conseil et jusqu'au remboursement du prêt à l'achat ou à la construction de son bateau. Il ne peut être fait sur cette caisse, sans l'autorisation du ministre, des prélèvements autres que ceux nécessaires au paiement des dépenses approuvées.

Le ministre peut de plus exiger que l'emprunteur confie l'administration de la partie de ses revenus, communément appelée part du bateau, à un administrateur désigné, pour la durée du prêt.

Le ministre peut consentir au même bénéficiaire plus d'un prêt pour le même bateau aux fins de la présente section et peut convenir que ces prêts seront payés successivement.

D — *Remboursement*

Ces prêts sont remboursés à raison de 14 pour cent des revenus bruts réalisés par ou avec le bateau, à moins que ces derniers ne soient déjà affectés au remboursement d'autres prêts consentis par le ministère, auquel cas, ils sont remboursés à raison de 6 pour cent des revenus et, s'il s'agit d'un pêcheur, par une retenue faite et transmise d'une manière déterminée.

Section II: Repairs

A — *Object*

The Department may grant loans to repair or refit fishing boats built in the Province of Quebec and their equipment, or for the purchase of equipment ensuing the purchase or the construction of these boats, on the following conditions:

(1) the purchase, repairs and refitting must be approved beforehand;

(2) if the purchase, repairs or refitting have become necessary following a loss covered, in whole or in part, by the marine insurance or the Federal Fishermen's Indemnity Plan, the insurance proceeds must first be applied to the cost of purchase, repairs or refitting.

B — *Amount of Loans*

The Minister may lend up to 90 percent of the cost, after deduction of any indemnity received from the insurers, and of the sums accumulated in a reserve fund for repairs to this boat, if such fund exists.

C — *Conditions*

the borrower must:

(1) have fulfilled the terms of a prior contract for a loan or grant or justify his default;

(2) show that he is able to pay the difference between the amount of the loan and the cost of repairs;

(3) bind himself, until reimbursement of the loan, to respect each of the obligations contained in paragraphs *a*) *b*) *c*) *d*) *e*) *f*) of paragraph 3. of section "C" (conditions) of section I;

(4) in the case of a fisherman already obliged to reimburse a loan for the purchase or construction of his boat, bind himself to create and maintain a reserve fund for the repairs of this boat constituted and administered in the way provided for in section I, unless he has already taken this engagement.

The fisherman will have to contribute to this fund as soon as any loan granted for repairs to his boat, pursuant to the present Order in Council, or loan granted for the purchase or the construction of his boat, has been paid in full. This fund cannot be drawn upon for the payment of expenses other than those approved by the Minister.

The Minister may, in addition, require the borrower to entrust the administration of the part of his revenues commonly called boat share, to a designated administrator, for as long as the loan has not been paid in full.

The Minister may grant to the same beneficiary more than one loan for the same boat for the purposes of the present section and may agree that these loans will be paid in succession.

D — *Reimbursement*

These loans are reimbursed at the rate of 14% of the gross income realized by or with the boat, unless the latter is already affected by the reimbursement of other loans granted by the Department. In such a case, the loans are reimbursed at the rate of 6% of the revenues and, in the case of a fisherman, by a deduction made and transmitted in an approved manner.

Section III: Conditions générales

1° les prêts consentis doivent être garantis par une première hypothèque sur le bateau qui en est l'objet.

2° Tous les prêts sont faits sous la condition qu'advenant défaut par l'emprunteur de respecter, pendant la durée du prêt, les conditions du présent arrêté en conseil, chacune des clauses de la Convention de prêt ou toute loi ou règlement d'une autorité légalement constitués concernant la pêche ou la navigation, le ministre pourra reprendre possession du bateau et de ses équipements, en disposer et appliquer le montant en provenance de la vente en acompte de la dette due par l'emprunteur.

3° Advenant décès d'un pêcheur, le ministre pourra:

a) confier sans délai l'opération de son bateau à un administrateur, un pêcheur ou un producteur désigné, pendant la période d'un an depuis le décès, pour le compte de la succession; et

b) après ce délai, reprendre possession du bateau et en disposer en paiement de la dette à moins que, dans l'année du décès, le légataire du bateau, s'il est un pêcheur approuvé, ait convenu de l'opérer aux lieux et place du défunt ou que le bateau ait été transféré à un pêcheur approuvé;

4° Le ministre peut également:

a) faire toute entente et signer tout document nécessaire à l'exécution du présent arrêté en conseil;

b) convenir de toute autre condition nécessaire ou utile pour garantir les prêts, s'assurer de l'exécution des conventions ou réaliser les garanties;

c) se réserver le droit de fixer l'endroit des débarquement du poisson en vue de promouvoir le développement rationnel de l'industrie des pêches de la province;

d) disposer de tout bateau dont il a repris possession de la manière et aux conditions qu'il juge les plus avantageuses.

QUE le présent arrêté en conseil annule celui portant le numéro 1682, adopté le 5 octobre 1960.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

23559-o

Section III: General conditions

(1) Loans must be guaranteed by a first mortgage on the boat in question.

(2) All loans are made under the condition that in case of default by the borrower to respect, during the loan, the conditions of the present Order in Council, each of the clauses of the Loan Convention or any law or regulation of an authority legally constituted concerning fishing or navigation, the Minister may repossess the boat and its equipment, dispose of it, and apply the proceeds against the debt of the borrower.

(3) In the case of death of the fisherman, the Minister may:

(*a*) entrust without delay the operation of this boat to an administrator, a fisherman or a producer, during a period of one year after the death, for the account of the estate, and

(*b*) after this period, repossess the boat and dispose of it in payment of the debt, unless, during the year of the death, the legatee of the boat, if he is an approved fisherman, has agreed to operate the boat in the place of the deceased or unless the boat has been transferred to an approved fisherman;

(4) The Minister may also:

(*a*) make any agreement and sign any document required for the execution of the present Order in Council.

(*b*) prescribe any other necessary or useful condition to guarantee the loans, insure the execution of the contract or realize the guarantees;

(c) reserve the right to designate the place of unloading the fish with a view to promoting the rational development of the fishing industry of the Province.

(*d*) dispose of any boat which he has repossessed in the manner and on the conditions he judges most advantageous.

That the present Order in Council rescind the one bearing number 1682, adopted on October 5, 1960.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

23559-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Garage — Trois-Rivières

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 2142 du 27 octobre 1965 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article 13 sera remplacé par les suivants:

Department of Labour

Notice of Amendment

Garage Employees — Trois-Rivières

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region (made binding by Decree number 2142 of October 27, 1965, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Section 13 will be supersedec by the following:

« Dispositions particulières d'appliquant aux grossistes en pièces et accessoires d'automobiles

13.01 *Définitions: a)* La terme « poste de vente de pièces et d'accessoires » désigne les établissements dont la majeure partie du commerce se fait au gros et ou l'on vend des pièces ou accessoires de plusieurs agences et manufacturiers (i.e. grossistes).

b) Le terme « aide-commis » désigne le salarié qui assiste le commis dans l'exécution de ses fonctions.

L'aide-commis qui a acquis 4 ans d'expérience doit être classé commis vendeur « C »; pour tout receveur-expéditeur qui, dans ces établissements devient aide-commis, les années d'expérience comme receveur-expéditeur équivalent à autant d'années d'expérience comme aide-commis.

13.02 A compter du 10 avril 1968, les établissements définis comme grossistes selon l'article 1.05 ci-haut, quant aux équipes de jour, la journée normale est de huit heures et demie (8½) consécutives distribuées entre sept heures et trente (7.30) du matin et six (6) heures (6.00) heures de l'après-midi, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, du lundi au vendredi inclusivement, formant une semaine normale de travail de quarante-deux heures et demie (42½); quant aux équipes du soir ou de nuit, la durée normale de travail est de huit heures et demie (8½) consécutives par soir ou par nuit, et dont la majeure partie se situe en dehors de celles de l'équipe de jour, du lundi soit au samedi matin, avec interruption d'une (1) heure pour le repas.

13.03 Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après énumérés:

"Special provisions governing automobile parts and accessories wholesalers

13.01 *Definitions:* (*a*) "Accessories and parts store" means establishments whose business consists mainly in selling wholesale parts or accessories from several agencies and manufacturers (wholesalers).

(*b*) "Clerk's helper" means any employee who helps a clerk in the performance of his duties.

A clerk's helper with 4 years' experience shall be classified as sales clerk, class "C". When a shipping and receiving clerk becomes a clerk's helper, his years of experience as shipping and receiving clerk are equivalent to years of experience as clerk's helper.

13.02 Effective April 10, 1968, in establishments defined above as wholesale concerns, working hours on the day shift shall not exceed 42½ a week and 8½ d day, Monday through Friday, with one (1) hour off for lunch. On the evening or night shifts, working hours shall not exceed 8½ per evening or night and the major part thereof shall be outside the day shift's working hours, Monday evening to Saturday morning, with one (1) hour off for lunch.

13.03 The following minimum wage rates shall be paid to employees listed hereunder:

Zone I

ENTREPÔT ET PIÈCES OU ACCESSOIRES — WAREHOUSE AND PARTS OR ACCESSORIES

Emplois:— Occupations:	*Taux horaires au — Hourly rates effective* 10/4/68 Apr. 10 1968	10/10/68 Oct. 10 1968	10/4/69 Apr. 10 1969	10/10/69 Oct. 10 1969	10/4/70 Apr. 10 1970
Receveur-expéditeur — Spipping and receiving clerk:					
1ière année — 1st year.....	$1.40	$1.55	$1.65	$1.80	$1.90	$2.00
2e année — 2nd year.....	1.55	1.70	1.80	1.95	2.05	2.15
3e année — 3rd year.....	1.65	1.80	1.90	2.05	2.15	2.25
4e année — 4th year.....	1.75	1.90	2.00	2.15	2.25	2.35
Aide-commis — Clerk's helper:						
1ière année — 1st year.....	1.40	1.55	1.65	1.80	1.90	2.00
2e année — 2nd year.....	1.55	1.70	1.80	1.95	2.05	2.15
3e année — 3rd year.....	1.65	1.80	1.90	2.05	2.15	2.25
4e année — 4th year.....	1.75	1.90	2.00	2.15	2.25	2.35
Commis-vendeur — Sales clerk:						
Classe « C « — Class "C"....	1.80	1.95	2.05	2.20	2.30	2.40
Classe « B » — Class "B"....	1.90	2.05	2.15	2.30	2.40	2.50
Classe « A » — Class "A"....	2.00	2.15	2.25	2.40	2.50	2.60
Opérateur de machines — Machine operator						
Groupe 1: machine à enligner pour arbres à cames et vilebrequins — *Group 1:* Alignment machine for camshafts and crank shafts.						
Après entraînement de 1000 heures — After 1000-hour training:.....	$1.85	$2.00	$2.10	$2.20	$2.30	$2.40
Avant cette période — Before completed training.....	1.60	1.75	1.85	1.95	2.05	2.15
Groupe 2: alésage et polissage, finition de piston, aze et bielles — *Group 2:* Boring and polising, finishing, of piston, shaft and connecting rod.						
Après entraînement de 500 heures — After 500-hour training.....	$1.60	$1.75	$1.85	$1.95	$2.05	$2.15

Emplois: — Occupations:	*Taux horaires au — Hourly rates effective* 10/4/68 Apr. 10 1968	10/10/68 Oct. 10 1968	10/4/69 Apr. 10 1969	10/10/69 Oct. 10 1969	10/4/70 Apr. 10 1970
Avant cette période — Before completed training.....	$1.45	$1.60	$1.70	$1.80	$1.90	$2.00
Groupe 3: autres—*Group 3:* others						
Après entraînement de 150 heures — After 150-hour training.....	1.45	1.60	1.70	1.80	1.90	2.00
Avant cette période — Before completed training.....	1.35	1.50	1.60	1.70	1.80	1.90
Préposé à l'assemblage et à la mise au point — Assembly and tune-up man:	2.00	2.20	2.30	2.40	2.50	2.60
Après entraînenement de 1000 heures — After 1000-hour training.....	1.85	2.05	2.15	2.25	2.35	2.45
Préposé à la vérification et au classement des pièces—Parts checker and sorter:						
Après entraînement de 500 heures — After 500-hour training.....	1.60	1.75	1.85	1.95	2.05	2.15
Avant cette période — before completed training.....	1.45	1.60	1.70	1.80	1.90	2.00
Démonteur:—Wrecking Mechanic:						
1ière année — 1st year.....	1.30	1.45	1.55	1.65	1.75	1.85
2e année — 2nd year.....	1.40	1.55	1.65	1.75	1.85	1.95
3e année et après — 3rd year and thereafter.....	1.50	1.65	1.75	1.85	1.95	2.05
Zone II						
ENTREPÔT ET PIÈCES OU ACCESSOIRES — WAREHOUSE AND PARTS OR ACCESSORIES						
Receveur-expéditeur — Shipping and receiving clerk:						
1ière année — 1st year.....	$1.25	$1.40	$1.50	$1.70	$1.80	$1.90
2e année — 2nd year.....	1.40	1.55	1.65	1.85	1.95	2.05
3e année — 3rd year.....	1.50	1.65	1.75	1.95	2.05	2.15
4e année — 4th year.....	1.60	1.75	1.90	2.05	2.15	2.25
Aide-commis — Clerk's helper:						
1ière année — 1st year.....	1.25	1.40	1.50	1.70	1.80	1.90
2e année — 2nd year.....	1.40	1.55	1.65	1.85	1.95	2.05
3e année — 3rd year.....	1.50	1.65	1.75	1.95	2.05	2.15
4e année — 4th year.....	1.60	1.75	1.90	2.05	2.15	2.25
Commis-vendeur — Sales clerk:						
Classe « C » — Class "C"....	1.65	1.80	1.90	2.10	2.20	2.30
Classe « B » — Class "B"....	1.75	1.90	2.00	2.20	2.30	2.40
Classe « A » — Class "A"....	1.85	2.00	2.10	2.30	2.40	2.50
Opérateur de machines — Machine operator						
Groupe 1: machine à enligner pour arbres à cannes et vilebrequins — *Group 1:* Alignment machine for camshafts and crank shafts.						
Après entraînement de 1000 heures — After 1000-hour training.....	$1.70	$1.85	$1.95	$2.10	$2.20	$2.30
Avant cette période — Before completed training.....	1.45	1.60	1.70	1.85	1.95	2.05
Groupe 2: alésage et polissage, finition de piston, axe et bielles — *Group 2:* Boring and polishing, finishing of piston, shaft and connecting rod.						
Après entraînement de 500 heures — After 500-hour training.....	$1.45	$1.60	$1.70	$1.85	$1.95	$2.05
Avant cette période — Before completed training.....	1.30	1.45	1.55	1.70	1.80	1.90
Groupe 3: autres—*Group 3: others:*						
Après entraînement de 150 heures — After 150-hour training.....	1.30	1.45	1.55	1.70	1.80	1.90

Emplois:— Occupations:	*Taux horaires au — Hourly rates effective* 10/4/68 Apr. 10 1968	10/10/68 Oct. 10 1968	10/4/69 Apr. 10 1969	10/10/69 Oct. 10 1969	10/4/70 Apr. 10 1970
Avant cette période — Before completed training.....	$1.20	$1.35	$1.45	$1.60	$1.70	$1.80
Préposé à l'assemblage et à la mise au point — Assembly and tune-up man:						
Après entraînement de 1000 heures — After 1000-hour training.....	1.85	1.95	2.15	2.30	2.40	2.50
Avant cette période — Before completed training.....	1.70	1.90	2.00	2.15	2.25	2.35
Préposé à la vérification et au classement des pièces—Parts ckecker and sorter:						
Après entraînement de 500 heures — After 500-hour training.....	1.45	1.60	1.70	1.85	1.95	2.05
Avant cette période — Before completed training.....	1.30	1.45	1.55	1.70	1.80	1.90
Démonteur—Wrecking mechanic:						
1ière année — 1st year.....	1.15	1.30	1.40	1.55	1.65	1.75
2e année — 2nd year.....	1.25	1.40	1.50	1.65	1.75	1.85
3e année et après — 3rd year and thereafter.....	1.35	1.50	1.60	1.75	1.85	1.95 »

2° L'article 13 actuel (Durée) deviendra l'article 14.

3° L'Association des Grossistes en pièces d'automobile de la région de Trois-Rivières deviendra partie contractante.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1968. 23519-o

2. The actual section 13 (Term) will become section 14.

3. *L'Association des Grossistes en pièces d'automobiles de la région de Trois-Rivières* will become contracting party.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1968. 23519-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Coiffeurs de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 355 du 14 février 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1968 au 1er mars 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee (established in pursuance of Decree number 255 of March 5, 1953 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 355, dated February 14, 1968 authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 1, 1968 to March 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 255 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% calculée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $90. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 1er mars 1969.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SHERBROOKE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 1er mars 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 2,600.00
Cotisations ouvrières	2,600.00
Cotisations artisanales	11,000.00
Pénalités et amendes	300.00
Honoraires d'examen	1,000.00
Assurance-maladie	138.00
Impôt fédéral	890.00
Impôt provincial	615.00
Rentes du Québec	81.00
	$19,224.00

Déboursés:	
Salaire du secrétaire-gérant	$ 7,800.00
Frais d'inspection	1,200.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	750.00

(b) Artisans governed by said Decree number 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1%, based on the average wage of $90 per week. Under this by-law, any employer who plies one of the trades covered by the decree is moreover considered as an artisan.

(c) Employees governed by said Decree number 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee should be given. At the end of each week, the professional employer shall collect the sums due the Parity Committee, by means of a check-off.

Every month, the professional employer shall complete, sign, and forward his report to the Parity Committee. This Committee has the authority to request the attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

The report, together with the dues shall be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee for the March 1, 1968, to March 1, 1969 period is given below.

SHERBROOKE HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the March 1, 1968 to March 1, 1969 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 2,600.00
Employees' dues	2,600.00
Artisans' dues	11,000.00
Penalties and fines	300.00
Examination fees	1,000.00
Health insurance	138.00
Federal tax	890.00
Provincial tax	615.00
Quebec Pension Plan	81.00
	$19,224.00

Disbursements:	
Secretary-manager's salary	$ 7,800.00
Inspection expenses	1,200.00
Fees: Board of Examiners	750.00

Frais: Bureau des examinateurs	$ 350.00	Expenses: Board of Examiners	$ 350.00
Loyer et taxes	945.00	Rent and taxes	945.00
Éclairage, chauffage, entretien	300.00	Lights, heat, maintenance	300.00
Frais judiciaires	150.00	Legal costs	150.00
Frais de vérification	400.00	Auditor's fees	400.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	500.00	Printing, stationery, office equipment	500.00
Poste, téléphone, télégramme	500.00	Postage, telephone, telegrams	500.00
Intérêt, échange, agios	100.00	Interest, exchange, agio	100.00
Abonnement et publicité	200.00	Subscription and advertising	200.00
Jetons de présence (membres du Comité)	715.00	Attendance fees (Committee members)	715.00
Frais de déplacements (membre du Comité)	2,500.00	Travelling expenses (Committee members)	2,500.00
Frais de délégation	600.00	Delegation expenses	600.00
Frais d'affiliation	150.00	Affiliation fees	150.00
Assurance-caution	10.00	Fidelity bond	10.00
Assurances-générales	90.00	General insurance	90.00
Assurances-maladies-salaires	276.00	Salary and health insurance	276.00
Impôt fédéral	890.00	Federal tax	890.00
Impôt provincial	615.00	Provincial tax	615.00
Rentes du Québec	162.00	Quebec Pension Plan	162.00
	$19,203.00		$19,203.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 21.00	Forecast surplus	$ 21.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1968. 23519-o

Deputy Minister of Labour.
DONAT QUIMPER,

Department of Labour,
Québec, March 2, 1968. 23519-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 356 du 14 février 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1968 au 1er mars 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels de l'Industrie du lait de Québec, assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du lait de Québec régis par ledit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *Le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec* (established in pursuance of Decree number 481 of May 5, 1949), has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 356, dated February 14, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 1, 1968 to March 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) All professional employers subject to said Decree number 481 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of all salaries paid to their employees who are governed by said decree.

(*b*) All artisans subject to said Decree number 481 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages set forth in the decree for the lowest-paid journeyman in their occupation.

(*c*) All employees governed by said Decree number 481 and amendments must turn over to che Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

The professional employer and artisan shall forward their contributions to the Parity Committee monthly.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 1er mars 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 1er mars 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 7,000.00
Cotisations ouvrières	7,000.00
Cotisations artisanales	1,300.00
Intérêts sur placements	325.00
Impôt fédéral	490.00
Impôt provincial	335.00
Rentes du Québec	300.90
Assurance-chômage	98.00
	$16,848.90

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 4,264.00
Salaires des inspecteurs	5,044.00
Frais d'inspection	900.00
Loyer et taxes	840.00
Frais judiciaires	50.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	250.00
Poste, téléphone, télégramme	240.00
Abonnement et publicité	935.80
Jetons de présence (membres du comité)	480.00
Frais de déplacements (membres du comité)	1,100.00
Frais de délégation	60.00
Rentes du Québec	601.80
Assurance-chômage	196.00
Assurance caution	25.00
Impôt fédéral	490.00
Impôt provincial	335.00
	$16,011.60
Excédant des recettes sur les déboursés prévu:	$ 837.30

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1968. 23519-o

The professional employer shall collect the employees' dues by means of a check-off and forward them to the Parity Committee with his own contribution.

Should a professional employer or artisan refuse to pay his dues or give necessary information, five (5) days' notice will be given him so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of *le Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec* for the March 1, 1968 to March 1, 1969 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbrusements for the March 1, 1968 to March 1, 1969 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 7,000.00
Employees' dues	7,000.00
Artisans' dues	1,300.00
Interest on investments	325.00
Federal tax	490.00
Provincial tax	335.00
Québec Pension Plan	300.90
Unemployment Insurance	98.00
	$16,848.90

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 4,264.00
Inspectors' salaries	5,044.00
Inspection expenses	500.00
Rent and taxes	840.00
Legal costs	50.00
Auditor's fees	200.00
Printing, stationery, office equipment	250.00
Postage, telephone, telegrams	240.00
Subscription and advertising	935.80
Attendance fees (Committee members)	480.00
Travelling expenses (Commitee members)	1,100.00
Delegation expenses	60.00
Quebec Pension Plan	601.80
Unemployment Insurance	196.00
Fidelity bond	25.00
Federal tax	490.00
Provincial tax	335.00
	$16,011.60
Forecast surplus	$ 837.30

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1968. 23519

Avis de prélévement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 354 du 14 février 1968, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1968 au 28 février 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation de $0.25 par semaine.

2. *Mode de perception*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payés en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable. Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 du mois suivant celui pour lequel elles sont exigibles.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Québec (established in pursuance of Decree number 1658 of May 17, 1944), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 354, dated February 14, 1968, authorizes such levy:

1. *Dues*

The contribution period extends from March 1, 1968 to February 28, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decree number 1658 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll.

(*b*) Employees governed by Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their salary.

(*c*) Artisans governed by Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee dues of 25¢ per week.

2. *Collection of Dues*

Every month, and on forms supplied for this purpose by the Parity Committee, the professional employer must supply the Parity Committee with a detailed report. This report should include the hours worked, the salary earned by each employee governed by the decree and the amounts turned over to the Parity Committee.

This report, duly signed by the professional employer, shall accompany the contributions payable to the Parity Committee by the said employer and his employees. All such amounts must be paid in legal tender.

At the end of each week, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee, by means of a check-off.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand. Such contributions are payable between the 1st and 10th of the month following the one for which they are requested.

The Parity Committee has the right and authority to request an attestation of the monthly reports whenever it shall deem it advisable.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or give necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of every year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 28 février 1969.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1968 et le 28 février 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 51,500.00
Cotisations ouvrières	51,500.00
Cotisations artisanales	4,800.00
Pénalités et amendes	550.00
Intérêt de banque	550.00
Intérêt fonds de prévoyance	3.00
Assurance-chômage	850.00
Impôt fédéral	5,450.00
Impôt provincial	3,750.00
Assurance-groupe	1,570.00
Intérêt, échange, agios	15.00
Cotisations syndicales	572.00
Intérêt-Placement Trust Général du Canada	900.00
Rentes du Québec	850.00
	$122,860.00

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 10,335.00
Salaires du personnel	18,750.00
Salaires des inspecteurs	45,100.00
Frais d'inspection	3,000.00
Jetons de présence (membres du Comité)	1,280.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	4,315.00
Honoraire: Bureau des examinateurs	1,000.00
Frais: Bureau des examinateurs	450.00
Frais judiciaire	5,900.00
Frais de vérification	1,050.00
Loyer et taxes	2,700.00
Éclairage, chauffage, entretien	1,400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	3,350.00
Poste, téléphone, télégramme	1,575.00
Intérêt, échange, agios	100.00
Abonnement et publicité	1,536.00
Assurance-caution	10.00
Assurances générales	25.00
Assurance-groupe	3,140.00
Assurance-chômage	1,115.00
Cotisations syndicales	572.00
Impôt fédéral	5,450.00
Impôt provincial	3,750.00
Frais d'affiliation	500.00
Frais de délégation	500.00
Fonds de retraite	3,675.00
Rentes du Québec	1,700.00
	$122,278.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 582.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mars 1968. 23519-o

An estimate of receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee for the March 1, 1968 to February 28, 1969 period is given below.

RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the March 1, 1968 to February 28, 1969 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 51,500.00
Employees' dues	51,500.00
Artisans' dues	4,800.00
Penalties and fines	550.00
Bank interest	550.00
Interest, reserve fund	3.00
Unemployment Insurance	850.00
Federal tax	5,450.00
Provincial tax	3,750.00
Group insurance	1,570.00
Interest, exchange, agio	15.00
Union dues	572.00
Interest on investment with Trust Général du Canada	900.00
Québec Pension Plan	850.00
	$122,860.00

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 10,335.00
Staff's salary	18,750.00
Inspectors' salaries	45,100.00
Inspection expenses	3,000.00
Attendance fees (Committee members)	1,280.00
Travelling expenses (Committee members)	4,315.00
Fees: Board of Examiners	1,000.00
Expenses: Board of Examiners	450.00
Legal costs	5,900.00
Auditor's fees	1,050.00
Rent and taxes	2,700.00
Lights, heat, maintenance	1,400.00
Printing, stationery, office equipment	3,350.00
Postage, telephone, telegrams	1,575.00
Interest, exchange, agio	100.00
Subscription and advertising	1,536.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	25.00
Group insurance	3,140.00
Unemployment Insurance	1,115.00
Union dues	572.00
Federal tax	5,450.00
Provincial tax	3,750.00
Affiliation expenses	500.00
Delegation expenses	500.00
Retirement fund	3,675.00
Quebec Pension Plan	1,700.00
	$122,278.00
Forecast surplus	$ 582.00

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1968. 23519-o

Demandes à la Législature

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Avis est par les présentes donné que la «Société Nationale de Fiducie, La Société St-Jean Baptiste de Montréal et la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins », ayant toutes trois leur siège social dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander des amendements aux lois constitutives de Société Nationale de Fiducie, aux fins de modifier les structures de ladite Société et permettre à La Fédération de Montréal des Caisses Desjardins d'acquérir une participation dans son capital-actions.

Les procureurs des requérantes,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE.
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
23169-6-4-o GODBOUT & EMERY.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session de la vingt-huitième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° Terres des Hommes;
2° Rues, ruelles et voies publiques;
3° Rôle des valeurs locatives;
4° Exemption d'imposition concernant les améliorations locales;
et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 31 janvier 1968.

Le greffier de la ville,
23248-6-4-o R. BOUCHARD, C.R.

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Avis est donné que la « Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Master in Thermal Central of the Province of Quebec », corps politique constituée par lettres patentes en date du 4 juillet 1958 en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Transformer son statut corporatif de façon à ce qu'elle soit régie par une loi spéciale;

2° Faire adopter cette loi spéciale aux fins de conférer à cette Corporation ses pouvoirs et ses attributions nécessaires et autres fins.

Cette loi se présentera sous le titre de la « Loi des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec ».

Québec, ce 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23289-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

Applications to Legislature

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Notice is hereby given that "Société Natio- Nationale de Fiducie, Société St-Jean Baptiste de Montréal and Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", having their principal place of business in the city and district of Montreal will apply to the Quebec Legislature at its present coming session to request the adoption of an act granting amendments to the constitutive Laws of Société Nationale de Fiducie in order to bring about certain modifications to the structure of said company and allow Fédération de Montréal des Caisses Desjardins to acquire an interest in the capital stock of said company.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
23169-6-4-o *Attorneys for the petitioners.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the « City of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session of the twenty-eighth Legislature, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

1. Man and His World;
2. Streets, lanes and public thoroughfares;
3. Rental values roll;
4. Tax exemption concerning local improvements;
and all other matters useful for the good administration of the city's business.

City Hall, Montreal, January 31, 1968.

R. BOUCHARD, Q.C.,
23248-6-4-o *City Clerk.*

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Notice is hereby given that "Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec", body politic incorporated by letters patent dated July 4, 1958, under Part III of the Companies Act, having its head office at Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to request the adoption of an act for the following purposes:

1. To change its corporative statute in such a such a way as to have it governed by a special act.
2. Require the adoption of this special act for the purpose of conferring to this Corporation its necessary powers and attributes and other purposes.

This act will be granted under the title of "The Masters in Thermal Central of the Province of Quebec Act.".

Quebec, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23289-6-4-o *Attorney for the petitioner.*

Cité de St-Lambert

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de St-Lambert » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant certains pouvoirs de sa charte pour les fins suivants:

Pour corriger la description d'un lot; pour appliquer les dispositions de la Loi des Cités et Villes concernant les demandes de soumissions publiques; pour louer ou opérer un terrain de golf municipal et restaurant; pour modifier le règlement No. 651 concernant l'imposition de taxes, et pour toutes autres fins.

St-Lambert, le 5 février, 1968.

Le conseiller juridique,
23249-6-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN, C.R.,

City of St.Lambert

Public notice is hereby given that the "City of St-Lambert" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session thereof for the passing of an Act amending certain powers of its charter of the following purposes:

To correct the description of a lot; to apply the provisions of the Cities and Towns' Act concerning the call of public tenders; to lease or operate a municipal golf course and restaurant; to amend By-law No. 651 concerning the imposition of taxes, and for all other purposes.

St-Lambert, February 5, 1968.

CECIL H. MACNAUGHTEN, Q.C.,
23249-6-4-o *City Sollicitor.*

Cité de Sainte-Foy

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sainte-Foy », s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 3-4 Eliz. II, chapitre 84, aux fins suivantes:

1° Changer le nom de la « Cité de Sainte-Foy », pour « Ville de Sainte-Foy »;

2° Amender le paragraphe 3 de l'article 526-A de la Loi des Cités et Villes;

3° Demander des pouvoirs d'emprunts statutaires annuels; des pouvoirs pour consolider certaines dépenses capitales urgentes et imprévues, pour modifier la procédure du financement des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie lorsque ces travaux sont requis par des corps publics;

4° Modifier l'article 6 du chapitre 69 de 6-7 Eliz. II, relatif au compteur d'eau;

5° Amender l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes pour porter à quatre (4) ans le terme de l'élection du maire et des échevins de la Cité de Sainte-Foy;

6° Amender le paragraphe 6 de l'article 193 de la Loi des Cités et Villes pour remplacer les mots « au dernier recensement fédéral » par les suivants » au dernier recensement municipal décrété en vertu des dispositions de l'article 478 de la Loi des Cités et Villes »;

7° Amender l'article 517 relatif au taux d'intérêt;

8° Amender l'article 498 concernant l'homologation du rôle;

9° Demander des pouvoirs pour modifier ou approuver un plan directeur sans autres approbations que celles du Conseil de la Cité de Sainte-Foy et du ministre des Affaires municipales;

10° Demander des pouvoirs spéciaux pour statuer sur la propriété des rues et chemins actuellement ouverts à l'usage du public dans la municipalité de Sainte-Foy;

11° Pouvoir pour le Conseil municipal de la Cité de Sainte-Foy d'instaurer un Comité exécutif pour la Cité de Sainte-Foy.

12° Amender l'article 135 de la Loi des Cités et Villes pour permettre au Greffier de la Cité de Sainte-Foy de dresser la liste électorale que l'année de l'élection, sauf pour les cas d'élections partielles.

Et autres demandes.

Sainte-Foy, le 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23290-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

City of St. Foy

Notice is hereby given that the "City of St-Foy" will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an act amending its charter, Act 3-4 Elizabeth II, chapter 84, for the following purposes:

1. To change the name of the "Cité de Sainte-Foy" to that of "Ville de Sainte-Foy";

2. To amend paragraph 3 of section 526-A of the Cities and Towns Act;

3. To request annual statutory loan powers; powers to consolidate certain urgent and unforseen capital expenditures, to amend the procedure for financing aqueduct, sewer and road works when these works are required by public bodies;

4. To amend section 6 of chapter 69 of 6-7 Elizabeth II concerning water meters;

5. To amend section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act in order to extend to four (4) years the term of office of the mayor and aldermen of the City of St-Foy;

6. To amend paragraph 6 of section 193 of the Cities and Towns Act by replacing the words "at the last Federal census" by the following: "at the last municipal census ordered under the provisions of section 478 of the Cities and Towns Act";

7° To amend section 517 concerning rates of interest;

8° To amend section 498 concerning the homologation of the roll;

9. To request powers to amend or approve a master plan without other approval than that of the Council of the City of St. Foy and of the Minister of Municipal Affairs;

10. To request special powers to make rulings on the property of streets and roads presently open to public use in the municipality of St-Foy;

11. To request the power for the municipal Council of the City of St. Foy to establish an Executive Committee for the City of St-Foy;

12. To amend section 135 of the Cities and Towns Act in order to permit the Clerk of the City of St-Foy to prepare an electoral list only during the election year, save in the case of partial elections.

And other requests.

St-Foy, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23290-6-4 *Attorney for the petitioner.*

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Avis public est par les présentes donné que la corporation connue sous le nom de « Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi » constituée par la Loi XXIII, George V, chapitre 149, et que la corporation connue sous le nom de « L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie », constituée par la Loi XI, George V, chapitre 152, dont le nom a été successivement changé en celui de « Pensionnat St-Antoine de Padoue » par l'arrêté en conseil 319 du 3 février 1961 et en celui de « École Bellerive » par l'arrêté en conseil 1605 du 19 août 1964, s'adresseront à la Législature du Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi abrogeant les deux lois susmentionnées et pour constituer en corporation « Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé », sous le nom de « Les Antoniennes de Marie ».

Les corporations susdites s'adresseront également à la Législature du Québec pour que la nouvelle corporation « Les Antoniennes de Marie », ait son siège social en la cité de Chicoutimi et pour que ladite corporation reçoive de ladite législature les pouvoirs généraux et spéciaux nécessaires pour permettre à ses membres de poursuivre leurs fins dans les domaines de la religion de la charité et de l'éducation, « Les Antoniennes de Marie » devant obtenir tous les droits de propriété des biens meubles et immeubles des corporations susmentionnées et assumant également les obligations desdites corporations susmentionnées.

Le procureur des pétitionnaires,
23288-6-4-o PAUL E. FORTIN, C.R.

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Public notice is hereby given that the corporation known under the name of "Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi", incorporated by the Act XXIII, George V, chapter 149, and that the corporation known under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", incorporated by the Act XI, George V, chapter 152, the name of which has been changed successively to that of "Pensionnat St-Antoine de Padoue" by order in council 319 dated February 3, 1961 and in that of "École Bellerive" by order in council 1605 dated August 19, 1964, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to repeal the two abovementioned acts and to incorporate "Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé", under the name of "Les Antoniennes de Marie".

The aforesaid corporations will also apply to the Legislature of the Province of Quebec for the new corporation "Les Antoniennes de Marie" to have its head office in the city of Chicoutimi and for the said corporation to receive from the said Legislature the general and special powers necessary to enable its members to pursue their purposes in the fields of religion, charity and education, "Les Antoniennes de Marie" being entitled to all the property rights on movables and immovables of the abovementioned corporations and assuming also the obligations of the said abovementioned corporations.

PAUL E. FORTIN, Q.C.,
23288-6-4 *Attorney for the Petitioners.*

Les Filles de la Sagesse

Avis public est, par les présentes, donné que « Les Filles de la Sagesse » s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: constituer en corporation les « Filles de la Sagesse », établir le siège social, définir les personnes qui deviendront membres de la corporation, les pouvoirs, droits et obligations de cette corporation, transmettre à cette nouvelle corporation les droits, pouvoirs et obligations de la corporation constituée sous la Loi 58 Victoria, chapitre 92, pourvoir à la régie interne de ses membres et à la dissolution, le cas échéant, et pour autres fins.

Montréal, le 12 février 1968.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
23364-7-4-o PAGÉ, HÉBERT, & MAILLOUX.

Les Filles de la Sagesse

Notice is hereby given that "Les Filles de la Sagesse" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, for the adoption of an act for the following purposes: to incorporate the "Filles de la Sagesse", to establish the head office, to define the persons who shall become members of the corporation, the powers, rights and obligations of this corporation, to assign to this new corporation the powers, rights and obligations of the corporation constituted under Act 58 Victoria, chapter 92, to provide for the internal administration of its members and to the dissolution, if necessary, and for other purposes.

Montreal, February, 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
23364-7-4-o *Attorneys.*

La Corporation de la cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité de Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente Session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale afin d'abroger son pouvoir de payer une pension de retraite à ses officiers et employés permanents après un minimum de 25 ans de service, en vue de créer un fonds contributoire de pension plus avantageux pour ses employés et pour toutes autres fins jugées nécessaires dans l'intérêt de la Cité et pour la bonne administration de ses affaires.

Trois-Rivières, 20 février 1968.

Le procureur de la pétitionnaire,
23498-8-4-o JEAN MÉTHOT, C.R.

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Quebec Provincial Legislature at its present session to obtain the adoption of a special act repealing its power to pay a retirement pension to its permanent officials and employees after a minimum of 25 years service, for the purpose of creating a contributory pension fund which would be more advantageous for its employees, and for all other purposes deemed necessary in the interest of the city and for the proper administration of its affairs.

Trois-Rivières, February 20, 1968.

JEAN MÉTHOT, Q.C.,
23498-8-4 *Attorney for the petitioner.*

Cité de Lévis

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Lévis » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Refonte de sa charte, la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 84;

2° Changer le nom de « la Cité de Lévis » pour « Ville de Lévis »;

3° Corriger la description territoriale de la Cité de Lévis;

4° Diviser la Cité en trois quartiers et déterminer le territoire desdits quartiers pour fins électorales municipales;

5° Définir la fonction d'estimateur;

6° À compter de 1969, prolonger de trois à quatre ans le mandat du maire et des échevins;

7° Changer la date des élections municipales, de la présentation des candidats et de la préparation de la liste électorale;

8° Réajuster les indemnités et allocations annuelles du maire et des échevins;

9° Permettre de réglementer le zonage dans les secteurs annexés sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

10° Permettre d'amender le règlement actuel de zonage dans les deux années de la sanction de la présente loi sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

11° Permettre d'amender certains règlements d'emprunts afin de rendre plus équitable la taxe spéciale imposée à certains propriétaires;

12° Permettre d'emprunter un montant égal à l'amortissement annuel de la dette sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

13° Permettre de conserver certaines amendes perçues par la cité;

14° Permettre de faire des ententes en matière de loisirs avec toute autre municipalité;

15° Pour toutes autres fins.

Lévis, ce 15 février, 1968.

Les procureurs de la cité,

23476-8-4-o GERMAIN, THIBAUDEAU & LESAGE.

City of Levis

Notice is hereby given that the "City of Levis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

1. To consolidate its charter, Act 5-6 Elizabeth II, chap. 84;

2. To change the name of "the city of Levis" by "the town of Levis";

3. To correct the territorial description of the City of Levis;

4. To divide the city into three wards and to approtion the area of the said wards for municipal electoral purposes;

5. To define the assessor's charge;

6. From 1969 onward, to extend from three to four years the term of office for the mayor and aldermen;

7. To change the date of municipal elections, the nomination of candidates and the preparation of the electoral list;

8. To readjust the yearly indemnities and allowances for the mayor and aldermen;

9. To authorize to adopt by-laws respecting zoning in the annexed areas without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

10. To provide for the amendment of the existing zoning by-law within two years of the putting into force of this act without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

11. To authorize amendments to some loan by-laws in order to achieve a fairer basis of the special taxation levied against some property owners.

12. To authorize loans up to an amount equal to the annuities on the debt without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

13. To authorize to keep some fines collected by the City;

14. To authorize to enter into agreement with other municipal bodies respecting recreational activities;

15. For any other purpose.

Levis, February 15, 1968.

GERMAIN, THIBAUDEAU & LESAGE.

23476-8-4-o *Attorneys for the City.*

La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel

Avis est par les présentes donné que Nicholas Stavrides, de ville Mont-Royal, Arthanasios Kalpakis, de ville Saint-Laurent, Alexandros Zimakas, de ville Mont-Royal, Michael Argyrakis, de la cité de Montréal, Athanasios Pappas, de la ville de Beaconsfield, James Kaloheretis, de la ville de Pierrefonds, Andrew Polatos, de la cité de Laprairie, Themistoclis Manolakos, de la cité de Laval, James School, de la cité de Montréal, Christos Theophilos, de la cité de Montréal, et John Cheretis, de ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'adopter une loi se constituant en corporation ecclésiastique sous le nom en français, de « La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel », et en anglais, « The Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel ».

Montreal, le 12 février, 1968.

Le procureur des pétitionnaires,

23394-7-4-o GEORGE A. BEY.

Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel

Notice is hereby given that Nicholas Stavrides, of the town of Mount Royal, Athanasios Kalpakis, of the city of Saint Laurent, Alexandros Zimakas, of the town of Mount Royal, Michael Argyrakis, of the city of Montreal, Athanasios Pappas, of the city of Beaconsfield, James Kaloheretis, of the city of Pierrefonds, Andrew Polatos of the city of Laprairie, Themistoclis Manolakos, of the city of Laval, James School, of the city of Montreal, Christos Theophilos, of the city of Montreal and John Cheretis, of the city of Saint Laurent, and all of the district of Montreal will apply to the legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to constitute an Ecclesiastical Corporation under the name of "Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel" in English and "La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel" in French.

Montreal, February 12, 1968.

GEORGE A. BEY,

23394-7-4-o *Solicitor for the Applicants.*

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Avis est donné que Paul-André Robitaille, de Courville, Daniel Leclerc, de Villeneuve, Jacques Simoneau, de Giffard, Guy Ferland, de Sillery, Roger Gauvin de Vanier, Louis-Jacques Laflamme, de Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, de Les Saules, Robert Légaré, de Charlesbourg, Paul-André Cantin, de Loretteville et Roland Miller, de l'Ancienne Lorette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'un projet de loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », en français, et de « The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec », en anglais.

Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23131-6-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Notice is hereby given that Paul-André Robitaille from Courville, Daniel Leclerc, from Villeneuve, Jacques Simoneau, from Giffard, Guy Ferland, from Sillery, Roger Gauvin, from Vanier, Louis-Jacques Laflamme from Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, from Les Saules, Robert Légaré, from Charlesbourg, Paul-André Cantin, from Loretteville and Roland Miller, from l'Ancienne Lorette will apply to the Legislative of the province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec", in french, and "The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec, in english.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
23131-6-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Ville de Dollard des Ormeaux

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Ville de Dollard des Ormeaux », s'adressera à la Législature de Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 8-9, Elizabeth II, chapitre 160, aux fins suivantes:

1° Permettre l'installation des fils sous et au-dessus du sol, avec leurs accessoires, qu'ils appartiennent ou non à la municipalité, sur une lisière de terrain ayant cinq pieds de largeur longeant l'arrière et les côtés des lots subdivisés de la municipalité.

2° Statuer que les taxes municipales et scolaires doivent être payées au préalable avant l'approbation de tout plan de subdivision ou de revision ou de toute annulation dans le livre de renvoi.

3° Permettre non seulement aux propriétaires d'immeubles mais aussi à leurs conjoints de se présenter comme maire ou échevin et à voter dans de telles élections et réduire la valeur immobilière des candidats à $1,000.

4° Permettre que les comités permanents ou spéciaux soient composés non seulement de membres du Conseil mais d'autres personnes de même.

5° Permettre au Conseil d'établir et maintenir des antennes communautaires de télévision ou de radio, pour les besoins publics ou ceux des particuliers ou corporations désirant s'en servir dans leurs maisons, bâtiments ou établissements.

6° Enlever le montant maximum de $1,500 que le Conseil municipal peut voter et payer pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres récréatifs et l'organisation de jeux et de sports.

7° Augmenter à dix le nombre d'électeurs-propriétaires présents et habiles à voter sur un règlement d'urbanisme ou de construction ou sur son amendement qui peuvent exiger un référendum.

8° Augmenter à quarante le nombre d'électeurs présents et habiles à voter sur un règlement d'emprunt à une assemblée d'électeurs-propriétaires qui peuvent exiger un référendum.

9° Et pour toutes autres fins.

Ville de Dollard des Ormeaux, le 22 février 1968.

Les procureurs de la requérante,
DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
23580-9-4-o & JOHNSTON.

Town of Dollard des Ormeaux

Public notice is hereby given that the corporation of the "Town of Dollard des Ormeaux", will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 15-16, George VI, chapter 98, for the following purposes:

1. To permit the installation of overhead and underground wires with their accessories, whether they belong to the municipality or to others, over and along a strip of land five feet wide along the side and rear lines of subdivided lots.

2. To provide that municipal and school taxes must first be paid before the approval of any subdivision or redivision plan or annulment in the book of reference.

3. To permit not only owners of real estate but also their consorts to run for the office of mayor or alderman and to vote in such elections and the real estate equity of candidates be reduced to $1,000.

4. To permit permanent or special committees to be composed not only of members of council but of others as well.

5. To enable council to establish and maintain community television or radio aerials for the needs of the public or of individuals or corporations wishing to make use thereof in their homes, buildings or establishments.

6. To remove the $1,500 maximum amount which council may vote and pay out for the encouragement of arts and sciences, the establishment of recreational centres and the organization of games and sports.

7. To increase to ten the number of property-owners present and qualified to vote on a zoning or building by-law or amendment required to demand a referendum.

8. To increase to forty the number of electors present and qualified to vote on a loan by-law at a meeting of elector-proprietors required to demand a referendum.

9. And for all other purposes.

Town of Dollard des Ormeaux, this 22nd day of February, 1968.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
& JOHNSTON,
23580-9-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Shawinigan

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Shawinigan » s'adressera à la Législature lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 8, Edouard VII, chapitre 95, aux fins suivantes:

1° Amender pour la cité de Shawinigan l'article 527 de la loi des cités et villes.

2° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de décréter la construction d'édifices pour fins de stationnement de véhicules automobiles, d'emprunter pour cette fin, de prélever une taxe spéciale pour garantir le remboursement de l'emprunt.

3° Amender sa charte, quant à la rémunération du maire et des échevins.

4° Amender sa charte quant au mode d'élection des échevins.

5° Amender sa charte concernant le droit de ne plus rendre appliquable pour la cité la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux.

6° Amender sa charte concernant le droit pour la cité de taxer les appareils de vente distributeurs de liqueurs douces.

7° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de rendre exécutoire dans tous les districts judiciaires les mandats d'emprisonnement émis par la Cour municipale;
et pour toutes autres fins.

Shawinigan, le 30 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
23397-7-4-o CLAUDE GÉLINAS.

City of Shawinigan

Public notice is hereby given that the corporation of the "City of Shawinigan" will apply to the Legislature at its present session to seek the adoption of an act amending its charter, Act 8, Edward VII, chapter 95, for the following purposes:

1. To amend section 527 of the Cities and Towns Act for the city of Shawinigan.

2. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to order the construction of buildings for the parking of motor vehicles, to borrow for this purpose, to levy a special tax to guarantee the reimbursement of the loan.

3. To amend its charter with respect to payment of the mayor and aldermen.

4. To amend its charter with respect to the manner of electing the aldermen.

5. To amend its charter concerning the right to withdraw application, for the city, of the Municipal Officers Dismissal Act.

6. To amend its charter with respect to the city's right to tax softdrink vending machines.

7. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to enforce, in all judicial districts, prison mandates issued by the Municipal Court;
and for all other purposes:

Shawinigan, January 30, 1968.

CLAUDE GÉLINAS,
23397-7-4-o *Attorney for the Petitioner.*

La Ville de Hampstead

Avis public est, par les présentes, donné que « La Ville de Hampstead » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 4 George V, chapitre 94 et ses amendements, aux fins suivantes: abroger les articles 1 et 3 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, abroger les articles 13, 24, 25, 26 et 27 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 88, amender l'article 2 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, augmenter le droit de passage pour l'installation des fils, enfin ratifier la vente faite par la ville, à la suite de son acquisition d'un terrain de Realty Securities Limited, le 16 février 1926, sous le No 9935 des minutes du notaire E. Godin, et pour autres fins.

Montréal le 12 février 1968.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
23365-7-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

Town of Hampstead

Public notice is hereby given that the "Town of Hampstead" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 4 George V, chapter 94 and its amendments, as follows: to repeal sections 1 and 3 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to repeal sections 13, 24, 25, 26 and 27 of the Act 7-8 Elizabeth II chapter 88, to amend section 2 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to increase the right-of-way for the installation of wires and, to ratify the Deed of sale of lots 80-163-2 and 80-164-1 acquired from Realty Securities Limited, said deed executed before E. Godin, Notary, on February 16, 1926, under No. 9935, and for other purposes.

Montreal, February 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
23365-7-4-o *Attorneys.*

Cité de Côte Saint-Luc

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Côte Saint-Luc » s'adressera à la Législature de Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16, George VI, chapitre 98, aux fins suivantes:

1° Permettre l'installation de fils sous et au-dessus du sol, avec leurs accessoires, qu'ils appartiennent ou non à la municipalité, sur une lisière de terrain ayant cinq pieds de largeur longeant l'arrière et les côtes des lots subdivisés de la municipalité.

City of Côte Saint-Luc

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Côte Saint-Luc", will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 15-16, George VI, chapter 98, for the following purposes:

1. To permit the installation of overhead and underground wires with their accessories, whether they belong to the Municipality or to others, over and along a strip of land five feet wide along the side and rear lines of subdivided lots.

2° Statuer que les taxes municipales et scolaires doivent être payées au préalable avant l'approbation de tout plan de subdivision ou de revision ou de toute annulation dans le livre de renvoi.

3° Permettre non seulement aux propriétaires d'immeubles mais aussi à leurs conjoints de se présenter comme maire ou échevin et à voter dans de telles élections et réduire la valeur immobilière des candidats à $1,000.

4° Permettre que les comités permanents ou spéciaux soient composés non seulement de membres du Conseil mais d'autres personnes de même.

5° Permettre au Conseil d'établir et maintenir des antennes communautaires de télévision ou de radio, pour les besoins publics ou ceux des particuliers ou corporations désirant s'en servir dans leurs maisons, bâtiments ou établissements.

6° Enlever le montant maximum de $1,500 que le Conseil municipal peut voter et payer pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres récréatifs et l'organisation de jeux et de sports.

7° Et pour toutes autres fins.

Cité de Côte Saint-Luc, le 22 février 1968.

Les procureurs de la requérante,
DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON.

23579-9-4-o

2. To provide that municipal and school taxes must first be paid before the approval of any subdivision or redivision plan or annulment in the book of reference.

3. To permit not only owners of real estate but also their consorts to run for the office of Mayor or Alderman and to vote in such elections and the real estate equity of candidates be reduced to $1,000.

4. To permit permanent or special committees to be composed not only of Members of Council but of others as well.

5. To enable council to establish and maintain community television or radio aerials for the needs of the public or of individuals or corporations wishing to make use thereof in their homes, buildings or establishments.

6. To remove the $1,500 maximum amount which council may vote and pay out for the encouragement of arts and sciences, the establishment of recreational centres and the organization of games and sports.

7. And for all other purposes.

City of Côte Saint-Luc, this February 22, 1968.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON,
Attorneys for Petitioner.

23579-9-4-o

Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec
Corporation of Chartered Appraisers of Quebec

Avis est par les présentes donné que Patrick Nolan, Léopold (Paul) Martin, Gaston Bertrand, Yves Simard, Yvon Lanthier, Raymond Allard, Guy Huot, Jacques Filion, Yvon Bock et Pierre Dalcourt, de la cité de Montréal, Louis Talbot, Jean-Claude Simoneau et Jean Cannone, de la cité de Québec, Jacques Besré, Claude Dupont et Jean-Guy Martel, de la cité de Sherbrooke, Lincoln W. North, de la cité de Westmount, Jean-Jacques Lacroix, de la cité de Trois-Rivières, et Yves Lachapelle, de Ville Laval, tous spécialisés pour fins d'évaluation, s'adresseront à la législature de la province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, ainsi que les personnes qui en deviendront subséquemment membres, sous le nom de « Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec », en français, et « Corporation of Chartered Appraisers of Quebec », en anglais, et ce, pour les objets suivants:

Protéger le public en lui assurant les meilleurs services possibles, promouvoir la dignité et l'honneur de ses membres, développer leur aptitude, réglementer leur discipline et leur conduite professionnelle, leur donner l'opportunité d'exprimer leurs opinions sur toutes questions concernant ou affectant leur profession, prescrire le degré de compétence et l'examen requis pour l'admission à la profession, dispenser l'enseignement nécessaire ou y pourvoir. Ladite corporation aura tous les pouvoirs, drois et privilèges d'une corporation civile ordinaire et, notamment, ceux nécessaires à son administration et à la conduite et à la gestion de ses affaires.

Québec, ce 21ième jour de février 1968.

Les procureurs des pétitionnaires,
JACQUES MARQUIS, C.R.
RENÉ C. ALARY.

23578-9-4-o

Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec
Corporation of Chartered Appraisers of Quebec

Notice is hereby given that Patrick Nolan, Léopold (Paul) Martin, Gaston Bertrand, Yves Simard, Yvon Lanthier, Raymond Allard, Guy Huot, Jacques Filion, Yvon Bock and Pierre Dalcourt, of the city of Montreal, Louis Talbot, Jean-Claude Simoneau and Jean Cannone, of the city of Quebec, Jacques Besré, Claude Dupont and Jean-Guy Martel, of the city of Sherbrooke, Lincoln W. North, of the city of Westmount, Jean-Jacques Lacroix, of the city of Trois-Rivières, and Yves Lachapelle, of Ville Laval, all specialists in appraising, will apply to the Quebec Provincial Legislature, at its present session, to request the adoption of an Act to incorporate them, as well as those persons who shall become members subsequently, under the name of "Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec" in French, and "Corporation of Chartered Appraisers of Quebec" in English, and such, for the following purposes:

To protect the public by assuring it the best possible service, to promote the dignity and honour of its members, to develop their aptitude, to make rulings on their discipline and professional conduct, to give them the opportunity to express their opinions on all questions concerning or affecting their profession, to prescribe the degree of competence and the examination required for admission to the profession, to dispense the necessary teaching or to provide therefor. The said corporation will have all the powers, rights and privileges of an ordinary civil corporation, and, notably, those necessary for their administration and the running and management of its affairs.

Quebec, this 21st day of February, 1968.

JACQUES MARQUIS, Q.C.,
RENÉ C. ALARY,
Attorneys for the Petitioners.

23578-9-4

Associations coopératives

Association coopérative des travailleurs de Chibougamau

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des travailleurs de Chibougamau ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Chibougamau, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

Québec, le 23 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

23582-o LUCIEN DARVEAU.

Coopérative de transport de l'Ile-aux-Coudres, Association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative de transport de l'Ile-aux-Coudres, Association coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à L'Ile-aux-Coudres, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

Québec, le 23 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

23583-o LUCIEN DARVEAU.

Cooperative Associations

Association coopérative des travailleurs de Chibougamau

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is heregy given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative des travailleurs de Chibougamau".

The head office of this cooperative association is situated at Chibougamau, Quebec, in the electoral district of Abitibi-East.

Quebec, February 23, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

23582

Coopérative de transport de l'Ile-aux-Coudres, Association coopérative

(*Coopérative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Coopérative de transport de l'Ile-aux-Coudres, Association coopérative".

The head office of this cooperative association is situated at L'Ile-aux-Coudres, Quebec, in the electoral district of Charlevoix.

Quebec, February 23, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

23583

Avis divers

Herman Bernard Korsonsky

Avis est par es présentes donné que Herman Bernard Korsonsky, gérant de bureau, domicilié à 4694, rue De la Peltrie, de la cité et du district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Germain Carson, ledit changement concernant également son épouse née Marcelle Baruch, et ses filles mineures, Viviane Korsonsky et Claudette Korsonsky, toutes domici iées au même endroit.

Montréal, le 16 février 1968.

Le procureur du demandeur,

23458-8-2-o MAX COBLENTZ, C P.

Elliot Lifshitz

Avis est donné que M. Elliot Lifshitz demeurant au 2820, Willowdale, ville de Montréal, présente auprès du secrétaire de la province la requête du changement de son nom en celui de Elliot Lifson.

23459-8-2-o

Judith Emily Coull

Avis est donné que Dame « Judith Emily Coull », conférencière, de 3500, rue Mountain, appartement 16, en les ville et district de Montréal, en la province de Québec, a l'intention de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de Judith Emily Adamson, conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, 2 mars 1968.

Le procureur de la requérante,

23599-9-2 SAM GOLDWATER, avocat.

Miscellaneous Notices

Herman Bernard Korsonsky

Notice is hereby given that Herman Bernard Korsonsky, office manager, residing at 4694 De la Peltrie Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Germain Carson, said change of name shall also benefit his wife, nee Marcelle Baruch, and his minor daughters, Viviane Korsonsky and Claudette Korsonsky, all of the same address.

Montreal, February 16, 1968

MAX COBLENTZ, Q.C.,
23458-8-2-o *Attorney for the Applicant*

Elliot Lifshitz

Notice is hereby given that Mr. Elliot Lifshitz, residing at 2820 Willowdale, city of Montreal, is applying to the Provincial Secretary for leave to change his name to that of Elliot Lifson.

23459-8-2-o

Judith Emily Coull

Notice is hereby given that Dame "Judith Emily Coull", lecturer, of 3500 Mountain Street, apartment 16, in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of her name to Judith Emily Adamson, pursuant to the provisions of the change of name Act.

Montreal, March 2, 1968.

SAM GOLDWATER, advocate,
23599-9-2-o *Attorney for the petitioner.*

Martin Richard Schwartz

Avis est par les présentes donné que Martin Richard Schwartz, fait application à l'honorable Secrétaire provincial de Québec pour le changement de son nom à Martin Richard Schwarz, le tout selon la Loi.

Montréal, le 13 février 1968.

Le procureur de l'applicant,
23520-9-2-o BORIS GARMAISE.

Martin Richard Schwartz

Notice is given that Martin Richard Schwartz, is making application to the Honourable Provincial Secretary of Quebec to change his name to Martin Richard Schwarz; the whole according to law.

Montreal, February 13 1968.

BORIS GARMAISE,
23520-9-2-o *Attorney for Applicant.*

Conseil Granby No 1093 des Chevaliers de Colomb de Granby inc.

Le « Conseil Granby No 1093 des Chevaliers de Colomb de Granby Inc. », 76 Dufferin, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 12 février 1968, Granby 12 février 1968.

Le grand chevalier,
BERTRAND DUHAMEL.
Le secrétaire-archiviste,
23544-o YVON DESGRANGES.

Council Granby No 1093 of the Knights of Columbus of Granby Inc.

The "Council Granby No. 1093 of the Knights of Columbus of Granby Inc.", 76, Dufferin, hereby gives notices that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Colombus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from February 12, 1968, Granby, February 12, 1968.

BERTRAND DUHAMEL,
Grand Knight.
YVON DESGRANGES,
23544 *Recorder.*

Conseil No 4296 des Chevaliers de Colomb de St-Édouard

Dans l'avis publié dans le numéro 20 de la *Gazette officielle de Québec*, du 20 mai 1967, à la page 3202, au lieu de « Chevaliers de Colomb de St-Édouard, Conseil 4296 », on doit lire « Conseil No 4296 des Chevaliers de Colomb de St-Édouard ».
23518-o

Council No. 4296 of the Knights of Columbus of St-Édouard

In the notice published in the number 20 of the *Quebec Official Gazette*, of May 20, 1967, on page 3202, instead of "Knights of Columbus of St-Édouard. Council 4296", we must read "Council No. 4296 of the Knights of Columbus of St-Édouard".
23518

Nelson Chaim

Avis est par les présentes donné que « Nelson Chaim », résidant au 11245 James Morrice, Montréal 12, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom en celui de Robert Nelson Chaim.
23598-9-2-o

Nelson Chaim

Notice is hereby given that "Nelson Chaim", residing at 11245 James Morrice, Montreal 12, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a decree changing his name into that of Robert Nelson Chaim.
23598-9-2

Joseph Lucien Georges Adrien Tremblay

Avis est par les présentes donné que Joseph Lucien Georges Adrien Tremblay, domicilié à Chambord, présentera au secrétaire de la province une requête pour changer son nom en celui de Joseph Lucien Adrien Georges Gauthier et que ce changement de nom concernera également ses enfants mineurs, Michel, Lilly, Dominique et André, ainsi que son épouse, Cécile Archambault.

Québec, le 22 février 1968.

J.-GEORGES TREMBLAY
23630-9-2-o dit GAUTHIER.

Joseph Lucien Georges Adrien Tremblay

Notice is hereby given that Joseph Lucien Georges Adrien Tremblay, domiciled at Chambord, will apply to the Provincial Secretary for the change of his name to Joseph Lucien Adrien Georges Gauthier, said change to effect his minor children, Michel, Lilly, Dominique and André, and also his wife, Cécile Archambault.

Quebec, February 22, 1968.

J.-GEORGES TREMBLAY,
23630-9-2-o dit GAUTHIER.

Peter Moses Kirshenblat

Avis est donné que Peter Moses Kirshenblat (autrement connu comme Peter Morris Kirsh) vendeur, résidant à 4400, rue Bourret, appartement 105, Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Peter Morris Kirsh.

D'autres personnes dont les noms seraient changés sont: Dame Irène Abboudi, épouse du requérant, résidant avec lui à la même adresse.

Montréal, 22 février 1968.

Les procureurs du requérant,
23631-9-2 COHEN, LEITHMAN & KAUFMAN.

Peter Moses Kirshenblat

Notice is hereby given that Peter Moses Kirshenblat (otherwise known as Peter Morris Kirsh) salesman, residing at 4400 Bourret Street, apartment 105, Montreal, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Peter Morris Kirsh.

Other persons whose names would be changed are: Dame Irene Abboudi, wife of the applicant, residing with the applicant at the same address.

Montreal, February 22, 1968.

COHEN, LEITHMAN & KAUFMAN,
23631-9-2-o *Attorneys for applicant.*

Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal

Avis de rachat

Obligations de 6 5/8% du fonds d'amortissement datées du 1er avril 1967, échéance le 1er avril 1992.

Avis est par les présentes donné aux détenteurs des obligations de 6 5/8% du fonds d'amortissement du « Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal », datées du 1er avril 1967, échéant le 1er avril 1992 que, conformément aux dispositions énoncées dans lesdites obligations et sous l'autorité de la résolution dudit Bureau passée le 28 février 1967 et au chapitre 171 des Statuts refondus de Québec, 1964, les obligations suivantes s'élevant à la somme principale globale de quarante et un mille dollars ($41,000) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations d'une valeur de $5,000 portant les numéros: YVM 001, YVM 002, YVM 003 YVM 004, YVM 005.

Les obligations d'une valeur de $1,000 numérotées: YM 001, YM 002, YM 003, YM 004, YM 005, YM 006, YM 007, YM 008, YM 009, YM 010, YM 011, YM 012, YM 013, YM 014, YM 015, YM 016.

sont par les présentes appelées pour rachat le 1er avril 1968 pour les fins du fond d'amortissement à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à ladite date de rachat.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale des États-Unis d'Amérique à « The Royal Bank of Canada Trust Company » ou à « The Bank of Montreal Trust Company », en la cité de New York, New York, États-Unis d'Amérique, au choix du détenteur, sur présentation et livraison desdites obligations, avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant le 1er avril 1968. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur lesdites obligations cessera à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêt devant s'accroître après ladite date deviendront nuls et sans valeur.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT JAPP.

23502

The Protestant School Board of Greater Montreal

Notice of redemption

6 5/8% Sinking Fund Bonds dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992.

Notice is hereby given to the holders of the 6 5/8% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on February 28, 1967 and of chapter 171 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, the following bonds aggregating in principal amount forty-one thousand Dollars ($41,000) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of $5,000 numbered: YVM 001, YVM 002, YVM 003, YVM 004, YVM 005.

Bonds of the denomination of $1,000 numbered: YM 001, YM 002, YM 003, YM 004, YM 005 YM 006, YM 007, YM 008, YM 009, YM 010, YM 011, YM 012, YM 013, YM 014, YM 015, YM 016.

are hereby called for redemption on April 1, 1968 for sinking fund purposes at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America at The Royal Bank of Canada Trust Company or The Bank of Montreal Trust Company in the city of New York, New York, United States of America at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after April 1, 1968 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1968.

ROBERT JAPP,
Secretary-Treasurer.

23502-o

Chartes — Abandon de

Marvinda Corp.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies « Marvinda Corp. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
MALPERIN & MORRIS.

23547

Vina Construction Corp.

Prenez avis que la compagnie « Vina Construction Corp. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER & GLAZER.

23548-o

Charters — Surrender of

Marvinda Corp.

Notice is hereby given that under the provisions of the Companies Act that "Marvinda Corp.", will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, February 21, 1968.

MALPERIN & MORRIS,
Attorneys for the company,

23547-o

Vina Construction Corp.

Take notice that "Vina Construction Corp.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, February 21, 1968.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER & GLAZER,
Attorneys for the company.

23548-o

Beique & Murphy Inc.

Avis est par les présentes donné que « Beique & Murphy Inc. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal demandera au Secrétaire de la province de Québec l'autorisation de renoncer à sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

Le président,
23521-o F. P. BEIQUE.

Corporation Bienvenu

Avis est par les présentes donné que « Corporation Bienvenu », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au Secrétaire de la province de Québec, l'autorisation de renoncer à sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23522-o GUILLAUME GEOFFRION.

Laurier Auto Inc.

Prenez avis que la compagnie « Laurier Auto Inc. », dont le siège social est à Saint-Hyacinthe, Province de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 2e jour de février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23523-o NICHOLS & ROBERT.

West Corporation

Avis est par les présentes donné que « West Corporation », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal demandera au secrétaire de la province de Québec l'autorisation de renoncer à sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 20ème jour de février 1968.

Le secrétaire,
23524-o GUILLAUME GEOFFRION.

Fontaine de Trevi inc.
Fountain of Trevi Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Fontaine de Trevi inc.— Fountain of Trevi Inc. », s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation d'icelle, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 7 février 1968.

Le président,
23545 GÉRALD DAOUSSIS.

Pal Construction & Equipment Inc.

Prenez avis que « Pal Construction & Equipment Inc. », demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner ses chartes et lettres patentes.

Québec, le 19 février 1968.

Vraie copie.

Les procureurs de la requérante,
23557-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Beique & Murphy Inc.

Notice is hereby given that "Beique & Murphy Inc.", a company constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will make application to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this 20th day of February, 1968.

F. P. BEIQUE,
23521 *President.*

Corporation Bienvenu

Notice is hereby given that "Corporation Bienvenu", a company constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will make application to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this 20th day of February 1968.

GUILLAUME GEOFFRION,
23522 *Secretary.*

Laurier Auto Inc.

Take notice that "Laurier Auto Inc.", which has its head office in St-Hyacinthe, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the Provisions of the Companies Act.

Dated at St-Hyacinthe, this 2nd day of February 1968.

NICHOLS & ROBERT,
23523 *Attorneys for the company.*

West Corporation

Notice is hereby given that "West Corporation", a company constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will make application to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this 20th day of February, 1968.

GUILLAUME GEOFFRION,
23524 *Secretary.*

Fontaine de Trevi inc.
Fountain of Trevi Inc.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Fontaine de Trevi inc.— Fountain of Trevi Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Secretary of the Province for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from the date to be fixed by him.

Montreal, February 7, 1968.

GÉRALD DAOUSSIS,
23545-o *President.*

Pal Construction & Equipment Inc.

Take notice that "Pal Construction & Equipment Inc.", will apply to the Secretary of the province of Quebec for the surrender of its charter and letters patent.

Quebec, February 19, 1968.

A true copy.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
23557-o *Attorneys for the petitioner.*

Granby Residential Center Inc.

Avis est donné que « Granby Residential Center Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23546 BENJAMIN GRUSZKA.

Granby Residential Center Inc.

Notice is hereby given that "Granby Residential Center Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1968.

BENJAXIN GRUSZKA,
23546-o *Secretary.*

Able Investment Corporation

Avis est donné que « Able Investment Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Dorval, Québec, ce 20e jour de février 1968.

Les procureurs du requérant,
23560 MM. AMARON ET STEAD.

Able Investment Corporation

Notice is hereby given that "Able Investment Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Dorval, Quebec, this 20th day of February, 1968.

MM. AMARON AND STEAD,
23560-o *Attorneys for the Applicant.*

Allcan Bureau of Investigation Inc.

Avis est par les présentes donné que « Allcan Bureau of Investigation Inc. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Mont-Royal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23561 ANN DAVIES.

Allcan Bureau of Investigation Inc.

Notice is hereby given that "Allcan Bureau of Investigation Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the town of Mount Royal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of February, 1968.

ANN DAVIES,
23561-o *Secretary.*

Builders Mart Inc.

Avis est donné que la compagnie « Builders Mart Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 7 octobre 1957, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 13 février 1968.

Le secrétaire,
23563 PETER WERTHEIMER.

Builders Mart Inc.

Notice is hereby given that "Builders Mart Inc.", incorporated by letters patent dated October 7, 1957, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 13, 1968.

PETER WERTHEIMER,
23563-o *Secretary.*

Dandy Auto Parts Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dandy Auto Parts Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 18 septembre 1961, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 13 février 1968.

Le secrétaire,
23566 WILLIAM WERTHEIMER.

Dandy Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that "Dandy Auto Parts Inc.", incorporated by letters Patent dated September 18, 1961, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 13, 1968.

WILLIAM WERTHEIMER,
23566-o *Secretary.*

Isab Realties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Isab Realties Inc. », demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 15e jour de février, 1968.

Le secrétaire,
23567-o SAM FERSTMAN, JR.

Isab Realties Inc.

Notice is hereby given that "Isab Realties Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1968.

SAM FERSTMAN, JR.,
23567-o *Secretary.*

Artistic Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Artistic Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de décembre 1967.

Le secrétaire,
MEYER RUBINFELD.

23562

Artistic Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Artistic Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1967.

MEYER RUBINFELD,
Secretary.

23562-o

Côte des Neiges Refreshment Service Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, telle qu'amendée, « Côte des Neiges Refreshment Service Limited », s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir l'abandon de sa charte, que l'annulation d'icelle soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle, elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., 22 février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
CATE, OGILVY, BISHOP,
PORTEOUS ET HANSARD.

23564

Côte des Neiges Refreshment Service Limited

Under the provisions of the Companies Act, as amended, "Côte des Neiges Refreshment Service Limited", hareby gives notice that it will make application to the Honourable the Provincial Secretary of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., February 22, 1968.

CATE, OGILVY, BISHOP,
PORTEOUS AND HANSARD,
Attorneys for the Company.

23564-o

Crete ltée-Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Crete ltée-Ltd. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Grand'Mère, comté de Laviolette, district de St-Maurice, fera application au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Grand'Mère, ce 25e jour de janvier 1968.

Le secrétaire,
PAULINE D. SINCLAIR.

23565-o

Crete ltée-Ltd.

Notice is hereby given that "Crete ltée-Ltd.", corporation constituted under the Companies Act, having its head office at Grand'Mère, county of Laviolette, district of St-Maurice, will apply to the Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Grand'Mère, this 25th day of January, 1968.

PAULINE D. SINCLAIR,
Secretary.

23565-o

Macbro Peppi Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Macbro Peppi Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de St-Lambert, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
BUCHANAN, MCALLISTER,
BLAKELY & HAM.

23568-o

Macbro Peppi Ltd.

Notice is hereby given that "Macbro Peppi Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of St. Lambert, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1968.

BUCHANAN, MCALLISTER,
BLAKELY & HAM,
Attorneys for the Company.

23568-o

Pergol Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que « Pergol Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

23569

Pergol Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Pergol Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of February, 1968.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
Attorneys for the Company.

23569

The Pruth Mining Investment Company

Avis est donné que « The Pruth Mining Investment Company », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de février 1968.

Le procureur de la pétitionnaire,
23570 N. NASADIUK, avocat.

T. C. Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que « T. C. Construction Inc. », compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies et ayant sa principale place d'affaires au numéro 9810 rue St-Denis, dans les cité et district de Montréal, province de Québec, demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies.

Signé à Montréal, ce 22e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23571-o JAMES T. CLARK.

Wertheimer Iron Works Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Wertheimer Iron Works Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 5 mai 1961, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 13 février 1968.

Le secrétaire,
23572 PETER WERTHEIMER.

Worth-Mor Auto Parts Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Worth-Mor Auto Parts Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 2 novembre 1961, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 13 février 1968.

Le secrétaire,
23573 WILLIAM WERTHEIMER.

Central Photo Supply Limited

Avis est par la présente donné que « Central Photo Supply Limited », une corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal dans Montréal, district de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 22 janvier 1968.

(Sceau) *Le président,*
23634-o BERNARD GRALNICK.

Placements P. & C. Investments Inc.

Avis est donné que « Placements P. & C. Investments Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 2 mars 1968.

Les notaires,
23635-o MARTEL & BOULANGER.

The Pruth Mining Investment Company

Notice is hereby given that "The Pruth Mining Investment Company", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of February, 1968.

N. NASADIUK, advocate,
23570-o *Attorney for the petitioner.*

T. C. Construction Inc.

Notice is hereby given that "T. C. Construction Inc.", a company incorporated under the Part I of the Companies' Act, having its head office at 9810 St. Denis Street, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Signed at Montreal, this 22nd day of January 1968.

(Seal) JAMES T. CLARK,
23571-o *Secretary.*

Wertheimer Iron Works Ltd.

Notice is hereby given that "Wertheimer Iron Works Ltd.", incorporated by letters patent dated May 5, 1961 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 13, 1968.

PETER WERTHEIMER,
23572-o *Secretary.*

Worth-Mor Auto Parts Ltd.

Notice is hereby given that "Worth-Mor Auto Parts Ltd.", incorporated by letters patent dated November 2, 1961 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 13, 1968.

WILLIAM WERTHEIMER,
23573-o *Secretary.*

Central Photo Supply Limited

Notice is hereby given that "Central Photo Supply Limited", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, January 22, 1968.

(Seal) BERNARD GRALNICK,
23634-o *President.*

Placements P. & C. Investments Inc.

Notice is hereby given that "Placements P. & C. Investments Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the Companies Act.

Montreal, March 2, 1968.

MARTEL & BOULANGER,
23635-o *Notaries.*

Collège Commercial Cordeau — Longueuil inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Collège Commercial Cordeau — Longueuil inc. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social à Longueuil, province de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Signé à Montréal, ce 26e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23612-o MARC E. CORDEAU.

Cordeau — Longueuil Business School inc.

Notice is hereby given that "Cordeau-Longueuil Business School inc.", a company duly incorporated under the Companies Act (Quebec) and having its head office in Longueuil, Province of Quebec, will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Signed at Montreal, this 26th day of February, 1968.

MARC E. CORDEAU,
23612-o *Secretary.*

Prose Investment Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Prose Investment Ltd. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23613 JEAN QUINT.

Prose Investment Ltd.

Notice is hereby given that "Prose Investment Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of February, 1968.

JEAN QUINT,
23613-o *Secretary.*

Brighton Developments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Brighton Developments Ltd. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de ladite Loi.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février 1968.

Les procureurs de la requérante,
23632 GREENBLATT, GODINSKI & RESIN.

Brighton Developments Ltd.

Notice is hereby given that "Brighton Developments Ltd." a Corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1968.

GREENBLATT, GODINSKI & RESIN,
23632-o *Attorneys for Petitioner.*

Cameo Theatre Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cameo Theatre Inc. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnie, et ayant son siège social en la ville de Montreal, Province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'octobre 1967.

Le président,
23633-o ANDRÉ CAPANDRITIS.

Cameo Theatre Inc.

Notice is hereby given that "Cameo Theatre Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the town of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Quebec Companis Act.

Dated at Montreal, this 28th day of October, 1967.

ANDRÉ CAPANDRITIS,
23633 *President.*

Tex Coulter Enterprises Inc.

Avis est donné que « Tex Coulter Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23640 NORMAN WEXELMAN.

Tex Coulter Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Tex Coulter Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1968.

(Seal) NORMAN WEXELMAN,
23640-o *Secretary.*

J. S. Distributors Ltd.

Avis est donné que « J. S. Distributors Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23641 LIONEL ZIMMERMAN.

J. S. Distributors Ltd.

Notice is hereby given that "J. S. Distributors Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1968.

(Seal) LIONEL ZIMMERMAN,
23641-o *Secretary.*

Cie Franco-Canadienne de Produits laitiers ltée
Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd.

Prenez avis que la compagnie: « Cie Franco-Canadienne de Produits laitiers ltée — Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
23638-o ME BERNARD TRUDEL, notaire.

Cie Franco-Canadienne de Produits laitiers ltée
Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Cie Franco-Canadienne de Produits laitiers ltée — Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME BERNARD TRUDEL, notary,
23638 *Attorney for the company.*

Divers
Compagnies

L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal

Avis est donné que « L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal", a changé le nombre de ses administrateurs de 29 à 3.

Le secrétaire,
ROGER CUSSON.
23525-o 4255-45

Bethel Bible School Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 février 1968, approuvé un nouvel article du règlement numéro 1 de la corporation « Bethel Bible School Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23527-o 13193-55

Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1968, approuvé le règlement numéro 1 des règlements généraux (articles 1 à 36 inclusivement dont l'article 12 augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 7) de la corporation « Centre de Loisirs de St-Adelphe inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23637-o 4731-66

Clairvue Construction, inc.

Avis est donné que la compagnie « Clairvue Construction, inc.", a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MME CATHERINE AUDET.
23528-o 3874-65

Miscellaneous
Companies

L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal

Notice is hereby given that "L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal" has changed the number of its directors from 29 to 3.

ROGER CUSSON,
Secretary.
23525 4255-45

Bethel Bible School Inc.

Notice if hereby given that the Provincial Secretary, on February 8, 1968, approved a new section of by-law number 1 of "Bethel Bible School Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23527 13193-55

Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 7, 1968, approved by-law number 1 of the general by-laws (sections 1 to 36 inclusively, one of which is section 12 increasing the number of its directors from 3 to 7) of "Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23637 4731-66

Clairvue Construction, inc.

Notice is hereby given that "Clairvue Construction, inc.", has changed the number of its directors, from 5 to 3.

MRS. CATHERINE AUDET,
Secretary.
23528 3874-65

L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1968, approuvé le règlement numéro III-A de « L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23526-o 4255-45

Candiac Golf & Country Club (1967) Limited
Le Club de Golf Candiac (1967) limitée

Avis est donné que la compagnie « Candiac Golf & Country Club (1967) Limited — Le Club de Golf Candiac (1967) limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 11.

Le Secrétaire,
DAVID CECCHINI.

23529-o 442-67.

Delta Explosives Ltd.

Avis est donné que « Delta Explosives Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
R. A. DUNFORD.

23530 14630-61

J. R. Deslauriers ltée

Avis est donné que la compagnie « J. R. Deslauriers ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
JACQUES DESLAURIERS.

23531-o 13666-56

Dolsan Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que « Dolsan Mines Ltd. », (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs, de 7 à 5.

Le secrétaire,
A. F. CASSELMAN.

23532 597-37

Les Entreprises Derou inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Derou inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MAURICE VINET.

23533-o 300-63

Gagnier, Fleury & associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Gagnier, Fleury & associés inc. » a fixé le nombre de ses administrateurs à 4.

Le secrétaire,
JACQUELINE GAGNIER BRUNET.

23534-o 302-68

Mechanical Contractors Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mechanical Contractors Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANNA G. CHARRON.

23535-o 16694-52

L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 7, 1968, approved by-law number III-A of "L'Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal — Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23526 4255-45

Candiac Golf & Country Club (1967) Limited
Le Club de Golf Candiac (1967) limitée

Notice is hereby given that "Candiac Golf & Country Club (1967) Limited — Le Club de Golf Candiac (1967) limitée", has changed the number of its directors from 4 to 11.

DAVID CECCHINI,
Secretary.

23529 442-67

Delta Explosives Ltd.

Notice is given that "Delta Explosives Ltd.", has changed the number of its directors from 7 to 5.

R. A. DUNFORD,
Secretary.

23530-o 14630-61

J. R. Deslauriers ltée

Notice is hereby given that "J. R. Deslauriers ltée", has changed the number of its directors from 3 to 7.

JACQUES DESLAURIERS,
Secretary.

23531 13666-56

Dolsan Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that "Dolsan Mines Ltd." (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 7 to 5.

A. F. CASSELMAN,
Secretary.

23532-o 597-37

Les Entreprises Derou inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Derou inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

MAURICE VINET,
Secretary.

23533 300-63

Gagnier, Fleury & associés inc.

Notice is hereby given that "Gagnier, Fleury & associés inc." has fixed the number of its directors at 4.

JACQUELINE GAGNIER BRUNET,
Secretary.

23534 302-68

Mechanical Contractors Ltd.

Notice is hereby given that "Mechanical Contractors Ltd." has changed the number of its directors, from 3 to 5.

ANNA G. CHARRON,
Secretary.

23535 16694-52

Les Mir Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Mir Construction inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le secrétaire,
RENÉ TREMBLAY.

23536-o 155-68

Magnus Poirier inc.

Avis est donné que la compagnie « Magnus Poirier inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
RAYMOND POIRIER.

23538-o 15493-59

Geo. Tanguay & Fils limitée

Avis est donné que la compagnie « Geo. Tanguay & Fils limitée », a fixé le nombre de ses administrateurs à 7.

Le président,
RONALD LIPPÉ.

23539-o 659-35

Trusco inc.

Avis est donné que la compagnie « Trusco inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

23540-o 882-65

Western Wheel Alignment Inc.

Avis est donné que « Western Wheel Alignment Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
MME FLEURETTE GRONDIN.

23541 4750-67

La Cie Placo inc.
The Placo Co. Inc.

Avis est donné que « La Cie Placo inc.— The Placo Co. Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 7.

Le secrétaire,
PAUL LACOURSIÈRE.

23550-o 11707-60

London House Products Limited

Avis est donné que la compagnie « London House Products Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
LÉO RHÉAUME.

23574-o 2401-34

Les Placements M. A. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements M. A. inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
MAURICE BRASSARD.

23575-o 4860-66

Club La Source inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 février 1968, approuvé les règlements généraux (articles 1 à 38 inclusivement) de la corporation « Club La Source inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23607-o 915-67

Les Mir Construction inc.

Notice is hereby given that "Les Mir Construction inc." has changed the number of its directors, from 7 to 9.

RENÉ TREMBLAY,
Secretary.

23536 155-68

Magnus Poirier inc.

Notice is hereby given that "Magnus Poirier inc.", has changed the number of its directors, from 6 to 4.

RAYMOND POIRIER,
Secretary.

23538 15493-59

Geo. Tanguay & Fils limitée

Notice is hereby given that "Geo. Tanguay & Fils limitée", has fixed the number of its directors to 7.

RONALD LIPPÉ,
President.

23539 659-35

Trusco inc.

Notice is given that "Trusco inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

23540 882-65

Western Wheel Alignment Inc.

Notice is given that "Western Wheel Alignment Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. FLEURETTE GRONDIN,
Secretary.

23541-o 4750-67

La Cie Placo inc.
The Placo Co. Inc.

Notice is hereby given that "La Cie Placo inc.— The Placo Co. Inc.", has changed the number of its directors, from 8 to 7.

PAUL LACOURSIÈRE,
Secretary.

23550 11707-60

London House Products Limited

Notice is given that "London House Products Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LÉO RHÉAUME,
Secretary-Treasurer.

23574-o 2401-34

Les Placements M. A. inc.

Notice is hereby given that "Les Placements M. A. inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

MAURICE BRASSARD,
Secretary.

23575 4860-66

Club La Source inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 21, 1968, approved the general by-laws (sections 1 to 38 inclusively) of the corporation "Club La Source inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23607 915-67

Abel Photo inc.

Avis est donné que la compagnie « Abel Photo inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le président,
ROBERT BEAUDOIN.

23602-o 1379-65

Atlas Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Atlas Transport inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23603-o 10231-62

L'Association des Ateliers d'Ébénisterie Architecturale Architectural Woodwork Shops Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 février 1968, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « L'Association des Ateliers d'Ébénisterie Architecturale — Architectural Woodwork Shops Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23604-o 2333-67

Bernard Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Bernard Transport inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23605-o 4767-64

Canada Bag & Belt Co. Ltd.

Avis est donné que « Canada Bag & Belt Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
MME GOLDA EPSTEIN.

23606 2502-41

Montreal Ballet Educators' Society Société Éducatrice du Ballet de Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 février 1968, approuvé le règlement numéro 15 de « Montreal Ballet Educators' Society — Société Éducatrice du Ballet de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23537-o 1386-66

Amelotte Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Amelotte Transport inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23614-o 710-63

Arrow Plastics Ltd.

Avis est donné que « Arrow Plastics Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
HAROLD LANDE.

23615 12602-58

Abel Photo inc.

Notice is hereby given that "Abel Photo inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROBERT BEAUDOIN,
President.

23602 1379-65

Atlas Transport inc.

Notice is hereby given that "Atlas Transport inc.", has changed the number of its directors, from 4 to 3.

MARCEL BERGERON,
Secretary.

23603 10231-62

L'Association des Ateliers d'Ébénisterie Architecturale Architectural Woodwork Shops Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 20, 1968, approved by-law numbers 1 and 2 of "L'Association des Ateliers d'Ébénisterie Architecturale — Architectural Woodwork Shops Association", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23604 2333-67

Bernard Transport inc.

Notice is hereby given that "Bernard Transport inc.", has changed the number of its directors, from 4 to 3.

MARCEL MERGERON,
Secretary.

23605 4767-64

Canada Bag & Belt Co. Ltd.

Notice is given that "Canada Bag & Belt Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. GOLDA EPSTEIN,
Secretary.

23606-o 2502-41

Montreal Ballet Educators' Society Société Éducatrice du Ballet de Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 16, 1968, approved the by-law number 15 of "Montreal Ballet Educators' Society — Société Éducatrice du Ballet de Montréal", and such, pursuant to section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23537 1386-66

Amelotte Transport inc.

Notice is given that "Amelotte Transport inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARCEL BERGERON,
Secretary.

23614 710-63

Arrown Plastics Ltd.

Notice is given that "Arrown Plastics Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

HAROLD LANDE,
Secretary.

23615-o 12602-58

Summerlea Golf & Country Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 février 1968, approuvé les modifications aux règlements généraux de la corporation « Summerlea Golf & Country Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23608-o 1139-44

Summerlea Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 20, 1968, approved the amendments to the general by-laws of "Summerlea Golf & Country Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23608 1139-44

Les Entreprises Beaulieu inc.
Beaulieu Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Beaulieu inc.— Beaulieu Enterprises Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23616-o 11633-57

Les Entreprises Beaulieu inc.
Beaulieu Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Beaulieu inc.— Beaulieu Enterprises Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARCEL BERGERON,
Secretary.

23616 11633-57

La Cie de Forage Chomedey ltée
Chomedey Drilling Co. Ltd.

Avis est donné que « La Cie de Forage Chomedey ltée — Chomedey Drilling Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23618-o 13659-62

La Cie de Forage Chomedey ltée
Chomedey Drilling Co. Ltd.

Notice is given that "La Cie de Forage Chomedey ltée — Chomedey Drilling Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARCEL BERGERON,
Secretary.

23618 13659-62

Acres Quebec Limited
Acres Quebec limitée

Avis est donné que « Acres Quebec Limited — Acres Québec limitée », a changé le nombre de ses administrateurs, de 10 à 3.

Le secrétaire,
J. G. S. THOMSON.

23636 5367-64

Acres Quebec Limited
Acres Quebec Limitée

Notice is given that "Acres Quebec Limited — Acres Québec limitée", has changed the number of its directors from 10 to 3.

J. G. S. THOMSON,
Secretary.

23636-o 5367-64

Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.

Avis est donné que la corporation « Centre de Loisirs de St-Adelphe inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le président,
CONSTANT TRUDEL.

23637-o 4731-66

Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.

Notice is hereby given that "Centre de Loisirs de St-Adelphe inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

CONSTANT TRUDEL,
President.

23637 4731-66

Nettoyeur Shefford inc.
Shefford Cleaning Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nettoyeur Shefford inc.— Shefford Cleaning Inc. », a fixé le nombre de ses administrateurs à 3.

Le secrétaire,
LUC LAPOINTE.

23639-o 6245-49

Nettoyeur Shefford inc.
Shefford Cleaning Inc.

Notice is hereby given that "Nettoyeur Shefford inc.— Shefford Cleaning Inc.", has fixed to 3, the number of its directors.

LUC LAPOINTE,
Secretary.

23639 6245-49

Domrémy-Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province, a, le 26 février 1968, approuvé le règlement « C » ayant trait au règlement d'emprunt, des amendements se rapportant aux articles 4, 10, 15 et 21 des règlements généraux et un règlement concernant le changement du siège social de Ville St-Laurent à la ville de Montréal, de la corporation « Domrémy-Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23654-o 11437-57

Domrémy-Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on Februay 26, 1968, approved by-law "C" pertaining to the loan by-law, amendments relative to sections 4, 10, 15 and 21 of the general by-laws and a by-law concerning the change of the head office from Ville St-Laurent to the town of Montreal, "Domrémy-Montréal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23654 11437-57

A. Billet ltée

Avis est donné que la compagnie « A. Billet ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL BERGERON.

23617-o 6087-52

A. Billet ltée

Notice is given that "A. Billet ltée", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARCEL BERGERON,
Secretary.

23617 6087-52

Avis d'annulation de lettres patentes

Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Nom de la compagnie, « Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé », date des lettres patentes, le 18 décembre 1954.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o

Lettres Patent Notice of annulment

Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé

Notice is given under section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Nname of the company, "Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé", date of the letters patent, December 18, 1954.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518-o

Sièges sociaux

Yber Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Yber Inc. », constituée en corporation en vertu de la Première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 5 décembre 1967, a transporté son siège social de 1110 Terrasse Turcotte, en la cité de Trois-Rivières, à 1170 Terrasse Turcotte, en la cité de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, P.Q., ce 16e jour de février, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
YVES DUFRESNE.

23549-o

Barclay Management (1967) Corporation

Avis est donné que la compagnie « Barclay Management (1967) Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de novembre 1967, et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au 5950 Côte-des-Neiges.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 5e jour de février 1968.

Le président,
ERNEST SCHOR.

23553-o 4577-67

Le Roi des Habits, Compagnie ltée

Prenez avis que la compagnie « Le Roi des Habits, Compagnie ltée », a été constituée en corporation par lettres patentes émises le 24 novembre 1967 en vertu de la Partie I de la Loi des Compagnies, et qu'elle a établi son siège social et sa principale place d'affaires dans la province de Québec, à 1535 rue St-Germain, à Montréal, district de Montréal.

Montréal, ce 16ième jour de février 1968.

Le président,
JEAN-PAUL CLOUTIER.

23558-o 4326-67

Head Offices

Yber Inc.

Notice is hereby given that "Yber Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 5, 1967, has moved its head office from 1110 Terrasse Turcotte, in the city of Trois-Rivières, to 1170 Terrasse Turcotte, in the city of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, P.Q., this 16th day of February, 1968.

(Seal) YVES DUFRESNE,
Secretary.

23549-o

Barclay Management (1967) Corporation

Notice is hereby given that "Barclay Management (1967) Corporation", incorporated by letters patent dated the 20th day of November, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 9550 Côte-des-Neiges.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 5th day of February, 1968.

ERNEST SCHOR,
President.

23553 4577-67

Le Roi des Habits, Compagnie ltée

Take notice that the company "Le Roi des Habits, Compagnie ltée", has been duly constituted in a corporation by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, on November 24, 1967, and that it has established its head office and principal place of business in the Province of Quebec at 1535 St-Germain Street, in Montreal.

Montreal, this 16th day of February, 1968.

JEAN-PAUL CLOUTIER,
President.

23558-o 4326-67

Agence d'Assurance Maisonneuve inc.

Avis est donné que la compagnie « Agence d'Assurance Maisonneuve inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 5240, rue Jean-Talon est, St-Léonard.

Le secrétaire,
YVES MASSON.

23552-o 10413-57

Agence d'Assurance Maisonneuve inc.

Notice is hereby given that "Agence d'Assurance Maisonneuve inc.", has changed its head office from Montreal, to number, 5240 Jean-Talon St. East, St-Léonard.

YVES MASSON,
Secretary.

23552 10413-57

Armand Boisjoly & Fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Armand Boisjoly & Fils ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25e jour de février 1953, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau numéro 6510 de la rue Wilderton.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18e jour de janvier 1968.

Le président,
CLAUDE BOISJOLY.

23554-o 4308-53

Armand Boisjoly & Fils ltée

Notice is hereby given that "Armand Boisjoly & Fils ltée", incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1953, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 6510 Wilderton St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of January, 1968.

CLAUDE BOISJOLY,
President.

23554 4308-53

Consolidated Pershcourt Mining Limited (Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie « Consolidated Pershcourt Mining Limited » (Libre de Responsabilité Personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, par lettres patentes en date du 26 juin 1945, a transporté son bureau principal de 437 ouest, rue St-Jacques en la cité de Montréal à 1010 ouest, rue Ste-Catherine suite 1011 en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 14ième jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
DENIS RAYNAUD.

23555-o 4308-45

Consolidated Pershcourt Mining Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Consolidated Pershcourt Mining Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated June 26th, 1945, has moved its head-office from 437 St. James Street West, in the city of Montreal to 1010 St. Catherine Street West, room 1011, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 14th day of February 1968.

(Seal) DENIS RAYNAUD,
Secretary.

23555-o 4308-45

Les Éditions du Siècle inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions du Siècle inc. », constituée en corporation en date du 8 janvier 1968 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 5985 de la rue Pierre Bédard à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8ième jour de février 1968.

Le président,
ROGER CHARBONNEAU.

23556-o 5243-67

Les Éditions du Siècle inc.

Notice is hereby given that "Les Éditions du Siècle inc.", incorporated on January 8, 1968, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 5985 Pierre Bédard St., in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of February, 1968.

ROGER CHARBONNEAU,
President.

23556 5243-67

Sogerou inc.

Avis est donné que la compagnie « Sogerou inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé au numéro 4,200 avenue Wilson, l'a transporté au numéro 450 est, de la rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné, à Montréal, ce 15e jour de février, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
FERNAND GASCON.

23623-o 2256-66

Sogerou inc,

Notice is given that "Sogerou Inc.", incorporated by letters patent issued May 30, 1966, and having its head office in the city of Montreal where it had its office at number 4,200 Wilson ave., had moved it to number 450 east Sherbrooke St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this February 15th, 1968.

(Seal) FERNAND GASCON,
Secretary.

23623-o 2256-66

Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.
Bureau d'administration en assurance (Québec Ouest) ltée

Avis est donné que la compagnie « Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd. — Bureau d'administration en assurance (Québec Ouest) ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 3 mars 1967 et ayant son siège social dans la Ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 800 Victoria Square, chambre 612, l'a transporté au numéro 50 ouest, Place Crémazie, chambre 418.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce premier jour du mois de décembre mil neuf cent soixante-sept (1967).

(Sceau) *Le secrétaire,*
GILLES BRASSARD.

23576-o 955-67

DBM Industries Limited
Les Industries DBM limitée

Avis est par les présentes donné que « DBM Industries Limited — Les Industries DBM limitée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 8 février 1968, a établi son siège social au 4130, rue Trafalgar, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., le 16 février 1968.

Le secrétaire,
C. R. CHISHOLM.

23620-o 508-68

National Rendering Corp.

Avis est donné que « National Rendering Corp. », a changé son siège social de 2310, rue Saint-Georges, LeMoyne, à 11400, 6e Rue, Rivière-des-Prairies, ville de Montréal.

Le secrétaire,
L. V. SPALDING.

23621 11535-59

Quebec Tallow Exporters Ltd.

Avis est donné que « Quebec Tallow Exporters Ltd. », a changé son siège social de 2310, rue Saint-Georges, LeMoyne, à 11400, 6e Rue, Rivière-des-Prairies, ville de Montréal.

Le secrétaire,
L. V. SPALDING.

23622 14781-61

Rieno Motel Limited
Rieno Motel limitée

Avis est donné que la compagnie « Rieno Motel Limited — Rieno Motel limitée », constituée en corporation en vertu de lettres patentes datées du 9 décembre 1966, émises conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 3950, est, rue Sherbrooke.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1967.

Le président,
HARRY STEVENS.

23600 4995-66

Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.
Bureau d'administration en assurance (Québec Ouest) ltée

Notice is hereby given that "Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd. — Bureau d'administration en assurance (Québec Ouest) ltée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of March, 1967, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated until today at number 800 Victoria Square, room 612, has moved it to number 50 Place Crémazie West, room 418.

As from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this first day of the month of December, one thousand nine hundred and sixty-seven (1967).

(Seal) GILLES BRASSARD,
Secretary.

23576 955-67

DBM Industries Limited
Les Industries DBM limitée

Notice is hereby given that "DBM Industries Limited — Les Industries DBM limitée", incorporated under the Companies Act by letters patent dated February 8, 1968, has established its head office at 4130 Trafalgar Road, Montreal, Quebec.

Montreal, P.Q., February 16, 1968.

C. R. CHISHOLM,
Secretary.

23620-o 508-68

National Rendering Corp.

Notice is given that "National Rendering Corp.", has transferred its head office from 2310 St. Georges Street, LeMoyne, to 11400, 6th Street, Rivière-des-Prairies, city of Montreal.

L. V. SPALDING,
Secretary.

23621-o 11535-59

Quebec Tallow Exporters Ltd.

Notice is given that "Quebec Tallow Exporters Ltd.", has transferred its head office from 2310 St. Georges Street, LeMoyne, to 11400, 6th Street, Rivière-des-Prairies, city of Montreal.

L. V. SPALDING,
Secretary.

23622-o 14781-61

Rieno Motel Limited
Rieno Motel limitée

Notice is hereby given that "Rieno Motel Limited — Rieno Motel limitée", incorporated under letters patent dated December 9, 1966 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3950 Sherbrooke Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of January 1967.

HARRY STEVENS,
President.

23600-o 4995-66

Eugène Roy limitée
Eugène Roy Limited

Avis est donné que la compagnie « Eugène Roy limitée — Eugène Roy Limited", a changé son siège social de l'Assomption, au numéro 2000, boulevard Labelle, Laval.

Le secrétaire,
LORNE VALOIS.

23577-o 13094-54

Eugène Roy limitée
Eugène Roy Limited

Notice is hereby given that "Eugène Roy limitée — Eugène Roy Limited", has changed its head office from l'Assomption, to number 2000 Labelle Boulevard, Laval.

LORNE VALOIS,
Secretary.

23577 13094-54

L'Association des Diplômés de l'École des Infirmières Pratiques du Québec inc.

Avis est par la présente donné que « L'Association des Diplômés de l'École des Infirmières Pratiques du Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1965 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 10,418, rue Cartier, Montréal 12.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

La secrétaire exécutive,
PIERRETTE LIMOGES.

23609-o 2258-65

L'Association des Diplômés de l'École des Infirmières Pratiques du Québec inc.

Notice is hereby given that "L'Association des Diplômés de l'École des Infirmières Pratiques du Québec inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1965, and having its head office in the town of Montreal, has established its office at 10,418 Cartier Street, Montreal 12.

From and after the date of the present notice, the said office if considered by the Company as being its head office.

PIERRETTE LIMOGES,
Executive Secretary.

23609 2258-65

Les Placements Salaar limitée
Salaar Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Salaar limitée — Salaar Investments Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1967, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1560 de la rue de l'Église.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29 janvier 1968.

Le président,
DENIS SARRASIN.

23610-o 3756-67

Les Placements Salaar limitée
Salaar Investments Limited

Notice is hereby given that "Les Placements Salaar limitée — Salaar Investments Limited", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1560 Church Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this January 29, 1968.

DENIS SARRASIN,
President.

23610 3756-67

Procure Limoilou inc.

Avis est donné que la compagnie « Procure Limoilou inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies, en date du 7 juin 1966, et ayant son siège social à Québec, district de Québec, a établi son bureau au 1575, 3e Avenue, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13e jour de février 1968.

Le secrétaire,
LOUIS RÉMILLARD, *avocat.*

23642-o 2395-66

Procure Limoilou inc.

Notice is hereby given that the compagnny "Procure Limoilou Inc.", incorporated by letters patent issued in virtue of the Companies Act, dated June 7, 1966, and having its head office in Quebec, district of Quebec, has established its office at 1575, 3rd Avenue, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given in Quebec, this 13th day of February, 1968.

LOUIS RÉMILLARD, *avocat,*
Secretary.

23642 2395-66

Service d'Auxiliaires Familiales de Québec inc.

Avis est par les présentes donné que la corporation « Service d'Auxiliaires Familiales de Québec inc. », constituée en corporation en date du 17 novembre 1967 et ayant son bureau principal à Québec, dans le district de Québec, a établi son bureau au numéro 270 rue Daulac, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, province de Québec, ce vingtième jour de février 1968.

Le président,
ROLAND PLAMONDON.

23643-o 4788-67

Service d'Auxiliaires Familiales de Québec inc.

Notice is hereby given that the corporation "Service d'Auxiliaires Familiales de Québec inc.", incorporated on November 17, 1967, and having its head office in Quebec, in the district of Quebec, has established its office at number 270 Daulac Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head of the corporation.

Given in Quebec, province of Quebec, this twentieth day of February 1968.

ROLAND PLAMONDON,
President.

23643 4788-67

City Renderers, Limited

Avis est donné que « City Renderers, Limited », a changé son siège social de 2310, rue Saint-Georges, LeMoyne, à 11400, 6e rue, Rivière-des-Prairies, ville de Montréal.

Le secrétaire,
L. V. SPALDING.

23619 2081-24

Sherbee Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie «Sherbee Holdings Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1967, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce que son bureau était situé 5803, Côte des Neiges, suite 107, l'a transporté à 2050, rue Mansfield, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JOHN CIACCIA.

23644 1185-67

City Renderers, Limited

Notice is given that "City Renderers, Limited", has transferred its head office from 2310 St. Georges Street, LeMoyne, to 11400, 6th Street, Rivière-des-Prairies, city of Montreal.

L. V. SPALDING,
Secretary.

23619-o 2081-24

Sherbee Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Sherbee Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 21st day of March, 1967, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 5803 Côte-des-Neiges, Suite 107, has moved it to 2050 Mansfield Street, District of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of February, 1968.

JOHN CIACCIA,
Secretary-Treasurer.

23644-o 1185-67

Ministère des Affaires municipales

Village de Saint-Germain-de-Grantham

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 décembre 1967 par le conseil municipal du village de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 23 février 1968, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 23 février 1968.

Le sous-ministre adjoint
des affaires municipales,
RICHARD BEAULIEU.

23646-o

Cité de Giffard

Avis

Assemblée spéciale du conseil municipal de la cité de Giffard tenue le mardi vingt-trois janvier mil neuf cent soixante-huit (1968), à sept heures et trente (19h30) du soir, à l'hôtel de ville de Giffard, 3095, chemin Royal, et à laquelle sont présents:

Monsieur le maire Alexis Bérubé; messieurs les échevins: Marcel Lavoie, Éloi Saint-Germain, Jean-Louis Boulanger, Gérard Laforest, Albert Hamel, Fernand Drouin.

Deuxième lecture du règlement numéro 513:

7686. Il est proposé par l'échevin Fernand Drouin, appuyé par l'échevin Marcel Lavoie et unanimement résolu que le règlement numéro 513 fixant la date de l'élection générale du maire et des échevins au premier dimanche de novembre, à tous les trois (3) ans, à compter du premier dimanche de novembre mil neuf cent soixante-neuf (1969), soit adopté en deuxième et dernière lecture.

Adopté.

Department of Municipal Affairs

Village of Saint-Germain-de-Grantham

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on December 4, 1967 by the municipal Council of the Village of Saint-Germain-de-Grantham, county of Drummond, and pursuant to section 130 of the Municipal Code, he has ordered, on February 23, 1968, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the Village of Saint-Germain-de-Grantham, county of Drummond, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Quebec, February 23, 1968.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy Minister
of Municipal Affairs.

23646

City of Giffard

Notice

Special meeting of the municipal council of the city of Giffard, held on Tuesday, January twenty-third, one thousand nine hundred and sixty-eight (1968), at seven thirty o'clock (19:30) p.m., at the Giffard City Hall, 3095 Chemin Royal, at which meeting were present:

Mr. Mayor Alexis Bérubé; messrs. aldermen: Marcel Lavoie, Éloi Saint-Germain, Jean-Louis Boulanger, Gérard Laforest, Albert Hamel, Fernand Drouin.

Second reading of by-law number 513:

7686. It is proposed by alderman Fernand Drouin, seconded by alderman Marcel Lavoie and unanimously decided that by-law number 513, fixing the date of the general election of the mayor and the aldermen to the first Sunday in November, every three years, from and after the first Sunday of November, one thousand nine hundred and sixty-nine (1969), be adopted in second and last reading.

Adopted.

Règlement numéro 513

Attendu que le conseil de la cité de Giffard juge opportun de changer la date des élections générales pour le maire et les échevins;

Attendu que le conseil est autorisé à ce faire en vertu des dispositions de l'article 173, paragraphe 6 de la Loi des cités et villes;

Il est, par conséquent, ordonné et statué par règlement du conseil de la cité de Giffard, ce qui suit, savoir:

1° Que la date de l'élection générale du maire et des échevins sera fixée au premier dimanche de novembre, à tous les trois (3) ans, à compter du premier dimanche de novembre 1969;

2° Que le présent règlement entrera en vigueur après avoir reçu toutes les approbations requises.

Fait et signé en la cité de Giffard, ce 23e jour du mois de janvier 1968.

Le maire,
ALEXIS BÉRUBÉ.
Le greffier,
JACQUES SIMONEAU.

Vraie copie conforme.
Le greffier,
JACQUES SIMONEAU.

N.B.— Ce règlement est publié conformément à l'article 173 paragraphe 6 de la Loi des cités et villes.

Le sous-ministre adjoint des affaires municipales,
RICHARD BEAULIEU.

23645-o

By-law number 513

Whereas the council of the city of Giffard deems it advisable to change the date of the general election of the mayor and the aldermen;

Whereas the council is authorized to do so by virtue of the provisions of section 173, paragraph 6 of the Cities and Towns Act;

It is therefore ordered and enacted by by-law of the council of the city of Giffard, as follows, to wit:

1. That the date of the general election of the mayor and the aldermen be fixed on the first Sunday of November, every three years, from and after the first Sunday of November, 1969;

2. That the present by-law come into force after it has met all the required approvals.

Made and signed in the city of Giffard, this 23rd day of the month of January, 1968.

ALEXIS BÉRUBÉ,
Mayor.
JACQUES SIMONEAU,
Clerk.

Certified true copy.
JACQUES SIMONEAU,
Clerk.

N.B.— This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 6 of the Cities and Towns Act.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy Minister of Municipal Affairs.

23645

Cité de Saint-Jérôme

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 386 du 27 février 1968 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No C-484 du conseil municipal de la cité de Saint-Jérôme et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Bellefeuille, comté de Terrebonne, et annexé à la cité de Saint-Jérôme.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la paroisse de Bellefeuille, dans le comté de Terrebonne, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, autoroutes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrit, à savoir: partant du point d'intersection de la rivière du Nord avec la ligne sud du lot 440 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne suivant la ligne sud du lot 440 et le côté sud du chemin « Montée Meunier », cette ligne mesurant approximativement 2625 pieds, soit jusqu'à un point situé dans le prolongement en ligne droite du côté nord-est de l'emprise du tronçon de l'autoroute des Laurentides reliant Ste-Adèle et St-Jérôme; ledit prolongement et ledit côté nord-est de ladite emprise en allant vers le nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des lots 425 et 428; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers l'est jusqu'à la rive droite de la rivière du Nord; enfin la rive droite de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre adjoint, des Affaires municipales,
RICHARD BEAULIEU.

23646-o

City of Saint-Jérôme

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 386, dated February 27, 1968, and pursuant to section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. C-484 of the municipal council of the city of Saint-Jérôme, and to decree that, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of the parish of Bellefeuille, county of Terrebonne, and annexed to the city of Saint-Jérôme.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the parish of Bellefeuille, in the county of Terrebonne, comprising, in reference to the official cadastre of the parish of Saint-Jérôme, the lots or parts of lots, and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, autoroutes, watercourses or parts of the same, the whole enclosed within the limits of the territory hereinafter described, to wit: starting at the point of intersection of the right bank of Rivière du Nord with the south line of lot 440 in the official cadastre of the parish of Saint-Jérôme; thence, successively, the following lines and demarcations: a line following lines and demarcations: a line following the south line of lot 440 and the south side of "Montée Meunier" road, this line measuring approximately 2625 feet, that is to a point situated on the extension, in a straight line, of the northeast side of the right of way of the section of the autoroute joining Ste-Adèle and St-Jérôme; the said extension and the said northeast side of the said right of way going towards the northwest to its meeting with the line separating lots 425 and 428; part of the said line separating the lots going towards the east to the right bank of Rivière du Nord; finally, the right bank of the said river flowing back along its course to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy-Minister of Municipal Affairs.

23646

Liquidation — Avis de

La Compagnie de l'Aqueduc de St-Henri de Mascouche

Avis est donné que « La Compagnie de l'Aqueduc de St-Henri de Mascouche » a été dissoute le 21 décembre 1967, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 281.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23542-o 1506-16

Winding up Notices

La Compagnie de l'Aqueduc de St-Henri de Mascouche

Notice is hereby given that "La Compagnie de l'Aqueduc de St-Henri de Mascouche" was dissolved on December 21, 1967, and such, pursuant to the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23542 1506-16

Ministère des Finances
Assurances

Chicago Title Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Chicago Title Insurance Company », enregistrée sous le numéro 704, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1449, qui l'autorise, à compter du 31 janvier 1968, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance du droit de propriété.

Le siège social de la compagnie est situé à 925, rue Walnut, Kansas City, état du Missouri, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé maître Bronson Culver, C.R., 800, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15 février 1968.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

23487-8-2-o

Hartford Accident and Indemnity Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Hartford Accident and Indemnity Company », dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Hartford Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1967;

Attendu que « Hartford Fire Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Hartford Accident and Indemnity Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Hartford Accident and Indemnity Company » sont annulés à compter du 12 février 1968.

Donné au bureau du Services des assurances, Ministère des Finance, le 12 février 1968.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

23510-8-2-o

Department of Finance
Insurance

Chicago Title Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Chicago Title Insurance Company", registered under number 704, has obtained the license and certificate of registry number 1449, authorizing it, as from the 31st of January 1968, to undertake in the Province contracts of title insurance.

The head office of the company is situated at 925, Walnut Street, Kansas City, State of Missouri, United States of America.

The company has appointed Mr. Bronson Culver, Q.C., 800, Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 15th of February 1968.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

23487-8-2-o

Hartford Accident and Indemnity Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Hartford Accident and Indemnity Company", whose head office is situated in Hartford, Connecticut, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Hartford Fire Insurance Company", whose head office is situated in Hartford, Connecticut, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1976;

Whereas "Hartford Fire Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Hartford Accident and Indemnity Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Hartford Accident and Indemnity Company" are cancelled as from the 12th of February 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of February 1968.

For the Minister of Finance of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

23510-8-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Rouyn

Cadastre officiel du canton de Rouyn, municipalité de la cité de Rouyn, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que le Bloc No 11 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil

Québec, le 14 février 1968.

Le sous-ministre,
23629-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Jérôme

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme municipalité de la ville de St-Antoine, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 201-8 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 février 1968.

Le sous-ministre,
23629-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 162-387 est annulé en vertu de l'article 2174A duCode civil.

Québec, le 15 février 1968.

Le sous-ministre,
23629-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Dollard-des-Ormeaux division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 298-300 et 298-301 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 février 1968.

Le sous-ministre,
23629-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 127-1245, 127-1246, 127-1247 et 127-1248 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 février 1968.

Le sous-ministre,
23629-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Rouyn

Official cadastre of township of Rouyn, municipality of the city of Rouyn, registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that Block No 11 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 14, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23629-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Jérôme

Official cadastre of the parish of St-Jérôme, municipality of the town of St-Antoine, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that one part of lot 201-8 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 14, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23629-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that the lot 162-387 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 15, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23629-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Dollard-des-Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 298-300 and 298-301 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 22, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23629-o *Deputy Minister.*

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 127-1245, 127-1246, 127-1247 and 127-1248 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 19, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23629-o *Deputy Minister.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de concessions minières

Avis est présentement donné, conformément aux articles 202, 204 et 205 de la Loi des mines (13-14 Eliz. II, chap. 34) permettant au ministre des Richesses naturelles de révoquer toute concession minière pour défaut de paiement de la taxe

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining concesions

Notice is hereby given, pursuant to Sections 202, 204 and 205 of the Mining Act (13-14 Eliz. II, c. 34) enabling the Minister of Natural Resources to revoke any mining concession for failure to pay the annual tax of $1.00 per acre provided for

annuelle de $1.00 l'acre prévue à l'article 119 de ladite loi, que les concessions minières ci-dessous décrites seront révoquées en faveur de la Couronne si, quatre-vingt-dix (90) jours après la dernière publication du présent avis, la taxe due et les frais de publication n'ont pas été payés:

in Section 119 of the said Act, that the hereunder mining concessions will be revoked in favor of the Crown if, ninety days after the last publication of the present notice, the tax due and the cost of publication have not been paid:

District électorale Electoral District	Canton Township	Numéro de la concession Concession number	Lot ou bloc Lot or Block	Superficie en acres Area in acres	Date de la concession Date of concession	Date des lettres patentes Date of letters Patent
Abitibi-Est–East	Barraute	343	Demie nord des lots 51, 52, 53 et 54, rang VI—North half of lots 51, 52, 53 and 54, Range VI	200	23 août August 1946	
Abitibi-Est–East	Bourlamaque	209	Bloc 15–Block 15	49	20 avril–April 1927	29 mars–March 1938
Abitibi-Est–East	Duvernay	401	Demie sud des lots 9 et 10, rang I—South half of lots 9 and 10, Range I	89	3 décembre–December 1952	31 décembre–December 1952
Abitibi-Est–East	Tiblemont	282	Blocs 1 à 17–Blocks 1 to 17	943	17 novembre–november 1936	28 juin–June 1937
Frontenac	Risborough	455	Demie sud-est de la demie nord-est du lot 8, rang IX Southeast part of Northeast half of lot 8, Range IX	52	30 juillet July 1959	25 octobre October 1961
Labelle	Campbell	394	Partie seulement–Demie sud-ouest du lot 8, rang B Part only–Southwest half of lot 8, Range B	50	7 janvier January 1952	19 septembre–September 1962
Labelle	Joly	259	Lots 15 et 16, rang J–Lots 15 and 16, Range J	186	22 mars–March 1932	22 juillet July 1943
Labelle	Lynch	396	Lot 27, rang IV–Lot 27, Range IV	105	22 mars–March 1952	4 mai–May 1957
Laviolette	Langelier	426	Lot 46, rang est–Lot 46, Range east	49	16 décembre–December 1955	
Rouyn-Noranda	Beauchastel	261	Partie seulement–Blocs H, J, L, U et V, partie nord du bloc M, partie sud-est du bloc O et partie est du bloc 157–Part only–Blocks H, J, L, U and V, North part of block M, Southeast part of block O and East part part of block 157	686	11 juillet July 1932	18 août–August 1932
Rouyn-Noranda	Beauchastel	271	Partie seulement–Blocs S et R et partie sud du bloc M–Part only–Blocks S and R and South part of block M	321	26 septembre September 1934	19 mars March 1935
Rouyn-Noranda	Beauchastel	293	Partie seulement–partie sud des blocs 18 et 19–Part only–South part of blocks 18 and 19	153	29 octobre October 1937	16 août August 1938
Rouyn-Noranda	Bousquet	311	Bloc 16—Block 16	51	29 février February 1940	
Rouyn-Noranda	Dasserat	154	Bloc E–Block E	44	29 août August 1924	19 septembre September 1925
Rouyn-Noranda	Dasserat	223	Bloc 12–Block 12	23	5 janvier January 1928	
Saguenay	Eudes	155	Bloc A–Block A	39	11 septembre–September 1924	
Wolfe	Wotton	52	Lots 16 et 17, rang I–Lots 16 and 17, Range I	200	25 avril–April 1910	26 septembre–September 1916

Québec, le 15 février 1968.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

23581-9-2-o

Quebec, February 15, 1968.

Deputy-minister,
P.-E. AUGER.

23581-9-2-o

Ministère de l'Éducation

Compton County (Prot.)

Demande est faite d'unir le présent territoire des municipalités scolaires de Bury, ville de Cookshire (Prot.), East Angus-Westbury (Prot.), Island Brook (Prot.), village de Sawyerville, Scotstown et Dudswell (Prot.), et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, aux fins des écoles protestantes seulement, sous le nom de « Compton County » dans les comtés de Compton et Wolfe.

Cette nouvelle commission sera composée de sept commissaires.

Cette nouvelle municipalité scolaire, pour fins d'élection sera divisée en sept quartiers décrits comme suit:

Quartier Bury — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de Bury dans le comté de Compton..... 1 commissaire.

Quartierville de Cookshire — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de la ville de Cookshire (Prot.) dans le comté de Compton ..... 1 commissaire.

Quartier East-Angus, Westbury — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de East Angus-Westbury (Prot.) dans le comté de Compton ..... 1 commissaire.

Quartier Island Brook — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de Island Brook (Prot.), dans le comté de Compton.... ..... 1 commissaire.

Quartier du village de Sawyerville — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire du village de Sawyerville dans le comté de Compton .....1 commissaire.

Quartier de Scotstown — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de Scotstown dans le comté de Compton..1 commissaire.

Quartier de Dudswell — comprenant les limites de la présente municipalité scolaire de Dudswell, (Prot.) dans le comté de Compton..... ..... 1 commissaire.

Québec, 27 février 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

23655-9-2

Department of Education

Compton County (Prot.)

Application is made to unite the present territory of the school municipalities of Bury, town of Cookshire (Prot.), East Angus-Westbury (Prot.), Island Brook (Prot.), village of Sawyerville, Scotstown and Dudswell (Prot.) and erect it into a new school municipality, for Protestant school purposes only, under the name of Compton County, in the counties of Compton and Wolfe.

This new school board will be composed of seven commissioners.

For election purposes the new municipality will be divided into seven wards described as follows:

Bury Ward — comprising the limits of the present school municipality for Bury in the County of Compton ..... 1 commissioner.

Town of Cookshire Ward — comprising the limits of the present school municipality of the town of Cookshire (Prot.) in the county of Compton..... 1 commissioner.

East Angus, Westbury Ward — comprising the limits of the present school municipality of East Angus-Westbury (Prot.) in the County of Compton ..... 1 commissoner.

Island Brood Ward — comprising the limits of the present school municipality of Island Brook (Prot.) in the County of Compton..... ..... 1 commissioner.

Village of Sawyerville Ward — comprising the limits of the present school municipality of the village of Sawyerville in the County of Compton ..... 1 commissioner.

Scotstown Ward — comprising the limits of the present school municipality of Scotstown in the County of Compton ..... 1 commissioner.

Dudwell Ward — comprising the limits of the present school municipality of Dudswell (Prot.) in the County of Wolfe ..... 1 commissioner.

Quebec, February 27, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

23655-9-2-o

Syndicat professionnel

Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirnières du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 février 1968, autorisé le changement de nom de la « Fédération des Syndicats Professionnels des Infirmières Catholiques », dont la constitution, sous le nom originaire de « La Fédération des Associations de Garde-Malades Catholiques Licenciées de la Province de Québec », a été autorisée le 19 février 1959, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de la « Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières du Québec », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23543-o 547-58

Professional Syndicate

Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières du Québec

((*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 15, 1968, authorized the change of name of the "Fédération des Syndicats Professionnels des Infirmières Catholiques", whose constitution, under the original name of "La Fédération des Associations de Garde-Malades Catholiques Licenciées de la Province de Québec" was authorized on February 19, 1959, and whose head office is situated in Quebec, to that of "Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières du Québec," and such, pursuant to the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23543 547-58

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 10 janvier 1968.

M. Guy Tremblay, médecin, de St-Zéphirin-de-Courval, coroner conjoint pour le district judiciaire de Richelieu avec juridiction seulement sur le district électoral d'Yamaska, à compter de la date de son assermentation.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23518-o 10-68

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, January 10, 1968.

Mr. Guy Tremblay, physician, of St-Zéphirin-de-Courval, joint coroner for the judicial district of Richelieu, with jurisdiction only in the electoral district of Yamaska, as from the date of his swearing in.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23518 10-68

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure (en matière de faillite) No: 417-F; Dans l'affaire de la faillite de HÔTEL CHÂTEAU GRANDNYD LTÉE, de St-Joseph, comté de Beauce, débitrice, et GRÉGOIRE BELLAVANCE, 760 est Grande Allée, Québec, syndic.

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le SIXIÈME jour d'AVRIL, 1968, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public au lieu et place d'affaires de la débitrice, Hôtel Château Grandnyd Ltée, situé à St-Joseph, comté de Beauce, le ou les immeubles ci-après décrits, savoir:

Un immeuble désigné et connu comme étant:

« Un terrain ou emplacement situé à Ville de Saint-Joseph de Beauce, côté nord-est de l'avenue du Palais, connu et désigné comme étant les lots numéros cinq cent trente et un, subdivision F, cinq cent trente et un, subdivision G, cinq cent trente-huit et cinq cent trente et un, subdivision dix-neuf, (531-F, 531-G, 538 et 531-19) du cadastre revisé d'une partie de la paroisse de Saint-Joseph, division d'enregistrement de Beauce, village de Saint-Joseph, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel immeuble est communément connu et désigné « Hôtel Château Grandnyd Ltée »; le tout tel qu'il se trouve présentement avec et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, pouvant affecter le dit immeuble suivant titres et avec tous les droits inhérents et accessoires audit immeuble.

Le tout meublé et équipé aux fins d'opérer un commerce d'Hôtellerie et de salle de danse. »

Le ou lesdits immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 55 de la Loi de faillite et des articles du Code de procédure civile pouvant s'y appliquer.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Québec, ce 26ième jour de février, 1968.

Le syndic,
GRÉGOIRE BELLAVANCHE.

23611-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court (in a matter of bankruptcy) No. 417-F; in the matter of bankruptcy of HÔTEL CHÂTEAU GRANDNYD LTÉE, of St-Joseph, county of Beauce, debtor, and GRÉGOIRE BELLAVANCE, 760 Grande Allée East, Quebec, trustee.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the SIXTH day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable(s) hereinafter described will be sold by public auction on the spot and place of business of the debtor, "Hôtel Château Grandnyd Ltée", situated at St-Joseph, county of Beauce, to wit:

An immovable designated and known as follows:

"A lot of land or emplacement situated in the Town of Saint-Joseph de Beauce, on the north-east side of Avenue du Palais, known and designated as being lots numbers five hundred and thirty-one, subdivision F, five hundred and thirty-one, subdivision G, five hundred and thirty-eight and five hundred and thirty-one, subdivision nineteen (531-F, 531-G, 538 and 531-19) in the revised cadastre of a part of the Parish of Saint-Joseph, registration division of Beauce, Village of Saint-Joseph, with all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies; the said immovable is commonly known and designated as "Hôtel Château Grandnyd Ltée"; the whole as it is presently to be found, with and subject to active and passive servitudes, apparent or unapparent which may affect the said immovable according to deeds, and with all inherent and accessory rights to the said immovable.

The whole is furnished and equipped to operate a hotel and dance hall."

The said immovable(s) will be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents which may exist, as well as to active and passive servitudes.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to section 55 of the Bankruptcy Act and to sections of the Code of Civil Procedure which may apply thereto.

This sale is the equivalent of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Quebec, this 26th day of February, 1968.

GRÉGOIRE BELLEVANCE,
Trustee.

23611

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du Comté de Dorchester que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales et/ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI le NEUVIÈME jour de MAI 1968, en la Salle du Conseil de Comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Sales for Taxes

Municipality of the county of Dorchester

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard Secretary-Treasurer for the Municipal Corporation of Dorchester County, that the underdescribed immovables will be sold by public auction for municipal and/or school taxes due and costs, THURSDAY the NINTH day of MAY 1968, in the Hall of the Council, in Ste-Hénédine at TEN o'clock in the morning, unless said taxes and costs be paid before the day above mentioned.

Municipalité de Saint-Benjamin — Municipality of Saint-Benjamin

Propriétaire / Owner	Lot	Rang / Range	Canton / Township	Taxes mun. / Mun. taxes	Taxes scol. / School taxes	Frais / Costs	Total
Rosario Brochu	P.-10	E	Watford	$ 13.48	$ 24.68		$ 38.16
Superficie ½ acre, emplacement et maison.			Area: ½ acre, emplacement and house.				
Germain Cloutier	P.-7	D	Watford	1.03	4.20		5.23
Superficie ½ acre, emplacement			Area: ½ acre, emplacement.				
Lionel Veilleux	P.-19	3	Watford	16.55	22.70		39.25
Superficie ½ acre, avec un camp.			Area: ½ acre, with a camp.				

Municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague — Municipality of Saint-Louis-de-Gonzague

Aurélien Bélanger	40	8	Watford	$ 43.10	$ 48.28	$ 2.70	$ 94.08
Superficie Pte.			P. area.				
Gérard Gagnon	52	2	Langevin	40.30	63.12		103.42
Superficie 100 acres, lot non patenté.			Area: 100 acres, unpatented lot.				
Émilien Guenette	56	3	Langevin	58.95	71.29	3.15	133.39
Superficie 100 acres, lot non patenté.			Area: 100 acres, unpatented lot.				
Charles Lacroix	33	10	Watford	52.45	77.68	2.70	132.83
Superficie 100 acres, lot non patenté.			Area: 100 acres, unpatented lot.				
Raynald Guenette	54	4	Langevin	45.80	57.50		103.30
Superficie 100 acres, non patenté.			Area: 100 acres, unpatented lot.				
Arthur Guenette	57	4	Langevin	21.85	27.60		49.45
Superficie 100 acres, lot non patenté.			Area: 100 acres, unpatented lot.				
Réjean Guenette	½-51	3	Langevin	18.25	23.00		41.25
Superficie 50 acres.			Area: 50 acres.				

Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford — Municipality of Sainte-Rose-de-Watford

Gérard Perreault	Pte. 52	2	Watford	$ 5.95	$ 24.90	$ 1.86	$ 32.71
Une maison 27 x 20 sans terrain sur un emplacement appartenant à M. Emilien Nadeau.			A house of 27 x 20, without land, on an emplacement belonging to Mr. Emilien Nadeau.				
Hervé Veilleux	69	5	Langevin	18.90	33.87	0.99	53.76
Superficie 104 acres, détenu sous billet de location du Ministère de la Colonisation.			Area: 104 acres, held under ticket of rental from the Department of Colonization.				

Municipalité de Saint-Luc — Municipality of Saint-Luc

Léonidas Lagrange	694	5	Standon	$ 20.56	$ 92.04		$ 112.60
Remarques: Sous billet de location.			Remarks: Under rental ticket.				
Claude Labrecque	793, 794-801	6	Standon	35.81	191.08		226.89
Remarques: Sous billet de location.			Remarks: Under rental ticket.				

Donné à Ste-Hénédine ce 26ième jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
HENRI-PAUL BOUFFARD.

23601-9-2-o

Given at Ste-Hénédine, this 26th day of February, 1968.

HENRI-PAUL BOUFFARD,
Secretary-Treasurer.

23601-9-2-o

Ville de Lorraine

Aux contribuables de la susdite municipalité:

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite Municipalité, que:

Confromément à un règlement en date du 13 février, 1968, le secrétaire-trésorier de la Ville de Lorraine vendra à l'enchère publique le NEUVIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, 100 Grande Côte, Ville de Lorraine, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivant sur lesquels les taxes municipales n'ont pas été payées, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Town of Lorraine

To the ratepayers of the aforesaid municipality:

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the foresaid Municipality, That:

Pursuant to a by-law dated on February 13th, 1968, the Secretary-Treasurer of the Town of Lorraine will, on the NINTH day of APRIL 1968, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the council, Town Hall, 100 Grande Côte, Town of Lorraine, P.Q., sell at public auction, in the manner prescribed by law, the following immovables on which the municipal taxes assessed have not been paid, unless those taxes, together with the costs incurred, be paid before the sale, to wit:

Ville de Lorraine — Town of Lorraine
Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Official Cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville
Division d'enregistrement de Terrebonne — Registration Division of Terrebonne

Nom Name	Adresse Address	Numéro du lot et du cadastre Lot and cadastral number	Montant dû Amount due
A. Jalbert	10-12e Ave Boul. Labelle Ste-Thérèse	277-61	$ 71.38
E. Laplante	11061 Audoin, Mtl. Nord	11-322	431.95
Anchor Inv. Ltd. Blainville Inv. Corp. Briercrest Inv. Corp. Daleview Inv. Corp. Glenavon Inv. Corp.	1450 City Councillors Montreal, P.Q.	11-426 9-273	81.64 201.70

La Commission municipale de Québec, à sa séance du 20 novembre 1967, a autorisé la ville de Lorraine à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux, le tout conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et ville (S.R.Q. 1964, ch. 193).

Donné à Lorraine, ce vingt et unième jour de février, 1968.

Le secrétaire-trésorier,
H. B. GOLDMAN.

23597-9-2-o

The Quebec Municipal Commission, at its meeting on November 20, 1967, authorixed the Town of Lorraine to make an abridged enumeration of the cadastral numbers, the whole pursuant to the provisions of section 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Given at Lorraine, this twenty-first day of February, 1968.

H. B. GOLDMAN,
Secreatry-Treasurer.

23597-9-2-o

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGTIÈME (20e) jour de MARS 1968, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 25 janvier 1968.

Canadian Pacific Railway Company,

Par le gérant du Service des Postes et Bagages,
W. G. WRIGHT.

23113-5-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTIETH (20th) day of MARCH 1968, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 25, 1968.

Canadian Pacific Railway Company,

Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

23113-5-6-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance F-11

Erratum

Le paragraphe 2 de l'article IV de l'ordonnance F-11, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 10 février 1968, doit se lire:

« 2. Tous les prix d'utilisation stipulés ci-dessus sont f.a.b. le marchand de lait et doivent être calculés sur la base de 3.4% de matière grasse, méthode Babcock, avec un différentiel de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% (1/10 de 1%) au-dessus ou au-dessous de cette base. »

Régie des Marchés Agricoles du Québec,
Par le secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.

23624-o

Quebec Agricultural Marketing Board

Order F-11

Erratum

Paragraph 2 of article IV of Order F-11, published in the *Quebec Official Gazette* of February 10, 1968, should read as follows:

"2. All the utilization prices provided above are F.O.B. the milk dealer and must be calculated on the basis of 3.4% butterfat, after the Babcock test, with a differential of 6 cents per 100 pounds of milk for each tenth of 1% (1/10 of 1%) above or below that basis."

The Quebec Agricultural Marketing Board,
by: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

23624-o

Soumissions

Village de Saint-Thimothée
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Doucet, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 48, rue Potvin, St-Timothée Village, comté de Beauharnois, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, à la Salle municipale, rue St-Laurent, St-Timothée Village, comté de Beauharnois, P.Q., jeudi, le 21 mars 1968, pour l'achat de $75,000 d'obligations du village de St-Timothée, comté de Beauharnois, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 48 — $75,000 — aqueduc, égouts, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $75,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$2,000
1er avril 1970	2,000
1er avril 1971	2,000
1er avril 1972	2,500
1er avril 1973	2,500
1er avril 1974	2,500
1er avril 1975	2,500
1er avril 1976	3,000
1er avril 1977	3,000
1er avril 1978	3,500
1er avril 1979	3,500
1er avril 1980	4,000
1er avril 1981	4,000
1er avril 1982	4,500
1er avril 1983	4,500
1er avril 1984	5,000
1er avril 1985	5,500
1er avril 1986	5,500
1er avril 1987	6,500
1er avril 1988	6,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte

Tenders

Village of Saint-Thimothée
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Doucet, secretary-treasurer, Office of the Corporation, 48 Potvin St., St-Timothée Village, county of Beauharnois, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Auditorium, St-Laurent St., St-Timothée Village, county of Beauharnois, P.Q., Thursday, March 21, 1968, for the purchase of an issue of $75,000 of bonds for the Village of St-Timothée, county of Beauharnois, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 48 — $75,000 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968,

Table of redemption — $75,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$2,000
April 1, 1970	2,000
April 1, 1971	2,000
April 1, 1972	2,500
April 1, 1973	2,500
April 1, 1974	2,500
April 1, 1975	2,500
April 1, 1976	3,000
April 1, 1977	3,000
April 1, 1978	3,500
April 1, 1979	3,500
April 1, 1980	4,000
April 1, 1981	4,000
April 1, 1982	4,500
April 1, 1983	4,500
April 1, 1984	5,000
April 1, 1985	5,500
April 1, 1986	5,500
April 1, 1987	6,500
April 1, 1988	6,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Salaberry-de-Valleyfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 21 mars 1968 à 8 heures du soir, à la Salle municipale, rue St-Laurent, St-Timothée Village, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Timothée, (Comté de Beauharnois), ce 23 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN DOUCET.

Bureau de la Corporation, 48, rue Potvin,
St-Timothée Village (Beauharnois), P.Q.
Téléphone: 373-1630, code 514. 23627-o

Municipalité du canton La Sarre
Comté d'Abitibi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Lapierre, secrétaire-trésorier, Salle municipale, Route 45, C.P. 985, La Sarre, canton, comté d'Abitibi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 mars 1968, pour l'achat de $140,000 d'obligations de la municipalité du canton La Sarre, comté d'Abitibi, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlement No 108 — $140,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $140,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 500
1er avril 1970	500
1er avril 1971	1,000
1er avril 1972	1,000
1er avril 1973	1,000
1er avril 1974	1,000
1er avril 1975	1,000
1er avril 1976	1,000
1er avril 1977	1,000
1er avril 1978	1,000
1er avril 1979	1,500

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Salaberry-de-Valleyfield.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Thursday, March 21, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Auditorium, St-Laurent St., St-Timothée Village, county of Beauharnois, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Timothée, (County of Beauharnois), February 23, 1968.

JEAN DOUCET,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 48 Potvin St.,
St-Timothée Village, (Beauharnois), P.Q.
Telephone: 373-1630, code 514. 23627

Municipality of the township of La Sarre
Couuty of Abitibi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Gilles Lapierre, secretary-treasurer, Municipal Hall, Route 45, Post Office Box 985, La Sarre, township, county of Abitibi, P.Q., until 8:00 o'clock P.M., on Tuesday, March 19, 1968, for the purchase of an issue of $140,000 of bonds for the municipality of the township of La Sarre, county of Abitibi, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided the amounts thus issued, at this different rate, be for entire terms, taking into account the table of maturities given in the present notice.

By-law No. 108 — $140,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $140,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 500
April 1, 1970	500
April 1, 1971	1,000
April 1, 1972	1,000
April 1, 1973	1,000
April 1, 1974	1,000
April 1, 1975	1,000
April 1, 1976	1,000
April 1, 1977	1,000
April 1, 1978	1,000
April 1, 1979	1,500

1er avril 1980	$ 1,500
1er avril 1981	1,500
1er avril 1982	1,500
1er avril 1983	2,000
1er avril 1984	2,000
1er avril 1985	2,000
1er avril 1986	2,000
1er avril 1987	2,500
1er avril 1988	114,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1988 au montant de $114,500 comprend un solde de $112,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1989	$ 2,500
1er avril 1990	3,000
1er avril 1991	3,000
1er avril 1992	3,500
1er avril 1993	3,500
1er avril 1994	4,000
1er avril 1995	4,000
1er avril 1996	4,500
1er avril 1997	4,500
1er avril 1998	5,000
1er avril 1999	5,500
1er avril 2000	6,000
1er avril 2001	6,000
1er avril 2002	6,500
1er avril 2003	7,000
1er avril 2004	7,500
1er avril 2005	8,000
1er avril 2006	8,500
1er avril 2007	9,500
1er avril 2008	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Sarre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant inférieur à $114,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $114,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

April 1, 1980	$ 1,500
April 1, 1981	1,500
April 1, 1982	1,500
April 1, 1983	2,000
April 1, 1984	2,000
April 1, 1985	2,000
April 1, 1986	2,000
April 1, 1987	2,500
April 1, 1988	114,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed bonds for the other part, provided, however, that the latter part be for not less than $10,000, and if higher than this amount, this part must include one or more entire annual amortizations as appearing on the above table starting with the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1988 maturity in the amount of $114,500 includes a balance of $112,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1989	$ 2,500
April 1, 1990	3,000
April 1, 1991	3,000
April 1, 1992	3,500
April 1, 1993	3,500
April 1, 1994	4,000
April 1, 1995	4,000
April 1, 1996	4,500
April 1, 1997	4,500
April 1, 1998	5,000
April 1, 1999	5,500
April 1, 2000	6,000
April 1, 2001	6,000
April 1, 2002	6,500
April 1, 2003	7,000
April 1, 2004	7,500
April 1, 2005	8,000
April 1, 2006	8,500
April 1, 2007	9,500
April 1, 2008	10,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at La Sarre.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or as serial and 20-year fixed bonds, for less than $114,500. However, if they are issued partly on 20-year fixed term for more than $114,500, the bonds thus issued shall be redeemable by anticipation, et par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing this issue, according to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mars 1968, à 8 heures du soir, Salle municipale, Route 45, C.P. 985, La Sarre, canton, comté d'Abitibi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Sarre, (Comté d'Abitibi), ce 23 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES LAPIERRE.

Salle municipale, Route 45, C.P. 985,
La Sarre, canton, (Abitibi), P.Q.
Téléphone: 333-4350, code 819. 23625-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, March 19, 1968, at 8:00 o'clock, P.M., at the Municipal Hall, Route 45, Post Office Box 985, La Sarre, township, county of Abitibi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Sarre, (County of Abitibi), February 23, 1968.

GILLES LAPIERRE,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall Route 45, Post Office Box 985,
La Sarre, township (Abitibi), P.Q.
Telephone: 333-4350, code 819. 23625

Ville de Saint-Georges
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Edwin Gendron, Greffier, Hôtel de Ville, 270, Boulevard Lacroix, Saint-Georges, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 18 mars 1968, pour l'achat de $205,000 d'obligations de la ville de Saint-Georges, comté de Beauce, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux apparaissant dans le présent avis.

Règlements numéros 210 — $25,000 — achat de terrains pour fins industrielles; 213 — $180,000 — Divers travaux d'améliorations locales.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $205,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 6,500
1er avril 1970	6,500
1er avril 1971	7,000
1er avril 1972	7,500
1er avril 1973	8,500
1er avril 1974	8,500
1er avril 1975	9,000
1er avril 1976	10,000
1er avril 1977	10,500
1er avril 1978	11,500
1er avril 1979	8,500
1er avril 1980	9,000
1er avril 1981	10,000
1er avril 1982	10,500
1er avril 1983	11,500
1er avril 1984	12,000
1er avril 1985	13,000
1er avril 1986	14,000
1er avril 1987	15,000
1er avril 1988	16,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance

Town of Saint-Georges
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Edwin Gendron, clerk, Town Hall, 270 Lacroix Boulevard, Saint-Georges, county of Beauce, P.Q., until 7.30 o'clock, p.m., Monday, March 18, 1968, for the purchase of an issue of $205,000 of bonds for the town of Saint-Georges, county of Beauce, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different interest rate could, in addition to the initial interest rate, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed terms, provided that the amounts thus issued, at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law numbers 210 — $25,000 — purchase of land for industrial purposes; 213 — $180,000 — various local improvement works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $205,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 6,500
April 1, 1970	6,500
April 1, 1971	7,000
April 1, 1972	7,500
April 1, 1973	8,500
April 1, 1974	8,500
April 1, 1975	9,000
April 1, 1976	10,000
April 1, 1977	10,500
April 1, 1978	11,500
April 1, 1979	8,500
April 1, 1980	9,000
April 1, 1981	10,000
April 1, 1982	10,500
April 1, 1983	11,500
April 1, 1984	12,000
April 1, 1985	13,000
April 1, 1986	14,000
April 1, 1987	15,000
April 1, 1988	16,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be

10 ans ou à courte échéance quinze ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $16,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Georges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursale dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $16,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 mars 1968, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 270, Boulevard Lacroix, Saint-Georges, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Georges, (Comté de Beauce), ce 27 février 1968.

Le greffier,
EDWIN GENDRON.

Hôtel de Ville, 270, Boulevard Lacroix,
Saint-Georges, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 228-5555, code 418. 23649-o

received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed terms, provided, however, that the latter part be for less than $16,000, and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations bearing in mind the table of maturity appearing in the present notice, and by starting with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Saint-Georges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued in part as 20-year fixed terms for an amount higher than $16,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation at par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, in conformity with the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 18, 1968, at 7.30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 270 Lacroix Boulevard, Saint-Georges, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Georges, (County of Beauce), February 27, 1968.

EDWIN GENDRON,
Clerk.

Town Hall, 270 Lacroix Boulevard,
Saint-Georges, (Beauce), P.Q.
Telephone: 228-5555, code 418. 23649

Cité de Verdun
Comté de Verdun

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Noël Lefebvre, greffier, Hôtel de Ville, 4555, avenue Verdun, Verdun, comté de Verdun, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 18 mars 1968, pour l'achat de $2,086,000 d'obligations de la cité de Verdun, comté de Verdun, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les

City of Verdun
County of Verdun

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean-Noël Lefebvre, City Clerk, City Hall, 4555 Verdun Ave., Verdun, county of Verdun, P.Q., until 3:00 o'clock p.m., Monday, March 18, 1968, for the purchase of an issue of $2,086,000 of bonds for the City of Verdun, county of Verdun, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year or fifteen-year short term bonds or as twenty-year fixed-term bonds, provided that the amounts so issued, at such different rate,

montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 446 — $256,500 — renouvellement; 447 — $79,500 — renouvellement; 456 — $100,000 — renouvellement; 794 — $1,200,000 — divers travaux d'améliorations; 794 — $100,000 — achat d'ameublement; 816 — $125,000 — voirie; 820 — $100,000 — trottoirs; 821 — $125,000 — achat d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $2,086,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 97,000
1er avril 1970	99,000
1er avril 1971	105,000
1er avril 1972	108,000
1er avril 1973	111,000
1er avril 1974	117,000
1er avril 1975	126,000
1er avril 1976	130,000
1er avril 1977	140,000
1er avril 1978	116,000
1er avril 1979	81,000
1er avril 1980	84,000
1er avril 1981	85,000
1er avril 1982	89,000
1er avril 1983	91,000
1er avril 1984	93,000
1er avril 1985	94,000
1er avril 1986	95,000
1er avril 1987	99,000
1er avril 1988	126,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $4,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1988 au montant de $126,000 comprend un solde de $40,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1989	$4,000
1er avril 1990	4,000
1er avril 1991	4,000
1er avril 1992	4,000
1er avril 1993	4,000
1er avril 1994	4,000
1er avril 1995	4,000
1er avril 1996	4,000
1er avril 1997	4,000
1er avril 1998	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Verdun.

be for entire maturities, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice.

By-laws Nos. 446 — $256,500 — renewal; 447 — $79,500 — renewal; 456 — $100,000 — renewal; 794 — $1,200,000 — miscellaneous works of local improvement; 794 — $100,000 — purchase of furnishings; 816 — $125,000 — roads; 820 — $100,000 — sidewalks; 821 — $125,000 — purchase of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $2,086,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 97,000
April 1, 1970	99,000
April 1, 1971	105,000
April 1, 1972	108,000
April 1, 1973	111,000
April 1, 1974	117,000
April 1, 1975	126,000
April 1, 1976	130,000
April 1, 1977	140,000
April 1, 1978	116,000
April 1, 1979	81,000
April 1, 1980	84,000
April 1, 1981	85,000
April 1, 1982	89,000
April 1, 1983	91,000
April 1, 1984	93,000
April 1, 1985	94,000
April 1, 1986	95,000
April 1, 1987	99,000
April 1, 1988	126,000

Moreovers, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders may be sent and shall be considered as ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed term bonds, provided however that the latter part not be for an amount less than $4,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one of the entire annual amortizations, taking into consideration the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of April 1, 1988, in the amount of $126,000, comprises a balance of $40,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1989	$4,000
April 1, 1990	4,000
April 1, 1991	4,000
April 1, 1992	4,000
April 1, 1993	4,000
April 1, 1994	4,000
April 1, 1995	4,000
April 1, 1996	4,000
April 1, 1997	4,000
April 1, 1998	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Verdun.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un mntant inférieur à $126,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $126,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 mars 1968, à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 4555, Ave Verdun, Verdun, comté de Verdun, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verdun, (Comté de Verdun), ce 22 février 1968.

Le greffier,
JEAN-NOËL LEFEBVRE.

Hôtel de Ville, 4555, Ave Verdun,
Verdun, (Verdun), P.Q.
Téléphone: 769-2701, code 514. 23584-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed term, for an amount less than $126,000, However, if they are issued as twenty-year fixed term for an amount higher than $126,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 18, 1968, at 3:00 o'clock p.m., in the City Hall, 4555 Verdun Ave., Verdun, county of Verdun, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Verdun, (County of Verdun), February 22, 1968.

JEAN-NOËL LEFEBVRE,
City Clerk.

City Hall, 4555 Verdun Ave.,
Verdun, (Verdun), P.Q.
Telephone: 769-2701, code 514. 23584

Ville de Boucherville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 mars 1968, pour l'achat de $537,500 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 487 — $96,900 — égouts; 502 — $175,000 — aqueduc, égouts; 521 — $127,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc; 523 — $109,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 571 — $1,600 — achat de terrains; 528 — $15,000 — aqueduc, égouts; 529 — $13,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Town of Boucherville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène McClish, town clerk, Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q., until 8:00 p.m., Tuesday, March 19, 1968, for the purchase of an issue of $537,500 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different interest rate could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued, at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-laws Nos: 487 — $96,900 — sewers; 502 — $175,000 — aqueduct, sewers; 521 — $127,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 523 — $109,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 571 — $1,600 — purchase of terrains; 528 — $15,000 — aqueduct, sewers; 529 — $13,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $537,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 16,500
1er avril 1970	16,000
1er avril 1971	17,000
1er avril 1972	18,000
1er avril 1973	19,000
1er avril 1974	20,000
1er avril 1975	20,000
1er avril 1976	21,000
1er avril 1977	21,000
1er avril 1978	22,000
1er avril 1979	22,000
1er avril 1980	22,000
1er avril 1981	25,000
1er avril 1982	25,000
1er avril 1983	26,000
1er avril 1984	27,000
1er avril 1985	28,000
1er avril 1986	30,000
1er avril 1987	32,000
1er avril 1988	110,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1988 au montant de $110,000 comprend un solde de $73,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1989	$2,000
1er avril 1990	2,000
1er avril 1991	2,000
1er avril 1992	2,000
1er avril 1993	2,000
1er avril 1994	3,000
1er avril 1995	3,000
1er avril 1996	3,000
1er avril 1997	3,000
1er avril 1998	4,000
1er avril 1999	4,000
1er avril 2000	4,000
1er avril 2001	4,000
1er avril 2002	4,000
1er avril 2003	5,000
1er avril 2004	5,000
1er avril 2005	5,000
1er avril 2006	5,000
1er avril 2007	5,000
1er avril 2008	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec

Table of redemption — $537,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 16,500
April 1, 1970	16,000
April 1, 1971	17,000
April 1, 1972	18,000
April 1, 1973	19,000
April 1, 1974	20,000
April 1, 1975	20,000
April 1, 1976	21,000
April 1, 1977	21,000
April 1, 1978	22,000
April 1, 1979	22,000
April 1, 1980	22,000
April 1, 1981	25,000
April 1, 1982	25,000
April 1, 1983	26,000
April 1, 1984	27,000
April 1, 1985	28,000
April 1, 1986	30,000
April 1, 1987	32,000
April 1, 1988	110,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed bonds, provided, however, that the latter part be not be for less than an amount inferior to $6,000 and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1968 maturity in the amount of $110,000 includes a balance of $73,000 renewable for an additional period of 20-years and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1989	$2,000
April 1, 1990	2,000
April 1, 1991	2,000
April 1, 1992	2,000
April 1, 1993	2,000
April 1, 1994	3,000
April 1, 1995	3,000
April 1, 1996	3,000
April 1, 1997	3,000
April 1, 1998	4,000
April 1, 1999	4,000
April 1, 2000	4,000
April 1, 2001	4,000
April 1, 2002	4,000
April 1, 2003	5,000
April 1, 2004	5,000
April 1, 2005	5,000
April 1, 2006	5,000
April 1, 2007	5,000
April 1, 2008	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque, payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose

de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant inférieur à $110,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $110,000 les obligations ainsi émises seront rechetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mars 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville, (Comté de Chambly), ce 28 février 1968.

Le greffier,
EUGÈNE MCCLISH.

Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 655-1371, code 514. 23656-o

Ville de Delson
Comté de Napierville-Laprairie

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Georges Robitaille, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 50, rue Ste-Thérèse, C.P. 40, Delson, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 20 mars 1968, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la ville de Delson, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 61 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$2,500
1er avril 1970	2,500
1er avril 1971	2,500
1er avril 1972	3,000
1er avril 1973	3,000
1er avril 1974	3,500
1er avril 1975	3,500
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	4,000
1er avril 1978	4,500
1er avril 1979	4,500

name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and 20-year fixed term, for an amount inferior to $110,000. However if they are issued in part as 20-year fixed terms, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the table of redemption appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certificate cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, March 19, 1968, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), February 28, 1968.

EUGÈNE MCCLISH,
Town Clerk.

Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Telephone: 655-1371, code 514. 23656

Town of Delson
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mr. Georges Robitaille, secretary-treasurer, Town Hall, 50 Ste-Thérèse Street, P.O. Box 40, Delson, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 20, 1968, for the purchase of an issue of $100,000 of bonds for the town of Delson, county of Napierville-Laprairie, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 61 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $100,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$2,500
April 1, 1970	2,500
April 1, 1971	2,500
April 1, 1972	3,000
April 1, 1973	3,000
April 1, 1974	3,500
April 1, 1975	3,500
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	4,000
April 1, 1978	4,500
April 1, 1979	4,500

1er avril 1980	$ 5,000
1er avril 1981	5,500
1er avril 1982	6,000
1er avril 1983	6,500
1er avril 1984	6,500
1er avril 1985	7,500
1er avril 1986	8,000
1er avril 1987	8,500
1er avril 1988	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Constant.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 mars 1968 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 50, rue Ste-Thérèse, C.P. 40, Delson, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Delson, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 23 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES ROBITAILLE.

Hôtel de Ville,
50, rue Ste-Thérèse, C.P. 40,
Delson, (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Téléphone 632-1520, code 514. 23647-o

April 1, 1980	$ 5,000
April 1, 1981	5,500
April 1, 1982	6,000
April 1, 1983	6,500
April 1, 1984	6,500
April 1, 1985	7,500
April 1, 1986	8,000
April 1, 1987	8,500
April 1, 1988	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Constant.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 20, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 50 Ste-Thérèse Street, P.O. Box 40, Delson, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Delson, (County of Napierville-Laprairie), February 23, 1968.

GEORGES ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
50 Ste-Thérèse Street, P.O. Box 40,
Delson, (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Telephone: 632-1520, code 514. 23647

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Neufchatel
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Gilles Pageau, secrétaire-trésorier, École St-Marc, 153, Boulevard l'Ormière, C.P. 338, Neufchâtel, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, et par après jusqu'à 8 heures du soir, à l'École Mgr Dumas, 10, Rue Lacroix, Neufchâtel, comté de Chauveau, P.Q., mercredi, le 20 mars 1968, pour l'achat de $125,500 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Neufchâtel, comté de Chauveau, P.Q. datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions d'emprunts en date du 29 juin 1966 — $27,000 — Construction d'une maternelle; 13 janvier 1967 — $98,500 — Dépenses d'immobilisation.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1968.

The School Commissioners for the municipality of Neufchatel
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Gilles Pageau, secretary-treasurer, St-Marc School, 153 l'Ormière Blvd., P.O. Box 338, Neufchâtel, county of Chauveau, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m. in Mgr Dumas School, 10 Lacroix St., Neufchâtel, county of Chauveau, P.Q., Wednesday, March 20, 1968, for the purchase of an issue of $125,500 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Neufchâtel, county of Chauveau, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolutions dated June 29, 1966 — $27,000 — construction of a kindergarten; January 13, 1967 — $98,500 — capitalization expenses.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $125,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 2,500
1er avril 1970	3,000
1er avril 1971	3,000
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	4,000
1er avril 1974	4,000
1er avril 1975	4,500
1er avril 1976	5,000
1er avril 1977	5,000
1er avril 1978	5,500
1er avril 1979	6,000
1er avril 1980	6,500
1er avril 1981	7,000
1er avril 1982	7,500
1er avril 1983	8,500
1er avril 1984	8,500
1er avril 1985	9,000
1er avril 1986	10,000
1er avril 1987	10,500
1er avril 1988	11,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 20 mars 1968 à 8 heures du soir, à l'École Mgr Dumas, 10, Rue Lacroix, Neufchâtel, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Neufchâtel, (Comté de Chauveau), ce 27 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PAGEAU.

153, Boulevard l'Ormière, C.P. 338,
Neufchâtel, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-4094, code 418. 23648-o

Table of redemption — $125,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 2,500
April 1, 1970	3,000
April 1, 1971	3,000
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	4,000
April 1, 1974	4,000
April 1, 1975	4,500
April 1, 1976	5,000
April 1, 1977	5,000
April 1, 1978	5,500
April 1, 1979	6,000
April 1, 1980	6,500
April 1, 1981	7,000
April 1, 1982	7,500
April 1, 1983	8,500
April 1, 1984	8,500
April 1, 1985	9,000
April 1, 1986	10,000
April 1, 1987	10,500
April 1, 1988	11,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, March 20, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in Mgr Dumas School, 10 Lacroix St., Neufchâtel, county of Chauveau, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Neufchâtel, (County of Chauveau), February 27, 1968.

GILLES PAGEAU,
Secretary-Treasurer.

153 l'Ormière Blvd., P.O. Box 338,
Neufchâtel, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-4094, code 418. 23648

Paroisse de Saint-Paul l'Ermite
Comté de l'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Gauthier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 3, Montée des Arsenaux, St-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 mars 1968, pour l'achat de $254,500 d'obligations de la paroisse de Saint-Paul l'Ermite, comté de l'Assomption, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à

Parish of Saint-Paul l'Ermite
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Gauthier, secretary-treasurer, Town Hall, 3 Montée des Arsenaux, St-Paul l'Ermite, county of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Tuesday, March 19, 1968, for the purchase of an issue of $254,500 of bonds for the parish of Saint-Paul l'Ermite, county of L'Assomption, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969, to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%,

6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlement numéro 180-A — $254,500 — travaux d'égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $254,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 1,000
1er avril 1970	1,500
1er avril 1971	1,500
1er avril 1972	1,500
1er avril 1973	1,500
1er avril 1974	2,000
1er avril 1975	2,000
1er avril 1976	2,000
1er avril 1977	2,500
1er avril 1978	2,500
1er avril 1979	2,500
1er avril 1980	2,500
1er avril 1981	3,000
1er avril 1982	3,000
1er avril 1983	3,500
1er avril 1984	3,500
1er avril 1985	3,500
1er avril 1986	4,000
1er avril 1987	4,500
1er avril 1988	206,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $18,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1988 au montant de $206,500 comprend un solde de $202,000 renouvelable pour une période additionelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1989	$ 5,000
1er avril 1990	5,500
1er avril 1991	5,500
1er avril 1992	6,000
1er avril 1993	6,500
1er avril 1994	7,000
1er avril 1995	7,500
1er avril 1996	7,500
1er avril 1997	8,500
1er avril 1998	9,500

payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different interest rate could, in addition to the initial interest rate, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or as 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued, at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law number 180-A — $254,500 — sewer works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $254,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 1,000
April 1, 1970	1,500
April 1, 1971	1,500
April 1, 1972	1,500
April 1, 1973	1,500
April 1, 1974	2,000
April 1, 1975	2,000
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,500
April 1, 1978	2,500
April 1, 1979	2,500
April 1, 1980	2,500
April 1, 1981	3,000
April 1, 1982	3,000
April 1, 1983	3,500
April 1, 1984	3,500
April 1, 1985	3,500
April 1, 1986	4,000
April 1, 1987	4,500
April 1, 1988	206,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term and 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed bonds, provided, however, that the latter part be for less than $18,000, and if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations bearing in mind the table of maturities appearing in the present notice, and by starting at the last years of maturities of the renewable parts hereafter mentioned. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1988 maturity in the amount of $206,500, included a balance of $202,000, renewable for an additional period of 20-years, and maturing as follows.

Year	*Capital*
April 1, 1989	$ 5,000
April 1, 1990	5,500
April 1, 1991	5,500
April 1, 1992	6,000
April 1, 1993	6,500
April 1, 1994	7,000
April 1, 1995	7,500
April 1, 1996	7,500
April 1, 1997	8,500
April 1, 1998	9,500

1er avril 1999	$ 9,500
1er avril 2000	10,000
1er avril 2001	11,000
1er avril 2002	12,000
1er avril 2003	12,500
1er avril 2004	13,500
1er àvril 2005	15,000
1er avril 2006	15,500
1er avril 2007	16,500
1er avril 2008	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Paul l'Ermite.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant inférieur à $206,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $206,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mars 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3, Montée des Arsenaux, St-Paul l'Ermite, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Paul l'Ermite, (Comté de l'Assomption), ce 23 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
LUCIEN GAUTHIER.

Hôtel de Ville, 3 Montée des Arsenaux,
St-Paul l'Ermite, (L'Assomption), P.Q.
Tél: 581-5636, St-Paul,
875-4311 Montréal, code 514. 23626-o

April 1, 1999	$ 9,500
April 1, 2000	10,000
April 1, 2001	11,000
April 1, 2002	12,000
April 1, 2003	12,500
April 1, 2004	13,500
April 1, 2005	15,000
April 1, 2006	15,500
April 1, 2007	16,500
April 1, 2008	18,000

The sucessful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at St-Paul l'Ermite.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and 20-year fixed terms, for an amount less than $206,500. However, if they are issued in part at a 20-year fixed term for an amount more than $206,500, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required for the purpose of amortizing the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 19, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 3 Montée des Arsenaux, St-Paul l'Ermite, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Paul l'Ermite, (County of L'Assomption), February 23, 1968.

LUCIEN GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 3 Montéedes Arsenaux,
St-Paul l'Ermite, (L'Assomption), P.Q.
Tel: 581-5636 St-Paul,
875-4311 Montreal, code 514. 23626

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 16916. { EDOUARD DELORME, demandeur, *vs* FLORIMOND LAPIERRE, défendeur, et LES HÉRITIERS DE DAME RESEDA DESPATIES, mis-en-cause.

1° (58, rue St-Antoine sud)

« Tout le lot 364-3 du cadastre du village maintenant cité de Granby, moins cependant la partie appartenant à Paul Benjamin ou représentants qui comprend les 47 pieds nord dudit lot par la profondeur d'icelui.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 16916. { EDOUARD DELORME, plaintiff, *vs* FLORIMOND LAPIERRE, defendant, and THE HEIRS OF DAME RESEDA DESPATIES, mis-en-cause.

1. (58 St-Antoine Street, South)

"The whole lot 364-3 of the cadastre for the village now city of Granby, nevertheless to withdraw the part belonging to Paul Benjamin or representatives which includes the north 47 feet of said lot by its depth.

Les lots 348 et 349 du même cadastre moins: *a*) ce qui appartient à Félix Charbonneau ou représentants situé sur le côté nord de la rue St-Jacques mesurant 8 perches de front par 10 perches de profondeur, la largeur étant mesurée à partir de la ligne ouest du lot numéro 350 et comprenant tout le lot numéro 349 en largeur et une partie du lot numéro 348; *b*) ce qui appartient à Benjamin Lavigne ou représentants désigné comme suit: situé sur le côté nord de la rue St-Jacques, mesurant 32½ pieds de front par 306 pieds de profondeur plus ou moins, étant les 32½ pieds ouest dudit lot numéro 348.

Tout le lot numéro 351-5 du même cadastre.

Partie nord du lot 350 du même cadastre à l'ouest de la rue St-Antoine ayant 50 pieds de largeur du nord au sud par toute la longueur dudit lot de l'est à l'ouest.

Avec bâtisses et dépendances et entrepôt y érigés.

2° (42, rue Ottawa)

« Un certain terrain connu et décrit au cadastre officiel du village maintenant cité de Granby, comme faisant partie du lot numéro deux cent sept (P. 207) et décrit comme suit: à commencer au coin nord-est dudit lot no 207 en allant vers le sud, longeant les lots nos 206, 205, 204, une distance de cent trente pieds, de là à angle droit vers l'ouest une distance de soixante pieds, de là à angle droit vers le nord jusqu'à la ligne nord dudit lot no 207, de là à angle obtus en suivant la ligne nord dudit lot no 207, jusqu'au point de départ vers l'est; avec une maison lambrissée en brique, à deux étages dessus érigée, circonstances et dépendances.

Aussi compris dans la présente vente la bouilloire à eau chaude et les fixtures électriques. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, district de Bedford, le TROISIÈME jour d'AVRIL 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Cowansville, P.Q., ce 23 février 1968.
23657-o

The lots 348 and 349 of the same cadastre, to withdraw: (*a*) the part belonging to Félix Charbonneau or representatives situated on the north side of St-James Street, measuring 8 perches in front by 10 perches in depth, the width being measured starting from the west line of lot number 350 and including the whole lot number 349 in width and one part of lot number 348; (*b*) the part belonging to Benjamin Lavigne or representatives designated as follows: situated on the north side of St-James Street, measuring 32½ feet in front by 306 feet in depth, more or less, being the west 32½ feet of said lot number 348.

The whole lot number 351-5 of the same cadastre.

The north part of lot 350 of the same cadastre, west of St-Antoine Street, having 50 feet in width from north to south the whole length of said lot, from east to west.

With the buildings, dependencies and warehouse thereon erected."

2. (42, Ottawa Street)

"A certain terrain known and described on the official cadastre for the village now city of Granby, as forming part of lot number two hundred and seven (P. 207) and dexcribed as follows: Starting at the northeast corner of said lot No. 207, by going towards south, going along lots Nos. 206, 205, 204, for a distance of one hundred and thirty feet, thence at right angle towards west, for a distance of sixty feet, thence, at right angle, towards north up to the north line of said lot No. 207, thence, at obtuse angle by going along the north line of said lot No. 207, up to the starting point towards east; with the two-storey brick house thereon erected, circumstances and dependencies.

Also incuded in the present sale the hot-water boiler and the electric fixtures.

To be sold at the Registry Office of Shefford, in Waterloo, district of Bedford, the THIRD day of APRIL, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA.
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
Court House,
Cowansville, P.Q., February 23, 1968.
23657

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Sept-Iles — District de Hauterive

Cour Provinciale, no. S 1779. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE

SEPT-ILES, corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Hauterive, demandeur *vs* DANTE FERRETTI héritier de 1/3 indivis de la succession Vittorio Ferretti demeurant et résidant à Cerquete Di Monterio Teramo Italie, défendeur.

Le un-tiers indivis, (1/3) du lot trois cent-soixante-douze (372) du rang 2, village des Sept-Iles, Canton Letellier. Borné vers le nord-ouest par le lot 371, vers le nord-est par le lot 447, vers le sud-est par le lot 373 et vers le sud-ouest par le 3ième rue: mesurant soixante-six pieds et cinq dixièmes (66.5) de largeur par cent trente-trois pieds (133) de profondeur: contenant en superficie huit mille huit cent quarante-quatre pieds carrés et cinq dixièmes, M.A. (8,844.5). avec bâtisses, dessus construites, circonstances, dépendances.

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
Sept-Iles — District of Hauterive

Provincial Court, No. S 1779. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF

SEPT-ILES body politic legally incorporated, having a place of bysiness at Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiff, *vs* DANTE FERRETTI heir of the undivided 1/3 of the estate of Vittorio Ferretti, living and residing at Cerquete Di Monterio, Teramo, Italy, defendant.

The undivided third (1/3) of lot three hundred and seventy-two (372) on Range 2, Village of Sept-Iles, Township of Letellier. Bounded on the north-west by lot 371, on the north-east by lot 477, on the south-east by lot 373, and on the south-west by 3rd St., measuring sixty-six feet and five-tenths (66.5) in width by one hundred and thirty-three feet (133) in depth, having an area of eight thousand eight hundred and forty-four and five-tenths square feet, E.M. (8,844.5), with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, palais de justice Sept-Iles, le TROISIÈME jour de AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
23650-o JEAN TRUCHON.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada.— Province de Québec
Sept-Iles — District of Hauterive

Cour Provinciale, No: S 1462. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE SEPT-ILES, corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Hauterive, demandeur *vs* LES DÉVELOPPEMENTS DU SAGUENAY INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

Les Lots suivant: 9-84 à 90, 9-113 à 143, 9-144 à 155, 9-157 à 175, 9-177 à 224, 9-226 à 229, 9-91-92-93, 9-82, 62, 67, 9-28-41, 9-68 à 80-47 à 60, 9-43 à 46-29-43, 61-81-83, 9-3 à 14, 9-2-15 à 25.

Du rang, I, avec plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Canton Letellier, Sept-Iles, avec bâtisses, dessus construites, circonstances, dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, palais de Justice Sept-Iles, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
Bureau du shérif, JEAN TRUCHON.
District de Hauterive. 23586-o

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 5396. { AVCO FINANCE LTD., corps politique avec place d'affaires à Baie Comeau aux endroits de la compagnie Crescent Finance Ltd., demanderesse, *vs* AURÈLE THÉRIAULT & LAURINA THÉRIAULT, résidants et domiciliés à Ragueneau, comté de Saguenay, défendeurs conjointemant et solidairement.

« Une maison construite sur une partie du lot 48 rang 3, canton de Ragueneau, au livre de renvoi du cadastre officiel de la municipalité de Ragueneau, bornée comme suit: au sud par la route du rang 2, à l'ouest par la propriété de M. Arsène Manning, au nord par une partie du lot 48 et à l'est par la propriété de M. Léonard Thibault. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au palais de justice de Baie Comeau, JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
Bureau du shérif, MARCEL RODRIGUE.
le 23 février 1968. 23585-o

To be sold in the registry office, Court House, Sept-Iles, on the THIRD day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN TRUCHON,
23650-o *Associate-Sheriff.*

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
Sept-Iles — District de Hauterive

Provincial Court, No. S 1462. { THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF SEPT-ILES, body politic legally constituted having a place of business at Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiff *vs* LES DÉVELOPPEMENTS DU SAGUENAY INC., body politic legally constituted having a place of business at Sept-Iles, district of Hauterive, defendant.

The following lots: 9-84 to 90, 9-113 to 143, 9-144 to 155, 9-157 to 175, 9-177 to 224, 9-226 to 229, 9-91-92-93, 9-82, 62, 67, 9-28-41, 9-68 to 80-47 to 60, 9-43 to 46-29-43, 61-81-83, 9-3 to 14, 9-2-15 to 25.

Of range I, with plan and book of reference of the official cadastre of the township of Letellier, Sept-Iles, with buildings thereon erected, circumstances, dependencies.

To be sold at the registry office, Sept-Iles Court House, on the FIFTH day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon

JEAN TRUCHON,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
District of Hauterive. 23586

De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 5396. { AVCO FINANCE LTD., a body politic with a place of business in Baie Comeau on the premises of the Company Crescent Finance Ltd., plaintiff, *vs* AURÈLE THÉRIAULT & LAURINA THÉRIAULT, residing and domiciled in Ragueneau, county of Saguenay, defendants, jointly and severally.

"A house built on a part of lot 48, range 3, township of Ragueneau, on the book of the official cadastre for the municipality of Ragueneau, bounded as follows: on the south by the route of range 2, on the west by the property of Arsène Manning, on the north by part of lot 48 and on the east by the property of Mr. Léonard Thibault."

To be sold at the registrar's office of the registry division for the county of Saguenay, at the court house of Baie Comeau, THURSDAY, the FOURTH day of the month of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
February 23, 1968. 23585

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No. 10926. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires au 100 rue Gloucester, Ottawa, Province d'Ontario, demanderesse *vs* ROGER MOREAU, domicilié et résidant rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, province de Québec, défendeur.

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 10926. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, a corporation legally incorporated having a business place at 100 Gloucester Street, Ottawa, Province of Ontario, plaintiff, *vs* ROGER MOREAU, domiciled and residing at Notre-Dame Street, Pointe-aux-Trembles, Province of Quebec, defendant.

« Un immeuble sis dans le canton de Templeton, comté de Papineau, division d'enregistrement de Hull, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot vingt-neuf, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances de la subdivision officielle du bloc « C » (Bloc « C »-29) aux plan et livre de renvoi officiels dudit Canton.»

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement, Division de Hull, en la cité de Hull, le TROISIÈME jour du mois d'AVRIL, 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
R. St. Pierre.

Bureau du Shérif,
Ce 24 février, 1968.

23651-o

"An immovable situated in the township of Templeton, county of Papineau, registration division of Hull, Province of Quebec, consisting of all this property known and designated as being lot twenty-nine, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies of the official subdivision of Block "C" (Block "C"-29) on the official plan and book of reference of the said township."

To be sold at the Registry Office, division of Hull, in the City of Hull, on THIRD day of the month of APRIL, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St. Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 24, 1968.

23651

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale, Kamouraska, No 688. } GROLIER LIMITÉE, corps politique et incorporé, avec siège social à Montréal, demanderesse, *vs* GILLES GOURDE, de La Pocatière, défendeur.

« 1. Un terrain de forme irrégulière; borné au nord-ouest par le lot 917-1, au nord-est par le lot 320-3 non subdivisé, au sud-est par le lot 320-3 non subdivisé, au sud-ouest par le lot 326-2-1 mesurant cent soixante-dix-neuf pieds et sept dixièmes (179.7′) au nord-ouest, trois cent quarante pieds et neuf dixièmes (340.9′) au nord-est, cent cinquante-sept pieds et un dixième (157.1′) au sud-est quatre cent seize pieds et deux dixièmes (416.2′) au sud-ouest, et contenant en superficie soixante mille deux cent quatre-vingt-treize pieds carrés et un dixième, mesure anglaise, connu comme étant le lot numéro 320-3-1 du cadastre officiel revisé d'une partie de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière;

2. Un terrain de forme irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 918-1, au nord-est par le lot 320-3-1, au sud-est par le lot 326-2, non subdivisé, au sud-ouest par le lot 326-2 non subdivisé, mesurant trente pieds et trois dixièmes (30.3′) au nord-ouest, quatre cent seize pieds et deux dixièmes (416.2′) au nord-est, vingt-sept pieds et neuf dixièmes (27.9′) au sud-est, quatre cent vingt-huit pieds et deux dixièmes (428.2′) au sud-ouest; et contenant en superficie onze mille sept cent soixante-dix-neuf pieds carrés et quatre dixièmes, mesure anglaise, connu comme étant le lot 326-2-1 du cadastre officiel revisé d'une partie de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière;

3. Un terrain de forme irrégulière, borné au nord-ouest par la route 2A (actuelle), au nord-est par le lot 917 non subdivisé, au sud-est par le lot 320-3-1, au sud-ouest par le lot 918-1, mesurant cent soixante-dix-neuf pieds et sept dixièmes (179.7′) au nord-ouest neuf pieds et un dixième (9.1′) au nord-est, cent soixante-dix-neuf pieds et sept dixièmes (179.7′) au sud-est cinq pieds (5′) au sud-ouest et contenant en superficie mille cent soixante-six pieds carrés, et huit dixièmes, mesure anglaise, connu comme étant le lot 917-1 du cadastre officiel revisé de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière;

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Provincial Court, Kamouraska, No. 688. } GROLIER LIMITÉE, body politic and corporate, with head office in Montreal, plaintiff, *vs* GILLES GOURDE, of La Pocatière, defendant.

"1. A lot of land of irregular shape, bounded on the north-west by lot 917-1, on the north-east by unsubdivided lot 320-3, on the south-east by unsubdivided lot 320-3, on the south-west by lot 326-2-1, measuring one hundred and seventy-nine and seven-tenths feet (179.7′) on the north-west, three hundred and forty and nine-tenths feet (340.9′) on the north-east, one hundred and fifty-seven and one-tenth feet (157.1′) on the south-east and four hundred and four hundred and sixteen and two-tenths feet (416.2′) on the south-west, and having an area of sixty thousand two hundred and ninety-three and one-tenth square feet, English measure, known as being lot number 320-3-1 in the official revised cadastre of a part of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

2. A lot of land of irregular shape, bounded on the north-west by lot 918-1, on the north-east by lot 320-3-1, on the south-east by unsubdivided lot 326-2, and on the south-west by unsubdivided lot 326-2, measuring thirty and three-tenths feet (30.3′) on the north-west, four hundred and sixteen and two-tenths feet (416.2′) on the north-east, twenty-seven and nine-tenths feet (27.9′) on the south-east, four hundred and twenty-eight and two-tenths feet (428.2′) on the south-west, and having an area of eleven thousand seven hundred and seventy-nine and four-tenths square feet, English measure, known as being lot 326-2-1 in the official revised cadastre of a part of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

3. A lot of land of irregular shape, bounded on the north-west by Route 2A (present), on the north-east by unsubdivided lot 917, on the south-east by lot 320-3-1, on the south-west by lot 918-1, measuring one hundred and seventy-nine and seven-tenths feet (179.7′) on the north-west, nine and one-tenth feet (9.1′) on the north-east, one hundred and seventy-nine and seven-tenths feet (179.7′) on the south-east, and five feet (5′) on the south-west, and having an area of one thousand one hundred and sixty-six and eight-tenths square feet, English measure, known as being lot 917-1 in the revised official cadastre of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

4. Un terrain de forme irrégulière borné au nord-ouest par la route 2A (actuelle), au nord-est par le lot 917-1, au sud-est par le lot 326-2-1, au sud-ouest par le lot 918 non subdivisé, mesurant trente pieds et trois dixièmes (30.3′) au nord-ouest, cinq pieds (5′) au nord-est, trente pieds et trois dixièmes (30.3′) au sud-est, trois pieds et huit dixièmes (3.8′) au sud-ouest; et contenant en superficie cent vingt-deux pieds carrés et sept dixièmes mesure anglaise, connu comme étant le lot numéro 918-1 du cadastre officiel revisé d'une partie de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 19 février 1968. 23587-o

4. A lot of land of irregular shape, bounded on the north-west by Route 2A (present), on the north-east by lot 917-1, on the south-east by lot 326-2-1, on the south-west by unsubdivided lot 918, measuring thirty and three-tenths feet (30.3′) on the north-west, five feet (5′) on the north-east, thirty and three-tenths feet (30.3′) on the south-east, three and eight-tenths feet (3.8′) on the south-west, and having an area of one hundred and twenty-two and seven-tenths square feet, English measure, known as being lot number 918-1 in the revised official cadastre of a part of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière."

To be sold in the registry office of St-Pascal, county of Kamouraska, on the FOURTH day of APRIL, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
February 19, 1968. 23587

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No. 737 887. DAME FREDA JOSEPH, *et vir*, demanderesse, *vs* GIOVANNI CUFFARO *et al.*, défendeurs, et H. B. SAVAGE, syndic, mis-en-cause, es-qual.

Comme appartenant au défendeur, Giovanni Cuffaro, mais en la possession de H. B. Savage, syndic, le mis-en-cause, es-qual.

« Un emplacement sis à Ville de Laval province de Québec, ayant front sur le boulevard Jolicoeur, connu et désigné comme étant:

Le lot numéro trois cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (88-348), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, plus particulièrement une maison à deux étages de hauteur, contenant deux logements et portant les numéros 1104 et 1106 dudit boulevard Jolicoeur, en la ville de Laval, dont le mur sud-est est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant, de même qu'avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, le tout sans aucune exception ni réserve, avec et sujet à une servitude de droit de vue tel qu'il appert aux termes d'un acte de servitude enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Laval, sous le No. 237306, et sujet de plus à une servitude consentie en faveur de la Commission Hydroélectrique du Québec et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, tel qu'il appert aux termes des actes déposés au bureau de la division d'enregistrement du comté de Laval, sous les numéros 212662 et 178777. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Laval, en la Ville de Laval, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du shérif,
Montréal, le 23 février 1968. 23590-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 737 887. DAME FREDA JOSEPH, *et vir*, plaintiff, *vs* GIOVANNI CUFFARO *et al*, defendants, and H. B. SAVAGE, trustee, mis-en-cause, es-qualité.

As belonging to the defendant, Giovanni Cuffaro, but in the possession of H. B. Savage, trustee, the mis-en-cause, es-qualité.

"An emplacement situated in the Town of Laval, Province of Quebec, fronting on Jolicoeur Blvd., known and designated as being:

Lot number three hundred and forty-eight of the official subdivision of original lot number eighty-eight (88-348), on the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Vincent de Paul.

With all the buildings constructed thereon, and especially a two-storey house, having two dwellings and bearing numbers 1104 and 1106 said Jolicoeur Blvd., in the Town of Laval, the south-east wall of which is common.

The whole as it is presently to be found, with all the rights, circumstances and dependencies attached thereto, as well as all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable, the whole without exception nor reservation, and with and subject to a right of view as it appears in the terms of a deed of servitude, registered in the office of the registration division of Laval, under No. 237306, and also subject to a servitude granted in favour of the Quebec Hydro-Electric Commission and the Bell Telephone Company of Canada, as it appears in the terms of deeds filed in the office of the registration division of the county of Laval, under numbers 212662 and 178777."

To be sold in the Registry Office of the county of Laval, in the Town of Laval, on the FIFTH day of the month of APRIL, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 23, 1968. 23590

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No. 727 741. ROLAND CHARTRAND, demandeur *vs* LEVEL INVESTMENT INC., défenderesse.

« Une partie du lot numéro trois cent huit (Ptie No: 308) des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, de la contenance de trois arpents carrés (3 arp.) à prendre sur la moitié est de ladite terre sur une largeur de un arpent par une profondeur de trois arpents, bornée ladite partie en front au sud-est par le chemin de la Petite Côte, d'un côté au nord-est par la partie du lot no: 309 appartenant à Maurice Joly, en arrière au nord-ouest et de l'autre côté du sud-ouest par le résidu de la terre ci-dessus. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Laval, en la Ville de Laval, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 23 février 1968. 23588-o

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 73890. LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA, demanderesse, *vs* B. R. LAMERE, défendeur.

« Un emplacement mesurant environ 50 pieds de largeur sur 154 pieds de profondeur en bordure de la 87e avenue, Rivière des Prairies, Montréal, portant le numéro civique 9934 connu et désigné comme étant le lot numéro 24-55 de la paroisse de Rivière des Prairies, aux registres et livre de renvoi pour la division d'enregistrement de Montréal, avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour du mois de AVRIL 1968, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 23 février 1968. 23589-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 723 647. LUMEN INC., demanderesse, *vs* LAURENT SICOTTE, défendeur.

« Le lot deux cent cinquante-cinq du lot originaire deux cent quarante-six (246-255) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec une maison dessus construite portant le numéro civique 248 rue Charron, Ville LeMoyne."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 23 février 1968. 23591-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 727 741. ROLAND CHARTRAND, plaintiff, *vs* LEVEL INVESTMENT INC., defendant.

"A part of lot number three hundred and eight (Pt. No. 308) of the aforesaid official plan and book of reference of the parish of St-Rose, of a contenance of three square arpents (3 arpents) to take on the east half of the said piece of land by a width of one arpent and a depth of three arpents, the said part in front on the southeast bounded by the road of Petite Côte, on one side on the northeast by the part of lot No. 309 belonging to Maurice Joly, in the back on the northwest and on the other side on the southwest by the remainder of the land hereabove."

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, in the Town of Laval, on the FIFTH day of the month of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 23, 1968. 23588

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 73890. THE BELL TELEPHONE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* B. R. LAMERE, defendant.

"An emplacement measuring approximately 50 feet in width by 154 feet in depth bordering on 87th Avenue, Rivière des Prairies, Montreal, bearing civic number 9934, known and designated as being lot number 24-55 of the parish of Rivière des Prairies, on the registers and in the book of reference for the registration division of Montreal; with all the buildings erected thereon."

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of the month of APRIL 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 23, 1968. 23589

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 723 647. LUMEN INC., plaintiff, *vs* LAURENT SICOTTE, defendant.

"Lot two hundred and fifty-five of original lot two hundred and forty-six (246-255) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, with a house thereon erected bearing civic number 248 Charron street, Town of LeMoyne."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the FOURTH day of the month of APRIL, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 23, 1968. 23591

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 151-285. XAVIER ALLAIRE INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires dans les cités et district de Québec, *contre* PLACE ST-TITE

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 151-285. XAVIER ALLAIRE INC., body politic legally incorporated, having a place of business in the city and district of Quebec, *against* PLACE ST-TITE

INC., corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant une place d'affaires à Beauport, Québec, district de Québec.

« La subdivision un du lot cent (100-1) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Tite des Caps, Montmorency.

Les subdivisions un, deux, trois du lot quatre vingt-dix-neuf (99-1, 2, 3,) au même cadastre.

Les subdivisions un, deux, trois du lot quatre-vingt-dix-huit (98-1, 2, 3,) au même cadastre.

Les subdivisions un, deux, trois du lot quatre-vingt-dix-sept (97-1, 2, 3,) au même cadastre.

Les subdivisions un, deux, trois du lot quatre-vingt-quinze, (95-1, 2, 3,) au même cadastre.

Les subdivisions un, deux, trois, quatre du lot quatre-vingt-quatorze (94-1, 2, 3, 4) au même cadastre.

Avec toutes les servitudes de passages et autres mentionnnées en faveur desdits immeubles stipulées à l'acte du 5 novembre 1965 sous le no: 11717 des minutes de Me. Cl. Taschereau, notaire, enregistré no. 48284.

Avec toutes bâtisses y érigées et tout équipement et ameublement que les parties déclarent immeubles par destination. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à Chateau-Richer, comté de 7ontmorency, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du shérif,
Québec, le 28 février 1968. 23652-o

INC., body politic and corporate, legally incorporated, having a place of business in Beauport, Quebec, district of Quebec.

"Subdivision one of lot one hundred (100-1) in the official cadaster of the Parish of St-Tite des Caps, Montmorency.

Subdivisions one, two, there of lot ninety-nine (99-1, 2, 3) in the same cadastre.

Subdivisions one, two, three of lot ninety-eight (98-1, 2, 3) in the cadastre.

Subdivisions one, two, three of lot ninety-seven (97-1, 2, 3) in the same cadastre.

Subdivisions one, two, three of lot ninety-five (95-1, 2, 3) in the same cadastre.

Subdivisions one, two, three, four of lot ninety-four (94-1, 1, 3, 4) in the same cadastre.

With all the servitudes of right of way and others mentioned in favour of the said immovables stipulated in the deed dated November 5, 1965, under No. 11717 of the minutes of Me Cl. Taschereau, notary, registered under No. 48284.

With all the buildings erected thereon and entirely equipped and furnished which the parties have declared immovable by destination."

To be sold in the Montmorency Registry Office, in Château-Richer, county of Montmorency, on the FOURTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 28, 1968. 23652

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir:
Cour Supérieure,
No 144-956.

ROBERT JOBIN, plombier, St-Augustin, comté de Portneuf, district de Québec, *contre* PAUL MARCOUX, hôtellier, 1534, Route Nationale, Ancienne-Lorette, district de Québec, et MONSIEUR LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« La subdivision trois du lot originaire cent cinquante et un (151-3) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le TROISIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du shérif,
Québec, le 28 février 1968. 23658-o

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit:
Superior Court,
No. 144-956.

ROBERT JOBIN, plumber, St-Augustin, county of Portneuf, district of Quebec, *against* PAUL MARCOUX, hotel-keeper, 1534 Narional Highway, Ancienne-Lorette, district of Quebec, and THE REGISTRAR of the Quebec Registration division, mis-en-cause.

"Subdivision three of original lot one hundred and fifty-one (151-3) in the official cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Quebec registry office, in Quebec, on the THIRD day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 28, 1968. 23658

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

District of Richelieu

Cour Supérieure,
No 19-362.

STANISLAS JACQUES, directeur de funérailles, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Antoine Brunette Enrg » à Sorel, district de Richelieu, et domicilié dans lesdits lieu et district, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS DE DIEUDONNÉ CORBEIL, succession qui s'est ouverte en la paroisse de St-Ours, district de Richelieu, défendeur.

« Un terrain sis et situé dans la paroisse de St-Ours, connu au cadastre de ladite paroisse comme étant partie du lot numéro cent quatre (P. 104) de la contenance de 53′ pieds de largeur, mesure anglaise, le long du chemin public par la profondeur qu'il y a entre le chemin public à

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

District of Richelieu

Superior Court,
No. 19-362.

STANISLAS JACQUES, funeral director, carrying on business under the name and style of "Antoine Brunette Enrg", at Sorel, district of Richelieu, and domiciled in the said place and district, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF DIEUDONNÉ CORBEIL, estate opened in the parish of St-Ours, district of Richelieu, defendant.

"A piece of land lying and situated in the parish of St-Ours, known on the cadastre of the said parish as being part of lot number one hundred and four (P. 104) of a contenance of 53′ feet in width, English measure, along the public road by the depth existing between the public

l'autre bout de la rivière Richelieu, d'un côté, au sud, au vendeur et de l'autre côté au terrain de Mme J.-Bte Mallet.

Tel que le tout se trouve présentement avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Richelieu, situé au 30 de la rue Prince, Sorel, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 27 février 1968. 23653-o

road at the other end of Richelieu River, on one side, on the south, by the vendor and on the other side by the land of Mrs. J. Bte Mallet.

Such as the whole is presently found with buildings constructed thereon."

To be sold at the registry office of the county of Richelieu, situated at 30 Prince Street, Sorel, on TENTH day of APRIL, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, February 27, 1968. 23653

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 33-562. IRENÉE ROUSSEAU, commerçant domicilié à Rimouski, demandeur, *vs* MACPES CONSTRUCTION LTÉE, une corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité et le district de Rimouski, défenderesse.

De figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 7-92 et 7-91, au nord-est par les lots 4-63 et 4-62, au sud-est par le lot 7-87 (Rue LaSalle), au sud-ouest par les lots 7-89 et 7-90: mesurant quarante-cinq pieds et sept dixièmes (45.7′) au nord-ouest, deux cents pieds (200′) au nord-est, soixante-quinze pieds (75′) au sud-est, cent quatre-vingt-huit pieds (188′) au sud-ouest, étant le lot No 7-88 au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, comté de Rimouski, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
JACQUES MORIN.

Bureau du shérif,
Rimouski, le 26 février 1968. 23592-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 33-562. IRENÉE ROUSSEAU, trader, domiciled in Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* MACPES CONSTRUCTION LTÉE, a corporation legally constituted, having its head office in the city and district of Rimouski, defendant.

Of irregular figure, bounded on the north-west by lots 7-92 and 7-91, on the north-east by lots 4-63 and 4-62, on the south-east by lot 7-87 (LaSalle Street), on the south-west by lots 7-89 and 7-90: measuring forty-five feet and seven-tenths (45.7′) on the north-west, two hundred feet (200′) on the north-east, seventy-five feet (75′) on the south-east, one hundred and eighty-eight feet (188′), on the south-west, being lot No. 7-88 on the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of Rimouski, county of Rimouski, the FOURTH day of APRIL, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, February 26, 1968. 23592

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Provinciale, No 18,463. CLAUDE DUBOIS, agent d'assurance domicilié et résidant à Clermont, comté de Charlevoix, district de Saguenay, demandeur, *vs* DELPHIS MURRAY, domicilié et résidant à Ste-Agnès, dit district, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de Ste-Agnès, troisième rang ou concession St-Joseph, étant et composant les lots vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq (23, 24, 25) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès, à distraire toutefois un emplacement de trois cent vingt pieds (320′) de largeur sur quatre cent pieds (400′) de profondeur situé sur le lot vingt-trois (23) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès et qui est la propriété de M. René Murray, ledit emplacement distrait étant borné comme suit: à l'est, à la route du troisième rang; des autres côtés, à partie du même lot (Joseph Murray). Ensemble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet toutefois à une servitude de

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Provincial Court, No. 18,463. CLAUDE DUBOIS, insurance agent domiciled and residing at Clermont, county of Charlevoix, district of Saguenay, plaintiff, *vs* DELPHIS MURRAY, domiciled and residing at Ste-Agnès, said district, defendant.

"A piece of land situated in the parish of Ste-Agnès, third range or concession of St-Joseph, being and composed of lots twenty-three, twenty-four and twenty-five (23, 24, 25) on the official cadastre of the parish of St-Agnès, to withdraw however an emplacement of three hundred and twenty feet (320′) in width by four hundred feet (400′) in depth, situated on lot twenty-three (23) of the official cadastre of the parish of Ste-Agnès, which is the property of Mr. René Murray, the said withdrawn emplacement being bounded as follows: on the east, by the route of the third range; on the other sides, by part of the same lot (Joseph Murray). Together with buildings constructed thereon, circumstances and dependen-

passage de ligne électrique avec poteaux et aubans en faveur de la Compagnie Quebec Power passé devant Me Benoît Warren, notaire à La Malbaie, le premier mars mil neuf cent quarante-huit, enregistré à La Malbaie sous le numéro 31818. »

Pour être vendu au bureau du Régistrateur, de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, au Palais de Justice de La Malbaie, LUNDI, le HUITIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 23 février 1968. 23593-o

cies, subject however to a servitude of right of way of an electric line with posts and line wires in favor of The Quebec Power Company passed before Me Benoît Warren, notary at La Malbaie, on the first day of March, one thousand nine hundred and forty-eight, registered at La Malbaie under number 31818."

To be sold at the Registrar's Office, at the first registration division of the county of Charlevoix, at the La Malbaie Court House, MONDAY, the EIGHTH day of the month of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the morning.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, February 23, 1968. 23593

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Provinciale, Magog, No 20,856.

MARCEL DORÉ, garagiste, domicilié en la cité de Magog, district de St-François, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Doré Motors Sale Enrg., demandeur, *vs* JEAN CLAUDE DUPUIS, résidant à Paquetteville, district de St-François, défendeur.

« Lot No 11-E rang A, pour le canton de Hereford, comté de Compton, formant partie du no 11 de la subdivision primitive. De figure irrégulière, bornée au nord par le no 12-B, au sud par les nos 10-B et 10-C, à l'ouest par les nos 11-D, 11-C et le chemin public et à l'est par le no 11-F ayant huit acres, deux roods et seize perches en superficie. Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Coaticook, JEUDI, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 20 février 1968. 23594

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 4664.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, requérant, *vs* WILLIAM IRVING JR., autrefois cultivateur de Sawyerville, comté de Compton, P.Q., maintenant domicilié à Drumbo, R.R. No 1, Ontario, intimé.

« 1. Ces certaines étendues ou parcelles de terrain qui se trouvent et sont situées dans le canton de Eaton, dans le village de Sawyerville, et connues et désignées aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel dudit canton de Eaton, pour ledit village de Sawyerville, comme étant: les lots numéros un « D » (1-D) du troisième rang (R. III) dudit canton, comprenant un acre (1 acre) de superficie, plus ou moins; et le lot un « A » (1-A) comprenant six acres (6 acres) de superficie, plus ou moins, et un « E » (1-E) comprenant quatre-vingt-dix acres (90 acres) de superficie, plus ou moins, et tous deux dans le quatrième rang (R. IV) dudit canton de Eaton. Avec toutes les bâtisses y faites et érigées, circonstances et dépendances.

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Provincial Court, Magog, No. 20,856.

MARCEL DORÉ, garage-keeper, domiciled in the city of Magog, district of St. Francis, carrying on business under the name and style of "Doré Motors Sale Enrg.", plaintiff, *vs* JEAN CLAUDE DUPUIS, residing at Paquetteville, district of St. Francis, defendant.

"Lot No. 11-E, Range A, in the township of Hereford, county of Compton, forming part of No. 11 of the original subdivision, of irregular shape, bounded on the north by Nol 12-B, on the south by Nos. 10-B and 10-C, on the west by Nos. 11-D, 11-C and the public road, and on the east by No. 11-F, having an area of eight acres, two roods and sixteen rods, with the buildings constructed thereon."

To be sold in the registry office at Coaticook, on TUESDAY, the FOURTH day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, February 20, 1968. 23594

Fieri Facias de Terris
District of Saint-Francis

Superior Court, Sherbrooke, No. 4664.

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* WILLIAM IRVING, JR., formerly farmer of Sawyerville, county of Compton, P.Q., now domiciled at Drumbo, R.R. 1, Ontario, respondent.

"1. Those certain tracts or parcels of land lying and being situated in the Township of Eaton, in the village of Sawyerville, and known and designated by the official cadastral plan and the book of reference of the said Township of Eaton, for the said Village of Sawyerville, as Being: the lots numbers one "D" (1-D) in in the third range (R. III) of the said Township, containing one acre (1 ac.) in superficies, more or less; and the lot one "A" (1-A) containing six acres (6 ac.) in superficies, more or less, and one "E" (1-E) containing ninety acres (90 ac.) in superficies, more or less, and both in the fourth range (R. IV) of the said Township of Eaton. With all the buildings thereon made and erected, circumstances and dependencies.

2. Ces certaines étendues ou parcelles de terrain qui se trouvent et sont situées dans le canton de Hampden, et connues et désignées aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel dudit canton de Hampden, comme étant les lots numéros cent cinquante-quatre (154) et cent-cinquante-six (156), comprenant cinquante acres (50 acres) de superficie, plus ou moins, chacun; avec toutes les bâtisses y faites et érigées, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire une partie dudit lot numéro cent cinquante-six (partie 156) vendu précédemment au gouvernement de la province de Québec (ministère de la Voirie), en vertu des termes d'un acte de vente concédé par ledit William Irving Jr., passé devant Me Charles Beaudoin, notaire, le quatorzième jour de septembre dix-neuf cent cinquante-quatre, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Compton, à Cookshire, Québec, sous le numéro 73,403;

Servitudes:

Le présent acte est ainsi fait sujet aux servitudes suivantes, à savoir:

a) Servitude affectant lesdits lots numéros cent cinquante-quatre (154) et cent cinquante-six (156) dudit canton de Hampden, en faveur de Shawinigan Water & Power Co. aux termes d'un acte consenti par ledit William Irving Jr., passé devant Me Charles Beaudoin, notaire, le seizième jour de mars mil neuf cent cinquante-deux, enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Compton, à Cookshire, sous le No 65,707;

b) Servitude affectant ledit lot numéro cent cinquante-six, en faveur de Shawinigan Water & Power Co., consentie par M. W. E. St-Laurent, aux termes d'un acte passé devant Me Émile Beaudoin, notaire, le cinquième jour d'octobre mil neuf cent trente et un, enregistré au même bureau d'enregistrement, sous le No 47,195, Reg. B, Vol. 51;

Étant des droits de passage pour ériger, maintenir, réparer etc., une ligne de transmission électrique. »

Sauf et à distraire:

« Ces certains lots de terrain, connus et décrits aux plan et livre de renvoi du cadastre du canton de Hampden comme étant les lots numéros 154 et 156 et comprenant 50 acres de superficie, plus ou moins, chacun avec les bâtisses et améliorations y faites et érigées, lesquelles dits lots étaient connus en vertu de la subdivision primitive du canton de Hampden, comme étant la partie sud de chacun des lots numéros 33 et 34 de troisième rang dudit canton. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à Cookshire, comté de Compton, MERCREDI, le TROISIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de justice de Sherbrooke
ce 20 février 1968.

23595-o

2. Those certain tracts or parcels of land lying and being situated in the Township of Hampden, and known and designated by the official cadastral plan and the book of reference for the said Township of Hampden, as being the lots numbers one hundred and fifty-four (154) and one hundred and fifty-six (156), containing fifty acres (50 ac.) in superficies, more or less, each; With all the buildings thereon made and erected, circumstances and dependencies. Save and except part of said lot number one hundred and fifty-six (pt 156) previously sold to the Government of the Province of Quebec (Road Department), under the terms of a deed of sale granted by said William Jr., passed before Me Charles Beaudoin, notary, on the fourteenth day of September, hundred and fifty-four, registered at the Compton County Registry Office at Cookshire, Que., under no. 73,403;

Servitudes:

The present deed is thus drawn up subject to the following servitudes, to wit:

(*a*) servitude affecting the said lots number one hundred and fifty-four (154) and number one hundred and fifty-six (156) of the said township of Hampden, in favour of Shawinigan Water & Power Co., in accordance with the deed consented to by the said William Irving Jr., passed before Me Charles Beaudoin, notary, on sixteenth day of March, one thousand nine hundred and fifty-two, registered at the Compton County Registry division office, at Cookshire, under No. 65,707;

(*b*) servitude affecting the said lot number one hundred and fifty-six (156), in favour of Shawinigan Water & Power Co., consented to by Mr W. E. St-Laurent, in accordance with a deed passed before Me Émile Beaudoin, notary, on Octover fifth, one thousand nine hundred and thirty-one, registered at the same registry office, under No. 47,195, Reg. B., Vol. 51;

Being rights of way to erect, maintain, repair, etc., an electric relaying line.

Save and to withdrawn:

"Those certain lots of land, known and described on the cadastral plan and in the book of reference for the Township of Hampden as being the lots number 154 nad 156 and containing 50 acres in superficies, more or less, each with the buildings and improvements thereon made and erected, which said lots were known by the primitive subdivision of the Township of Hampden, as the south part of each of the lots numbers 33 and 34 in the third range of said Township."

To be sold "en bloc" at the registry office, at Cookshire, county of Compton, on WEDNESDAY, the THIRD day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House of Sherbrooke,
February 20, 1968.

23595

SAINT—MAURICE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Provinciale, Trois-Rivières, No 2018. } VANASSE AUTO TIRE INC., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 3632, boul. Des Hêtres, Shawinigan, district de St-Maurice, demandeur, *vs* BERNARD GROLEAU, de Ste-Thècle, district de St-Maurice, défendeur.

Avis de vente

« Un terrain situé à Ste-Thècle, district de St-Maurice, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-neuf (39) de la subdivision officielle du lot quatre-vingt-trois (Pt. 83-39) sur le plan dans la livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Thècle, mesurant cinquante-cinq (55′) pieds de largeur sur une profondeur de cent (100′) pieds, le tout à la mesure anglaise; borné en front vers le nord-est à un chemin public, en profondeur vers le sud-ouest et du côté sud-est, au surplus dudit lot No 83-39 appartenant audit Rosaire Bédard et du côté nord-ouest à Joseph Renald, avec bâtisses dessus y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, situé au numéro 795, 5e rue à Shawinigan, le HUITIÈME jour du mois d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Shawinigan, le 26 février 1968.

Le shérif,
RENÉ BOISVERT.

23628-o

SAINT—MAURICE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Provincial Court, Trois-Rivières, No. 2018. } VANASSE AUTO TIRE INC., a corporation legally constituted, having a place of business at 3632 Des Hêtres Boulevard, Shawinigan, district of St-Maurice, plaintiff, *vs* BERNARD GROLEAU, of Ste-Thècle, district of St-Maurice, defendant.

Notice of sale

"A terrain situated in Ste-Thècle, district of St-Maurice, known and designated as forming part of lot number thirty-nine (39) of the official subdivision of lot eighty-three (Pt. 83-39) on the plan in the official book of reference for the parish of Ste-Thècle, measuring fifty-five (55′) feet in width by a depth of one hundred (100′) feet, the whole in English measure; bounded on the front, towards the northeast by a public road, in depth, towards the southwest and on the southeast side, by the residue of said lot No. 83-39, belonging to said Rosaire Bédard and on the northwest by Joseph Renald, with buildings thereon erected."

To be sold at the Registry Office, of Shawinigan, situated at number 795, 5th Street, in Shawinigan, the EIGHTH day of the month of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Shawinigan, February 26, 1968.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.

23628

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Provinciale, No 490. } ARTHUR VADEBONCOEUR, résidant à Louiseville, district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* ONITAS GÉLINAS, de St-Alexis des Monts, district de St-Maurice, défendeur.

« Un emplacement à Saint-Alexis des Monts, connu et désigné comme faisant partie du numéro trois sur le plan de subdivision du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre officiel d'Hunterstown, comté de Maskinongé sous le numéro trois cent quarante-sept (347-P. 3) mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur la profondeur du lot, prenant en front, au chemin, en profondeur au lot 347, au sud, le surplus du lot, propriété de Hélène Vincent et de l'autre côté le lot quatre de la subdivision, avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent soixante-huit, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, YOLANDE CLOUTIER.
Trois-Rivières, le 20 février 1968. 23596-o

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Provincial Court, No. 490. } ARTHUR VADEBONCOEUR, residing at Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* ONITAS GÉLINAS, of St-Alexis des Monts, district of St-Maurice, defendant.

"An emplacement at Saint-Alexis des Monts, known and designated as forming part of lot number three on the subdivision plan of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre of Hunterstown, county of Maskinongé under number three hundred and forty-seven (347-P. 3), measuring fifty feet (50′) in width by the depth of the lot, bordering in front on the road, at the depth, on lot 347, on the south on the remainder of the lot, the property of Hélène Vincent, and on the other side on lot four of the subdivision, with the buildings erected thereon."

To be sold in the Louiseville Registry Office, 51 St-Marc St., Louiseville, county of Maskinongé, on THURSDAY, the FOURTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-eight, at THREE o'clock in the afternoon.

YOLANDE CLOUTIER,
Sheriff's Office, *Acting-Sheriff.*
Trois-Rivières, February 20, 1968. 23596

INDEX No 9

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

272 — Octrois consentis à des pêcheurs pour promouvoir le développement des pêcheries. 1435
272 — Grants to fishemen with a view to promote the de velopment of fisheries. 1435
273 — Prêts pour l'achat, la construction ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche. 1441
273 — Loans for the purchase, construction or repair of fishing-boats and fishing equipment. 1441

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative des travailleurs de Chibougamau (*Formation*) 1461
Coopérative de transport de l'Ile-aux-Coudres Association coopérative (*Formation*) 1461

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal (*Rachat d'obligations*) (*Correction*). 1463
Chaim, Nelson (*Dem.-Appl.*) 1462
Chevaliers de Colomb de Granby, inc. Conseil 1093 1462
Chevaliers de Colomb de St-Édouard, Conseil 4296 (*Correction*) 1462
Coull, Judith Emily (*Dem.-Appl.*) 1461
Greater Montreal, p.s.b. (*Rachat d'obligations Redemption of Bonds*) (*Correction*) 1463
Kirshenblat, Peter Moses (*Dem.-Appl.*) 1462
Knights of Columbus of Granby Inc., Council 1093 1462
Knights of Columbus of St-Édouard, council 4296 1462
Korsonsky, Herman Bernard (*Dem.- Appl.*) 1461
Lifshitz, Elliot (*Dem.- Appl.*) 1461
Schwartz, Martin, Richard (*Dem.-Appl.*) 1462
Protestant School Board of Greater Montreal (The) (*Redemption of Bonds*) (*Correction*) 1463
Tremblay, Joseph, Lucien, Georges, Adrien 1462

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notice relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters,— Surrender of***

Able Investment Limited 1465
Allcan Bureau of Investigation Inc. 1465
Artistic Investments Ltd 1466
Beique & Murphy Inc. 1464
Brighton Developments Ltd 1468
Builders Mart Inc. 1465
Cameo Theatre inc. 1468
Central Photo Supply Limited 1467
Collège Commercial Cordeau-Longueuil inc. 1468
Cie Franco-Canadienne de Produits laitiers ltée 1469
Cordeau-Longueuil Business School Inc. 1468
Corporation Bienvenu 1464
Côte des Neiges Resfreshment Service Limited 1466
Coulter (Tex) Enterprises Inc 1468
Crete ltée-Ltd 1466
Dandy Auto Parts Inc. 1465
Fontaine de Trevi inc. 1464
Fountain of Trevi Inc. 1464
Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd. 1469
Granby Residential Center Inc. 1465
Isab Realties Inc. 1465
J. S. Distributors Ltd. 1469
Laurier Auto inc. 1464
Macbro Peppi Ltd. 1466
Marvinda Corp. 1463
Pal Construction & Equipment Inc. 1464
Pergol Holdings Inc. 1466
Placements P. & C. Investments Inc. 1467
Prose Investment Ltd. 1468
Pruth Mining Investment Co. (The) 1467
T. C. Construction Inc. 1467
Vina Construction Corp. 1463
Wertheimer Iron Works Ltd. 1467
Worth-Mor Auto Parts Ltd. 1467
West Corporation 1464

Dissoutes — ***Dissolved***

Atlas Asphalt Co. Limited 1428
B. & Y. Realties Ltd. 1428
Barmo Investment Corporation 1428
Belka Construction Ltd. 1428
Berger Products Ltd. 1428
Bonaventure Tobacco Shops Inc. 1428
Brcderick (J.) Service Inc. 1428
Capitol (Beauharnois) Ltd. 1429
Carbonneau (O.) inc. 1429
Chez Jasmin inc. 1429
Cie de Carrelages de Québec ltée 1429
Compagnie de Navigation Nord-Sud ltée 1429
Dalli-Wear inc. 1429
Débits de Tabac Bonaventure inc. 1428
Des Rosiers, Zalloni & Compagnie ltée. 1429
Dramis Transport inc. 1430
Dunbar Realties Corp. 1430
Entreprises Brossard et Brosseau limitée (Les) 1430
Fleur de Lis inc. (La) 1430
Fraserfcrd Limited 1430
Garage Picard ltée 1430
Gas Propane Sept-Isles inc. 1430
Jardin du Sud inc. (Le) 1431
Lenor limitée 1431
Lévesque Furniture limitée 1431
Maisonneuve Marine Ltd. 1431
Marine Maisonneuve ltée 1431
Market Parking Ltd. 1431
Martin & Frères limitée, Limited 1431
Monfette (J. L.) et Fils limitée 1431
Muffler Centre Inc. 1432
Oriental & Broadloom Carpets Ltd. 1432
Padua Investment Inc. 1432
Palermo Investment Inc. 1432
Picard Garage Ltd. 1430
Quebec Flooring Tile Co. Ltd. 1429
Quotidiens de la Langue Française inc. (Les) 1432
Magnan (R. C.) Sales Ltd. 1432
Ray Construction Co. Ltd. 1432
Richmar Corp. 1433
River Drive Centre Inc. 1433
River Drive Development Inc. 1433

Dissoutes *(suite)* — ***Dissolved*** *(continued)*

River Drive Realty Inc. 1433
Self-Serv Pak Ltd. 1433
Sept-Isles Propane Gas Inc. 1430
Service Electric Sherbrooke inc. 1433
Surgical Associates Facilities Corp. 1433
Taormina Investment Inc. 1434
Tasse Gardens Construction Inc. 1434
Télé-Cable de Montréal Nord ltée 1434
Tip Top Cable R. V. Ltd. 1434
Tire Mart Inc. 1434
Trans-World Leaseholds Limited 1434
Ventes R. C. Magnan ltée (Les) 1432
Yorkdale-Triton Ltd. 1434

Divers — ***Miscellaneous***

Abel Photo inc. (*Dir.*) 1472
Acres Quebec Limited (*Dir.*) 1473
Acres Québec limitée (*Dir.*) 1473
Amelotte Transport inc. (*Dir.*) 1472
Arrow Plastics Ltd. (*Dir.*) 1472
Atlas Transport inc. (*Dir.*) 1472
Architectural Woodwork Shops Association (*By-laws*) 1472
Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal (L') (*Dir.*) .. 1469
Association des Anciens du Séminaire de Philosophie de Montréal (L') (*Règl.*) . 1470
Association des Ateliers d'Ébénisterie Architecturale (L') (*Règl.*) 1472
Beaulieu Enterprises Inc. (*Dir.*) 1473
Bernard Transport inc. (*Dir.*) 1472
Bethel Bible School Inc. (*Règl.-By-laws*) 1469
Billet (A.) ltée (*Dir.*) 1474
Canada Bag & Belt Co. Ltd. (*Dir.*) 1472
Candiac Gluf & Country Club (1967) limitée (*Dir.*) 1470
Centre de Loisirs de St-Adelphe inc. (*Dir.*) 1473
Centre de Loisirs de St-Adelphe inc. (*Règl.-By-laws*) 1469
Chomedey Drilling Co. Ltd. (*Dir.*) 1473
Cie de Forage Chomedey ltée (La) (*Dir.*) 1473
Cie Placo inc. (La) (*Dir.*) 1471
Clairvue Construction, inc. (*Dir.*) 1469
Club de Golf Candiac (1967) ltée (*Dir.*) 1470
Club La Source inc. (*Règl.-By-laws*) 1471
Delta Explosives Ltd. (*Dir.*) 1470
Deslauriers (J. R.) ltée (*Dir.*) 1470
Domrémy-Montréal (*Règl.-By-laws*) ... 1473
Dolsan Mines Ltd. (*Dir.*) 1470
Entreprises Beaulieu inc. (Les) (*Dir.*) .. 1473
Entreprises Derou inc. (Les) (*Dir.*) 1470
Gagnier, Fleury & Asssociés inc. (*Dir.*). 1470
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal *Dir.*) 1469
Graduates Society of the Seminary of Philosophy of Montreal (*By-law*) 1470
Les Mir Construction inc. (*Dir.*) 1471
London House Products Limited (*Dir.*). 1471
Magnus Poirier inc. (*Dir.*) 1471
Mechanical Contractors Ltd. (*Dir.*) 1470
Mir Construction inc. (Les) (*Dir.*) 1471
Montreal Ballet Educators' Society (*By-laws*) 1472
Nettoyeur Shefford inc. (*Dir.*) 1473
Placements M. A. inc. (Les) (*Dir.*) 1471
Placo Co. Inc. (The) (*Dir.*) 1471
Shefford Cleaning Inc. (*Dir.*) 1473
Société Éducatrice du Ballet de Montréal (*Règl.*) 1472
Summerlea Golf & Country Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 1473
Tanguay (Geo.) & Fils limitée (*Dir.*) ... 1471
Trusco inc. (*Dir.*) 1471
Western Wheel Alignment Inc. (*Dir.*) .. 1471

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. R. M. import Agencies Inc. 1392
Agences d'importation A. R. M. inc. ... 1392
Alpex Textiles Inc. 1392
Aménagement planifié inc. 1393
Arfel Corporation 1393
Association Canadienne de la Radio et de la Télévision de langue française .. 1393
Association des Jeunes Sportifs de Repentigny inc. (L') 1394
Association des Propriétaires de Taxis de Ville d'Anjou inc. (L') 1394
Association des Propriétaires Unis de Laval Centre (L') 1394
Atelier d'Usinage Remembrance ltée 1395
Audart inc. 1395
B. G. R. asphalte ltée 1395
Beaudin publicité inc. 1396
Bégin (Eugène) automobiles inc. 1396
Bérubé et Lachance ltée 1396
Bo - Lau Ltd. 1397
Bo - Lau ltée 1397
Boutique Lafrance inc. 1397
Canadian Cabinets Co. Ltd. 1397
Cartier & Cazelais inc. 1398
Centre d'Accueil de Labelle inc. 1398
Chalet St-Hubert inc. 1398
Charcuterie Picory ltée 1399
Charette excavation inc. 1399
Club de ski Eskimo inc. 1399
Club Hélios inc. 1400
Club Isidore LeChasseur inc. 1400
Comel ltée 1400
Consultants généraux des Artistes ltée 1406
Crédit Budgétaire (Joliette) inc. 1401
Daramont inc. 1401
Dominion Securities (Quebec) Limited. 1401
Dominion Securities (Quebec) limitée 1401
Durivage (Paul) inc. 1402
Entreprises Éthier et frères inc. 1402
Entreprises Gauvin inc. 1402
Entreprises Guy Massicotte inc. (Les) 1403
Fair Lady Fur Co. Ltd. 1403
Fédération des Associations sportives du Québec inc. 1416
Filiatrault (V.) & Associates Inc. 1403
Filiatrault (V.) & associés inc. 1403
Finco inc. 1404
Foyer d'accueil Ernest Léonard inc. ... 1404
Foyer de Fortierville inc. (Le) 1404
Foyer de Lotbinière inc. (Le) 1404
France beauté inc. 1405
GLN Investment Inc. 1414
G & N School Bus Service Inc. 1405
Gagnier, Fleury & associés inc. 1405
General Artists Consultants Ltd. 1406
Grégoire, Alarie, Paré inc. 1406
Hélios Club Inc. 1400
Hêtu (René) inc. 1406
Hôtel Cha-To-Gai Motel inc. 1407
Hudson Greenhouses Ltd. 1407
Immeubles L. G. L. limitée (Les) 1407
Joannette inc. 1408
Jolies Juniors Inc. 1408
Joliette démolition inc. 1408
Lafleur inc. 1409
Lanar inc. 1409
Leblanc & Tremblay inc. 1409
LeBlanc (Maurice) Petroleum Inc. 1409
LeChasseur (Isidore) ltée 1410
Lévesque (Jean Bernard) inc. 1410
Ligue Midget-Nico inc. 1410

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

M & R Inc. 1411
Madeleine Mines Ltd. 1412
Magasin de musique Marcel inc. 1411
Maison funéraire Harvey ltée (La) 1411
Marcel Music Store Inc. 1411
Mécanique R. H. ltée 1412
Mines Madeleine ltée (Les) 1412
Mirandus Corporation 1413
Mont Colonial inc. 1413
Morin fourrures inc. 1413
New Lychee Garden Inc. 1414
Novitas Investment Society Inc. 1419
Oeuvre Saint-Édouard (L') 1414
Pris Style Inc. 1414
Placements GLN inc. (Les) 1414
Placements Mc Carthy inc. (Les) 1415
Planned Furnishings Inc. 1393
Pro Arte inc. 1415
Productions J B inc. (Les) 1415
Provost automobiles ltée 1416
Quebec Federation of Sports Associations Inc. 1416
Remembrance Machine Shop Ltd. 1395
Rivard Associates Ltd. 1417
Rivard associés ltée 1417
Rolic Cie ltée 1417
Rolic Co. Ltd. 1417
St-Laurent (Jos) (1967) ltée 1417
Saguenéens Senior (1968) inc. (Les) 1417
Salaison du Boulevard inc. 1418
Salon Maguire inc. 1418
Sécurité Nord-Est inc. (La) 1418
Service de location Thémis inc. 1419
Société Canadienne d'Armoires ltée 1397
Société de placements Novitas inc. 1419
Société Savaria automobiles inc. (La) 1419
Studio capillaire Louis Mario Ross inc. 1420
Tapis Central inc. 1420
Trisud Corporation Inc. 1420
Twelve Fifty Fort Holding Corporation 1421

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Agendas Champlain inc. (Les) 1421
Association des Arts Graphiques du Québec, inc. (L') 1421
Boulangerie Racine (limitée) (La) 1421
Boutique Paquette limitée (La) 1422
C. G. Métal ltée 1422
Canadian Lady-Canadelle Inc. 1422
Cie Univex (Qué.) ltée (La) 1422
Club de Golf Lévis inc. 1423
Conference des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec 1423
Déménageur Québécois ltée (Le) 1423
Entreprises Guy Perrault ltée 1423
Fairmount Pants Co. Ltd. 1423
Fastener Sales Ltd. 1424
Gagnon Spring inc. 1424
Garde Paroissiale de Grand'Mère inc. 1424
Gaz du Québec, inc. 1424
Godbout et associés inc. 1425
Gravel (François) ltée 1425
Harley Manufacturing Company Limited 1425
Levis Golf Club Inc. 1423
Nouveau Décor Meubles inc. 1425
Paquette Boutique Limited 1422
Perrault (Guy) Enterprises Ltd. 1423
Placements Jacques inc. (Les) 1425
Quebec Graphic Arts Association, Inc. (The) 1421
Racine Bakery (Limited) 1421
Red Comet Associates Ltd. 1426
Service Social de l'Outaouais 1426
Shawbridge Golf and Country Club Inc. 1426
Simard (W.) ltée 1426
Sunbro Inc. 1426
Triton Industries Inc. 1427
Twycon Inc. 1427
Univex Co. (Que.) Ltd. 1422
Vanasse Tire Limited 1427
Wonder Chemicals & Waxes Inc. 1427

Avis d'annulation Lettres patentes *Letters Patent Notice of annulment*

Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé (Le) 1474

Sièges sociaux *Head Offices*

Agence d'Assurance Maisonneuve inc. 1475
Association des Diplômés de l'École des Infirmières Pratiques du Québec inc. (L') 1477
Barclay Management (1967) Corporation 1474
Bureau d'administration en assurance (Québec Ouest) ltée 1476
Boisjoly (Armand) & Fils ltée 1475
Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd. 1476
City Renderers, Limited 1478
Consolidated Pershcourt Mining Limited 1475
DBM Industries Limited 1476
Éditions du Siècle inc. (Les) 1475
Industries DBM limitée (Les) 1476
National Rendering Corp. 1476
Placements Salaar limitée (Les) 1477
Procure Limoilou inc 1477
Quebec Tallow Exporters Ltd. 1477
Rieno Motel Limited 1476
Rieno Motel limitée 1476
Roi des habits, compagnie ltée (Le) 1474
Roy (Eugène) limitée 1477
Roy (Eugène) Limited 1477
Salaar Investments Limited 1477
Service d'Auxiliaires Familiales de Québec inc. 1477
Sherbee Holdings Inc 1478
Sogerou inc. 1475
Yber Inc 1474

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel (La) 1457
Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al.* 1456
Corporation des évaluateurs agréés du Québec (La) 1460
Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec. 1454
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (La) 1458
Corporation of Chartered Appraisers of Quebec (The) 1460
Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec (The) 1458
Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec (The) 1454
Côte Saint-Luc, cité-city 1459
Dollard des Ormeaux, ville-town 1458
Filles de la Sagesse (Les) 1456
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins 1454

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*
(suite) *(continued)*

Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel..... 1457
Hampstead, ville – town..... 1459
Lévis, cité – city..... 1457
Montréal, ville – town..... 1454
Ste-Foy, cité – city..... 1455
St-Lambert, cité – city..... 1455
Shawinigan, cité – city..... 1459
Société Nationale de Fiducie..... 1454
Société St-Jean Baptiste de Montréal.. 1454
Trois-Rivières, cité-city..... 1456

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

Compagnie de l'Aqueduc de St-Henri de Mascouche (La)..... 1480

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Giffard, cité-city (*Règl.-By-law 513*).... 1478
St-Germain-de-Grantham, village (*Publ.*) 1478
St-Jérôme, cité-city (*Annex.*)..... 1479

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Compton County (Prot.) (*Dem.-Appl.*). 1483

Finances *Finances*

Assurances: *Insurance:*

Chicago Title Insurance Company..... 1480
Hartford Accident & Indenmity Co... 1480

Richesses naturelles *Natural Resources*

Révocation de concessions minières.... 1481
Revocation of Mining Concessions..... 1481

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Rouyn, canton-township..... 1481
Ste-Geneviève, par..... 1481
St-Jérôme, par..... 1481
St-Hubert, par..... 1481
Sault-au-Récollet, par..... 1481

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Alimentation, Détail Québec (*Prél.*).... 1452
Coiffeurs, Sherbrooke (*Prél.*)..... 1448
Employés de garage, Trois-Rivières (*Mod.*)..... 1445
Food, Retail, Quebec (*Levy*)..... 1452
Garage Employees, Trois-Rivières (*Amend.*)..... 1445
Hairdressers, Sherbrooke (*Levy*)..... 1448
Lait, Québec (*Prél.*)..... 1450
Milk, Quebec (*Levy*)..... 1450

NOMINATION *APPOINTMENT*

Divers..... 1484
Miscellaneous..... 1484

RÉGIE *QUEBEC*
des marchés agricoles *Agricultural*
du Québec *Marketing Board*

Ord. F-11 (*Correction*)..... 1487

SOUMISSIONS *TENDERS*

Boucherville, ville-town..... 1493
Delson, ville-town..... 1495
La Sarre, canton-township..... 1488
Neufchatel, c.s.-s.c..... 1496
St-Georges, ville-town..... 1490
St-Paul l'Ermite, par..... 1497
St-Timothée, village..... 1487
Verdun, cité-city..... 1491

SYNDICATS *SYNDICATE*
Professionnel *Professional*

Fédération des syndicats professionnels d'infirmières du Québec (*Nom-Name ch.*)..... 1483

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Railway..... 1486

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Hôtel Château Grandnyd ltée..... 1484

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Bedford *Bedford*

Delorme *vs* Lapierre *et al*..... 1499

Hauterive *Hauterive*

Avco Finance Ltd. *vs* Thériault *et al*.... 1501
Sept-Iles, c.s.-s.c. *vs* Les Développements du Saguenay inc..... 1501
Sept-Iles, c.s.-s.c. *vs* Ferretti *et al*..... 1500

Hull *Hull*

Interprovincial Building Credits Limited *vs* Moreau..... 1501

Kamouraska *Kamouraska*

Grolier limitée *vs* Gourde..... 1502

Montréal *Montreal*

Bell Telephone of Canada *vs* Lamere... 1504
Chartrand *vs* Level Investment Inc.... 1504
Compagnie de téléphone Bell du Canada (La) *vs* Lamere..... 1504
Joseph *et vir vs* Cuffaro *et al*..... 1503
Lumen Inc. *vs* Sicotte..... 1504

Québec *Quebec*

Allaire (Xavier) inc. *vs* Place St-Tite inc. 1504
Jobin *vs* Marcoux..... 1505

Richelieu *Richelieu*

Jacques *vs* Heirs-Héritiers Dieudonné Corbeil..... 1505

Rimouski *Rimouski*

Rousseau *vs* Macpes Construction ltée. 1506

Saguenay *Saguenay*

Dubois *vs* Murray..... 1506

Saint-François *Saint Francis*

Doré *vs* Dupuis..... 1507
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Irving..... 1507
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Irving..... 1507

Saint-Maurice *Saint Maurice*

Vanasse Auto Tire Inc. *vs* Groleau.... 1509

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Vadeboncoeur *vs* Gélinas..... 1509

Taxes *Taxes*

Dorchester, comté-county..... 1485
Lorraine, ville-town..... 1486